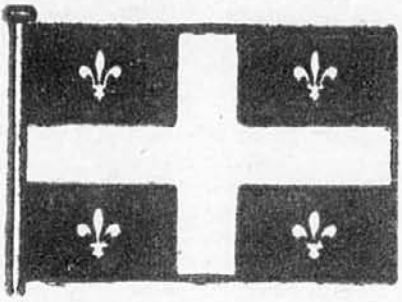
27 JUIL 1959



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 juillet 1959

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1959.

Québec, le 20 juin 1959.

L'Imprimeur de la Reine,
50831-25-11-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 25th, 1959

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1959.

Quebec, June 20th, 1959.

RÉDEMPTI PARADIS,
50831-25-11-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11893-59)

A. B. M. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Joseph-E. Aubert, Georges Barbe, tous deux de St-Eustache-sur-le-Lac, Bartalo Maiorana, de Montréal, et Armand Garand, de Ste-Thérèse, tous agents, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "A. B. M. Enterprises Inc.", avec un capital total de

Letters Patent

(A.G. 11893-59)

A. B. M. Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Joseph-E. Aubert, Georges Barbe, both of St-Eustache-sur-le-Lac, Bartalo Maiorana, of Montreal, and Armand Garand, of Ste-Thérèse, all agents, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "A. B. M. Enterprises Inc.", with a total capital stock

$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11928-59)

Amethyst Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Amethyst Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11928-59)

Amethyst Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Amethyst Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12069-59)

Beloeil Shopping Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, avocats, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir une parcelle de terrain et y construire un ou des édifices devant être entièrement ou partiellement utilisés comme place marchande et agir comme bailleurs et exploitants d'immeubles d'une place marchande, sous le nom de "Belœil Shopping Centre Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 12069-59)

Beloeil Shopping Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, and Marcia Shetzen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire a parcel of land and to construct thereon a building or buildings to be occuped in whole or in part as a shopping center and to act as real estate lessors and operators of a shopping center, under the name of "Belœil Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12293-59)

Bissonnette & Gervais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1959, constituant en corporation: Rosario Genest, Guy-P. Genest, avocats, d'Outremont, et Annette Lafleur, secrétaire, célibataire majeure, de Lachine, pour les objets suivants:

(A.G. 12293-59)

Bissonnette & Gervais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1959, incorporating: Rosario Genest, Guy-P. Genest, advocates, of Outremont, and Annette Lafleur, secretary, spinster of full age, of Lachine, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Bissonnette & Gervais Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur nominale de $10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, Roselawn Crescent, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

To carry on business as general building contractors under the name of "Bissonnette & Gervais Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and into 900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 16 Roselawn Crescent, town of Mount-Royal, judicial district of Montreal, dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12240-59)

Candiac Equipment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Gontran Saintonge, conseil ne loi de la Reine, Jacques Valade, tous deux avocats, et Marthe Mongeau, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines, machinerie, appareils, moteurs, outils, instruments, quincaillerie et équipements de toutes sortes pour fins commerciales et industrielles, sous le nom de "Candiac Equipment Company Limited", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12240-59)

Candiac Equipment Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Gontran Saintonge, Queen's Counsel, Jacques Valade, both advocates, and Marthe Mongeau, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in machines, machinery, apparatus, motors, tools, instruments, hardware and in equipment of all kinds for commercial and industrial purposes, under the name of "Candiac Equipment Company Limited", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations is $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12898-59)

C. B. M. Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, Maurice-S. Hébert, de Montréal, et Antonio Lamer, fils, de St-Bruno, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de compagnie de construction; exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding) et le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "C. B. M. Development Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $500.

Le siège social de la compagnie sera 10869 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12898-59)

C. B. M. Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, Maurice-S. Hébert, of Montreal, and Antonio Lamer, son, of St-Bruno, all advocates, for the following purposes:

To operate a real estate and construction company; to carry on the operations of a holding company and to deal in the business of an investment company under the name of "C. B. M. Development Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least $500.

The head office of the company will be at 10869 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11218-59)

Daram Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11218-59)

Daram Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: George Whelan, avocat, Toshiko Nakatsuka, Margaret Hutchings, dactylos, célibataires et Millie Tobenstein, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Daram Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 11922-59)

Delano Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Delano Enterprises Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 10,000 actions catégorie "A" de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12934-59)

Devaux Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Yvon Devaux, garagiste, Cécile Devaux, ménagère, épouse commune en biens dudit Yvon Devaux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Tracy, et Claude Huard, comptable, de Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Devaux Automobile Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 900 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 11900-59)

Duvernay Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: George Whelan, advocate, Toshiko Nakatsuka, Margaret Hutchings, typists, Singles, and Millie Tobenstein, secretary, single, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Daram Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11922-59)

Delano Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Delano Enterprises Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 10,000 class "A" shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12934-59)

Devaux Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May 1959, incorporating: Yvon Devaux, garage-keeper, Cécile Devaux, housewife, wife common as to property of the said Yvon Devaux, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Tracy, and Claude Huard, accountant, of Sorel, for the following purposes:

To deal in automobiles and carry on business as garage-keepers, under the name of "Devaux Automobile Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 900 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11900-59)

Duvernay Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, Joseph Nuss, étudiant, et Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Duvernay Development Corp.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,480 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March ,1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster of full age of majority, all of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Duvernay Development Corp.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,480 preferred shares of a par value of $100 each and 2,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11450-59)

Falcon Promotions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, avocats, et Annette Daveluy, sténographe, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'immeuble en général, et toutes sortes de transactions immobilières, sous le nom de "Falcon Promotions Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7700, boulevard Yves Prévost, Ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 11450-59)

Falcon Promotions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, advocates, and Annette Daveluy, stenographer, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate business, and to deal in all kinds of real estate transactions, under the name of "Falcon Promotions Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7700, Yves Prévost Boulevard, Ville d'Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11859-59)

Faylin Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Faylin Enterprises Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 10,000 actions catégorie "A" de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11859-59)

Faylin Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Faylin Enterprises Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 10,000 class "A" shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12254-59)

Fortier Air Conditioning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12254-59)

Fortier Air Conditioning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Roger Fortier, entrepreneur, Raymond Fortier, ferblantier, et Marielle Perron, secrétaire, tous de Ville LeMoyne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tout système de chauffage ou air climatisé, sous le nom de "Fortier Air Conditioning Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Roger Fortier, contractor, Raymond Fortier, tinsmith and Marielle Perron, secretary, all of Ville LeMoyne, for the following purposes:

To carry on a business dealing in any system of heating or air-conditioning, under the name of "Fortier Air Conditioning Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13034-59)

Fournisseur Municipal du Québec Inc.
Quebec Municipal Supplyer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Marie-Paule Béliveau et Micheline Tabacman, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'enseignes, appareils, instruments, équipements et accessoires servant surtout à l'utilité des corps publics, sous le nom de "Fournisseur Municipal du Québec Inc.— Quebec Municipal Supplyer Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue St-Jacques, chambre 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 13034-59)

Fournisseur Municipal du Québec Inc.
Quebec Municipal Supplyer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Marie-Paule Béliveau and Micheline Tabacman, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in signs, apparatus, instruments, equipment and accessories especially useful to public bodies, under the name of "Fournisseur Municipal du Québec Inc.— Quebec Municipal Supplyer Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James Street, Room 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11148-59)

G. Joly Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Gaston Gauthier, avocat, Réjean St-Michel, agent, et Jacques Messier, agent d'assurances, tous de Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général en construction, sous le nom de "G. Joly Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire dd Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 11148-59)

G. Joly Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1959, incorporating: Gaston Gauthier, advocate, Réjean St-Michel, agent, and Jacques Messier, insurance agent, all of Sorel, for the following purposes:

To carry on the business general of building contractor, under the name of "G. Joly Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11623-59)

Glenmore Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 11623-59)

Glenmore Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-quatre mars 1959, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Daniel Morris, Irving J. Halperin, tous trois de Montréal, et John J. Wasserman, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Glenmore Realty Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12434-59)

Ile Bizard Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, tous deux de Montréal, et Melvin Salmon, de Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Ile Bizard Holding Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G.12637-59)

Imco Enterprise Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Ben Schecter, Michael Awada, avocats, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants.

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développements, constructions et placements, sous le nom de "Imco Enterprise Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 270 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5254 chemin Côte St-Antoine, Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12485-59)

Jewel Industrial Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

fourth day of March, 1959, incorporating: Harold S. Freeman, Daniel Morris, Irving J. Halperin, all three of Montreal, and John J. Wasserman, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Glenmore Realty Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12434-59)

Ile Bizard Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, both of Montreal, and Melvin Salmon, of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Ile Bizard Holding Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12637-59)

Imco Enterprise Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Ben Schecter, Michael Awada, advocates, and Margaret McMartin, Clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development, construction and investment company, under the name of "Imco Enterprise Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $1 each and 270 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5254 Côte St. Antoine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12485-59)

Jewel Industrial Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Joseph Kramer, Carl Grekin, industriels, et Jean Fortin, agent financier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Jewel Industrial Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12568-59)

J. Ulysse St-Marie & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Reina Sauriol Ste-Marie, veuve, Noël Ste-Marie et Paul Ste-Marie, industriels, tous de Beauport, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs en construction, sous le nom de "J. Ulysse Ste-Marie & Fils Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Centre Industriel N° 5, Saint-Malo, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12782-59)

La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc.
Hull Sanitary Utilities Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Aldège Cayer, Roger Pilotte, hommes d'affaires, et François Chevalier, avocat, tous de Hull, pour les objets suivants:

Faire toutes les opérations et transactions relatives à l'enlèvement, la disposition et la vente de détritus et de matériaux de rebut de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc.— Hull Sanitary Utilities Company Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions communes de $1 chacune et en 9,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 348, rue Notre-Dame, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12840-59)

Lama Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

first day of May, 1959, incorporating: Joseph Kramer, Carl Grekin, industrialists, and Jean Fortin, finance agent, all of Montreal, for the following purposes:

Deal in real estate and carry on the building business, under the name of "Jewel Industrial Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12568-59)

J. Ulysse St-Marie & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Reina Sauriol Ste-Marie, widow, Noël Ste-Marie and Paul Ste-Marie, industrialists, all of Beauport, for the following purposes:

To operate as general and sub-contractors in construction under the name of "J. Ulysse Ste-Marie & Fils Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each, and into 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at the Centre Industriel No. 5, Saint-Malo, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12782-59)

La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc.
Hull Sanitary Utilities Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Aldège Cayer, Roger Pilotte, business man, and François Chevalier, advocate, all of Hull, for the following purposes:

To carry on all the operations and transactions relative to the removal, disposal and sale of rubbish and refuse matter of all kinds, under the name of "La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc.— Hull Sanitary Utilities Company Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 9,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 348 Notre-Dame Street, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12840-59)

Lama Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Neil King, avocats, Carol Jones et Jean Lewis, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles comme agents ou mandants, sous le nom de "Lama Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, Neil King, lawyers, Carol Jones and Jean Lewis, stenographers, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate business, as agents or principals, under the name of "Lama Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12848-59)

La Pâtisserie Andrée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Drolet, Eddy Giguère et Pierre Trahan, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseur, sous le nom de "La Pâtisserie Andrée Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2552, boulevard Sir Wilfrid Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12848-59)

La Pâtisserie Andrée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Jean-Paul Drolet, Eddy Giguère and Pierre Trahan, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of confectioner, under the name of "La Pâtisserie Andrée Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2552 Sir Wilfrid Laurier Boulevard, Sainte Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12725-59)

La Presqu'île Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, et Maurice-S. Hébert, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs, typographes et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de "La Presqu'île Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 400 actions privilégiées d'une valeur de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $4,500.

Le siège social de la compagnie sera 129, rue St-Charles, Dorion, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12725-59)

La Presqu'île Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, Maurice-S. Hébert, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, bunders, libraries, founders, typographers, and in other same or similar types of business under the name of "La Presqu'île Inc.", with a total capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and into 400 preferred shares of a value of $10 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least $4,500.

The head office of the company will be at 129 St-Charles Street, Dorion, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13029-59)

Laval Claims Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13029-59)

Laval Claims Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, avocats, de Montréal, et Rita Savaria Boivin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Benoit Boivin, de Fabreville, pour les objets suivants:

Agir comme ajusteur, estimateur, évaluateur et enquêteur relativement aux affaires d'assurances, sous le nom de "Laval Claims Services Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 11561-59)

Les Placements I. G. McJelph Inc.
I. G. McJelph Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Bernard de Lorimier Bourgeois, avocat, de Westmount, Grant Hall Day, avocat, de Montréal, et Mary Burak, secrétaire, célibataire, de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires et exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille ("holding") et de placements en général, sous le nom de "Les Placements I. G. McJelph Inc.—I. G. McJelph Investments Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions communes de $5 chacune et en 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 11932-59)

L & M Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "L & M Realty Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12331-59)

Lorne Developments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

first day of May, 1959, incorporating: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, advocates, of Montreal, and Rita Savaria Boivin, secretary, wife contractually separate as to property of Benoit Boivin, of Fabreville, for the following purposes:

To act as adjuster, valuer, appraiser and investigator concerning insurance business, under the name of "Laval Claims Services Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11561-59)

Les Placements I. G. McJelph Inc.
I. G. McJelph Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Bernard de Lorimier Bourgeois, advocate, of Westmount, Grant Hall Day, advocate, of Montreal, and Mary Burak, secretary, spinster, of Lachine, for the following purposes:

To carry on the business of and deal as a holding and investment company generally, under the name of "Les Placements I. G. McJelph Inc.—I. G. McJelph Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $5 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11932-59)

L & M Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "L & M Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12331-59)

Lorne Developments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

du vingt avril 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, avocats et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction et placements, sous le nom de "Lorne Developments Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5165 rue Sherbrooke Ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12948-59)

Luxfoam Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Jacques Marquis, Marc Jessop, avocats, de Ste-Foy, et Yvonne Lefebvre, secrétaire, célibataire majeure, de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile verre et leurs sous-produits; des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Luxfoam Corporation Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12319-59)

Nastapo Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: William I. Miller, Arthur Bronstein, tous deux de Montréal, et Morton Bell, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille sous le nom de "Nastapo Company Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

---

day of April, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Lorne Developments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12948-59)

Luxfoam Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Jacques Marquis, Marc Jessop, advocates, of Ste-Foy, and Yvonne Lefebvre, secretary, spinster of full age, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in products, articles and merchandises made in whole or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products; smallwares, edible products, aimals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the earth, sea and forests, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Luxfoam Corporation Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(I.G. 12319-59)

Nastapo Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: William I. Miller, Arthur Bronstein, both of Montreal, and Morton Bell, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Nastapo Company Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11926-59)

Opal Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et placements, sous le nom de "Opal Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11926-59)

Opal Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Opal Investmen. Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13126-59)

Pelletier Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1959, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Jean-Yves Dionne, greffier de la Paix, et Paula Marmen, député-protonotaire, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques et de meubles de toutes sortes, sous le nom de "Pelletier Électrique Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 13126-59)

Pelletier Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1959, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Jean-Yves Dionne, clerk of the peace, and Paula Marmen, deputy prothonotary, all of Rimouski, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus and appliances and furniture of all kinds, under the name of "Pelletier Électrique Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12435-59)

Pierrefonds Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, tous deux de Montréal, et Melvin Salmon, de Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains et celles de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Pierrefonds Investment Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

(A.G. 12435-59)

Pierrefonds Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, both of Montreal, and Melvin Salmon, of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land company and the business of builders and contractors, under the name of "Pierrefonds Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13036-59)

Raymond Lépine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13036-59)

Raymond Lépine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Bernard-M. Deschênes, avocat, Jeanne Dechêne, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Philippe Gélinas, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux et articles employés en plomberie, ferblanterie ou vendus dans les quincailleries, sous le nom de "Raymond Lépine Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12519-59)

Ronil Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Milton W. Winston, notaire, de Côte St-Luc, Isidore J. Charness, avocat, de Montréal, et Ann Druzin, secrétaire, fille majeure, de Longueuil, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ronil Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4 rue Notre-Dame Est, chambre 504, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(P.G. 12444-59)

R. St-Louis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1959, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, avocats, et Rita Gevry, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "R. St-Louis Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(P.G. 12907-59)

Seal-Ko-Seal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres parentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Bernard-M. Deschênes, advocate, Jeanne Dechêne, secretary, spinster, both of Montreal, and Philippe Gélinas, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To deal in materials and articles used in plumbing and tin-work or sold in hardware stores, under the name of "Raymond Lépine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12519-59)

Ronil Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Milton W. Winston, notary, of Côte St. Luc, Isidore J. Charness, advocate, of Montreal, and Ann Druzin, secretary, spinster, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ronil Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre-Dame Street East, room 504, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12444-59)

R. St-Louis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1959, incorporating: Jean-Paul St-Louis, Marcel Belleville, advocates, and Rita Gevry, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "R. St-Louis Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12907-59)

Seal-Ko-Seal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Camil Noël,

Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Jacques-R. Alleyn, Claude Rioux, tous trois avocats, et Mlle Madeleine Lussier, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction et en général faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Seal-Ko-Seal Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

Queen's Counsel, Jacques-R. Alleyn, Claude Rioux, all three advocates, and Miss Madeleine Lussier, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors and to generally carry on business in building materials, under the name of "Seal-Ko-Seal Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12554-59)

Seawood Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la provonce de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, avocats et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, en général, une compagnie d'immeubles et construction et exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Seawood Investment Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 12554-59)

Seawood Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To operate as a general construction and real estate company and to carry on the business of an investment company, under the name of "Seawood Investment Corp.", with a capital stock, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12759-59)

Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Lise Parant et Denyse Moreau, secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils de plomberie, chauffage, ventilation, climatisation de l'air, révrigération, d'appareils d'arrosage et d'extincteurs d'incendie et autres outillages et produits métalliques, sous le nom de "Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd.", avec un capital divisé en 800 actions sans valeurs au pair ou nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12759-59)

Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Lise Parent and Denyse Moreau, secretaries, spinsters of full age and in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in plumbing, heating, ventilating, air-conditioning, and refrigerating apparatus, in watering and fire extinguishing apparatus and in other equipment and metal products, under the name of "Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd.", with a divided capital stock divided into 800 shares without nominal or par value and in 200 preferred shares of $100 each and the amount with which the company shall start its operations is $10,000.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12623-59)

Sixteen Forty Dorchester Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Claude Marchand, avocat, de St-Laurent, Raymond de Tremblay, étudiant, de Belœil, et Monique Deslandes, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Sixteen Forty Dorchester Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12623-59)

Sixteen Forty Dorchester Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Claude Marchand, advocate, of St. Laurent, Raymond de Tremblay, student, of Belœil, and Monique Deslandes, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Sixteen Forty Dorchester Limited", with a total stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 800 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11557-59)

Sofaer Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Jack Sofaer, administrateur, Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sofaer Developments Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11557-59)

Sofaer Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Jack Sofaer, executive, Katherine Ingledew, stenographer, spinster, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sofaer Developments Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 preferred shares having a par value of $100 each and 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12784-59)

South Shore Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Roland Labelle, Gaston Labelle, agents-vendeurs, et Roger Labelle, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille ("holding"), sous le nom de "South Shore Holding Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070-o P. FRENETTE.

(A.G. 12784-59)

South Shore Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Roland Labelle, Gaston Labelle, sales agents, and Roger Labelle, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "South Shore Holding Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10, St-James Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,

51070 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14812-59)

Sun Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14812-58)

Sun Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, de Westmount, Guillaume Geoffrion, Raymond Gervais et Fernand Lalonde, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance et de prêts, sous le nom de "Sun Acceptance Corporation", avec un capital total de $225,000, divisé en 17,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, of Westmount, Guillaume Geoffrion, Raymond Gervais and Fernand Lalonde, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on an acceptance and loan business, under the name of "Sun Acceptance Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 17,500 preferred shares of a par value of $10 each and 50,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11337-59)

Thousand Island Housing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Katherine Ingledwe, sténographe, fille majeure, Samuel Godinsky, Daniel Kingstone, tous deux procureurs, et Joseph Nuss, étudiant, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Thousand Island Housing Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11337-59)

Thousand Island Housing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Katherine Ingledew, stenographer, spinster, Samuel Godinsky, Daniel Kingstone, both barristers, and Joseph Nuss, student, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Thousand Island Housing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of $10 each and 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11357-59)

Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Dorothy Bickerstaff, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer, exercer et entreprendre les commerces, négoces et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de "Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11357-59)

Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall and Dorothy Bickerstaff, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12521-59)

Wolfar Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Arthur Lermer, courtier d'assurances, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Côte St-Luc, et David Litner, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie générale de placements, sous le nom de "Wolfar Investment Co. Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 12521-59)

Wolfar Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Arthur Lermer, insurance broker, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, both of the town of Côte St. Luc, and David Litner, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general investment company, under the name of "Wolfar Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11353-59)

Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Dorothy Bickerstaff, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, métiers et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de "Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec capital total de $10,000 divisé, en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Datée du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11353-59)

Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall and Dorothy Bickerstaff, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11784-59)

Zelko Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de "Zelko Fur Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11784-59)

Zelko Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furriers, under the name of "Zelko Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51070-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11352-59)

Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Dorothy Bickerstaff, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, métiers et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de "Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51070 P. FRENETTE.

(A.G. 11352-59)

Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall and Dorothy Bickerstaff, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51070-o Acting Deputy Attorney General.

Ministère des Finances
Assurances

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que "The Connecticut Fire Insurance Company", dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de "Phoenix Insurance Company", dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 12 juin 1959;

Attendu que "The Connecticut Fire Insurance Company" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "The Connecticut Fire Insurance Company" a été annulé à compter du 1er juillet 1959.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 13 juillet 1959.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,

51086-30-2-o Surintendant des assurances.

Rapport Sommaire

Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1958. Les noms des compagnies qui n'ont pas déposé ces états y apparaissent également.

Department of Finance
Insurance

Notice of cancellation of registration

Whereas "The Connecticut Fire Insurance Company", whose head office is situate in Hartford, Connecticut, United States of America, has reinsured all its business in the province of Quebec with "Phoenix Insurance Company", whose head office is situate in Hartford, Connecticut, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 12th of June, 1959;

Whereas "The Connecticut Fire Insurance Company" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of "The Connecticut Fire Insurance Company" has been cancelled as from the 1st of July, 1959.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 13th of July, 1959.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

51086-30-2-o Superintendent of Insurance.

Summary Report

Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations for the year ended December 31st, 1958. The names of the companies not having sent such reports are also included.

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE — LIFE INSURANCE COMPANIES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — ASSETS, DECEMBER 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Obligations — Bonds	Actions — Stocks	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Promesses de vente — Agreement of sale of real estate	Immeubles — Real estate	Prêts sur nantissement de titres — Collateral loans	Prêts sur polices — Policy loans	Dépôts en fiducie — Deposits with trust companies	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Revenu de placements échu et couru — Investment income, due and accrued	Primes à recevoir — Outstanding premiums	Autres — Other	Total
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurance-Vie du St-Laurent	82,464	1,700	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9,387	1,308	272	23,812	118,943
Industrial Life Insurance Company	27,612,033	3,440,902	27,332,194	.....	2,046,822	.....	3,311,428	.....	346,822	554,790	484,943	.....	65,129,934
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	9,201,882	1,035,980	5,292,856	.....	100,000	17,500	1,003,976	8,100	332,675	172,512	270,382	12,197	17,448,060
La Médicale, Cie d'Assurance sur la Vie	55,525	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,000	9,528	850	7,197	29,662	103,762
La Prévoyance, Compagnie d'Assurances	3,227,890	.....	371,400	.....	.....	.....	255,329	.....	34,005	46,219	38,295	10,222	3,983,360
Les Prévoyants du Canada	2,369,920	468,707	4,624,391	.....	983,194	.....	429,423	.....	183,715	47,084	177,336	156,436	9,440,206
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	2,440,995	200,848	2,813,915	.....	119,720	.....	283,040	.....	194,135	38,738	110,128	.....	6,201,519
MUTUELLES — MUTUALS													
Aeterna-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	3,036,863	225,212	2,680,380	.....	.....	.....	373,397	.....	44,405	49,402	94,380	7,295	6,511,334
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	2,659,390	.....	1,706,617	.....	.....	.....	.....	.....	128,158	36,477	49,112	.....	4,579,754
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	6,015,493	6,750	4,566,897	16,453	.....	.....	.....	.....	324,506	87,393	67,407	9,786	11,094,685
L'Assurance-Vie Desjardins	3,835,085	135,843	1,488,883	.....	96,626	.....	46,075	.....	148,777	55,119	420,389	50,513	6,277,310
Caisse de Retraite du Clergé	478,140	45,010	86,763	.....	.....	22,076	.....	.....	14,373	.....	.....	51	646,413
Caisse Nationale d'Économie	9,599,887	513,796	10,406,700	1,427,924	2,132,361	.....	278,358	.....	893,603	209,980	69,278	129,157	25,661,044
Mutuelle des Employés Civils	1,225,625	234,188	608,160	.....	40,500	.....	147,334	.....	85,632	18,315	61,454	.....	2,421,208
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	4,560,578	138,400	1,046,900	.....	.....	.....	310,915	.....	164,490	62,015	56,345	.....	6,339,643
Les Prévoyants du Canada (Fonds de pension)	3,241,448	628,830	7,024,025	.....	8,185	.....	.....	.....	295,127	65,521	5,538	85	11,268,759
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	2,092,153	784,458	1,138,498	.....	135,000	.....	220,387	.....	96,330	46,417	62,578	31,038	4,606,859
L'Union du Commerce	575,263	.....	417,022	.....	60,000	.....	63,249	.....	50,298	16,452	13,366	.....	1,195,650
L'Union-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	822,779	19,783	835,303	6,512	80,500	.....	154,349	.....	18,553	25,542	28,733	37,415	2,029,469
TOTAL	83,133,413	7,880,407	72,440,904	1,450,889	5,802,908	39,576	6,877,260	9,100	3,374,519	1,534,134	2,017,133	497,669	185,057,912

Passif au 31 décembre 1958 — Liabilities, December 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserves mathématiques — Actuarial reserves	Réserve pour réclamations en cours — Outstanding claims	Rentes de règlement — Settlement annuities	Montants laissés en dépôt — Amounts on deposit	Dividendes, dus et accrus, et autres profits aux assurés — Dividends, due but unpaid, and other profits to policyholders	Taxes, permis, honoraires et commissions dus, accrus et accumulés — Taxes, licences, fees and commissions due and accrued	Réserves ou fonds spéciaux — Special reserves or funds	Autres — Other	Total du passif — Total liabilities	Capital-actions versé — Capital stock paid	Surplus au fonds des actionnaires — Surplus to shareholders fund	Surplus aux fonds d'assurance et de rentes — Surplus in assurance and annuity funds	Montant brut d'assurance en vigueur — Gross amount of assurance in force
Fonds social — Joint stock	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurance-Vie du St-Laurent	3,584	.....	.....	.....	.....	766	.....	445	4,795	96,150	57,690	*39,692*	1,466,500
Industrial Life Insurance Company	51,865,388	747,385	.....	1,810,541	756,379	392,320	1,600,000	3,377,664	60,549,677	403,200	97,576	4,079,481	604,539,522
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	14,213,430	199,813	.....	433,984	312,477	73,300	750,000	267,193	16,250,197	278,505	919,358	.....	202,549,828
La Médicale, Cie d'Assurance sur la Vie	14,842	.....	.....	.....	.....	422	.....	10,985	26,249	83,513	*5,545*	*455*	1,424,275
La Prévoyance, Cie d'Assurances	3,603,047	75,865	.....	2,003	9,845	18,545	173,510	30,716	3,913,531	.....	69,829	.....	61,239,196
Les Prévoyants du Canada	7,557,110	121,930	.....	138,760	145,743	41,410	250,000	544,182	8,799,135	350,000	38,229	252,842	179,335,102
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	5,075,253	79,057	.....	43,658	496	59,140	10,000	120,510	5,388,114	500,000	70,000	243,405	109,292,410
Mutuelles — Mutuals													
Aeterna-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	4,958,129	63,935	.....	.....	119,342	6,893	150,000	28,746	5,327,045	.....	.....	1,184,289	98,351,067
Association de Biesnfaiance des Pompiers de Montréal	16,803,481	.....	.....	.....	.....	.....	.....	231,505	17,034,986	.....	.....	*12,455,232*	.....
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	18,858,815	27,085	1,670	.....	.....	.....	8,953	40,954	18,937,477	.....	.....	*7,842,792*	.....
L'Assurance-Vie Desjardins	3,371,093	579,853	.....	44,302	419,692	81,235	1,104,000	152,767	5,752,942	.....	.....	524,368	465,757,481
Caisse de Retraite du Clergé	580,871	.....	.....	45,557	.....	.....	.....	.....	626,428	.....	.....	19,985	.....
Caisse Nationale d'Économie	10,884,989	187,717	.....	16,502	5,742	32,394	13,707,818	208,645	25,043,807	.....	.....	617,237	91,126,280
La Mutuelle des Employés Civils	1,925,419	36,554	.....	12,210	48,495	8,155	276,143	2,784	2,309,760	.....	.....	111,448	44,241,118
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	5,416,927	46,195	.....	10,974	320,036	30,098	282,300	65,556	6,172,086	.....	.....	167,557	80,075,731
Les Prévoyants du Canada (Fonds de pension)	.....	1,398	.....	.....	.....	.....	11,267,361	.....	11,268,759	.....	.....	.....	.....
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	4,031,137	29,000	.....	6,874	43,640	34,049	181,142	29,772	4,355,614	.....	.....	251,245	41,802,814
Union du Commerce	996,582	1,000	.....	387	15,509	4,140	100,000	22,825	1,140,443	.....	.....	55,207	12,934,721
L'Union-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	1,862,957	625	.....	.....	20,667	9,045	8,080	24,470	1,925,844	.....	.....	103,625	29,037,580
Total	152,023,054	2,197,412	1,670	2,565,752	2,218,063	791,912	29,869,307	5,159,719	194,826,889	1,711,368	1,247,137	*12,727,482*	2,023,173,625

TABLE I — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (*suite et fin*) — LIFE INSURANCE COMPANIES (*continued and concluded*)

REVENUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1958 — INCOME FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	PRIMES — PREMIUMS								Rentes de règlements — Settlement annuities	Revenu net de placements — Net investment income	Autres — Other	Total
	Assurance sur la vie — Life assurance			Contrats de rentes — Annuity contracts		Accident maladie — Accident sickness		Total — Total				
	Ordinaire — Ordinary	Collective — Group	Populaire — Industrial	Ordinaires — Ordinary	Collectives — Group	Ordinaire — Ordinary	Collective — Group					
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurance-Vie du St-Laurent	21,975							21,975		3,940		25,915
Industrial Life Insurance Company	6,522,847	756,936	4,894,852	339,393	1,316,904	122,224	2,622,503	16,575,659		2,988,459	400,960	19,965,078
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	3,050,275	101,304			68,241			3,219,820	1,520	767,757	24,371	4,013,468
La Médicale, Cie d'Assurance sur la Vie	19,324			13,218				32,542		2,331	6	34,879
La Prévoyance, Compagnie d'Assurances	915,880		2,643	6,280	57,232			982,035		163,778	429	1,146,242
Les Prévoyants du Canada	1,996,235	86,916		233,045	138,347		4,064	2,458,607	56,936	405,837	181,999	3,103,379
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	1,492,077	155,927		16,910	50,016			1,714,930		292,605	35,500	2,043,035
MUTUELLES — MUTUALS												
Aeterna-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	1,542,190	3,101	379,313					1,924,604	19,520	296,927		2,241,051
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal				1,518,839				1,518,839		195,975	807	1,715,621
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal				2,057,056				2,057,056		457,580	3,750	2,518,386
L'Assurance-Vie Desjardins	994,017	2,575,875		13,638	359,481		208,065	4,151,076	60,091	215,680		4,426,847
Caisse de Retraite du Clergé				83,562				83,562		26,297	500	110,359
Caisse Nationale d'Économie	1,408,270	142,057		734,653	238,964			2,523,944		1,193,725	1,380	3,719,049
La Mutuelle des Employés Civils	516,065	144,328						660,393		100,662		761,055
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	1,153,195	218,038						1,371,233		253,555	708	1,625,496
Les Prévoyants du Canada (Fonds de pension)				364,002				364,002		596,399		960,401
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	857,168			397				857,565		204,849	3,243	1,065,657
Union du Commerce	295,990							295,990		53,935	2,172	352,097
L'Union-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	455,729							455,729		95,110	9,231	560,070
TOTAL	21,241,237	4,184,482	5,276,808	5,380,993	2,229,185	122,224	2,834,632	41,269,561	138,067	8,315,401	665,056	50,388,085

Dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1958 — Disbursements for the year ended December 31, 1958

Compagnies — Companies	Réclamations encourues — Claims incurred: Vie et rentes — Life and annuities	Réclamations encourues — Claims incurred: Accident maladie — Accident sickness	Rentes de règlements — Settlement annuities	Augmentation de la réserve mathématique — Increase in actuarial reserve	Augmentation de la réserve accident maladie — Increase in reserve for accident and sickness	Taxes, permis et honoraires — Taxes, licenses and fees	Commissions sur primes — Commission on premiums	Frais généraux — General expenses	Dividendes aux assurés — Dividends to policyholders	Augm. de la réserve pour dividendes et profits aux assurés — Increase in reserve for dividends and profits to policyholders	Autres — Other	Total
Fonds social — Joint stock	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurance-Vie du St-Laurent	100			2,876		677	8,472	45,070				57,195
Industrial Life Insurance Company	3,631,361	2,248,533		5,838,479	89,974	393,318	2,099,673	3,247,514	427,989	212,000	528,769	18,717,610
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	709,990		4,440	1,764,951		61,386	381,736	554,759	258,605	20,000	44,708	3,800,575
La Médicale, Cie d'Assurance sur la Vie				14,842		1,309	11,607	11,270				39,028
La Prévoyance, Compagnie d'Assurance	269,665		296	495,174		19,852	115,954	213,030		256	554	1,114,781
Les Prévoyants du Canada	527,455	3,020	7,759	1,240,647	511	47,325	265,295	837,809	77,728	20,272	99,242	3,127,063
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	385,668			832,130		36,182	280,868	351,810	31,486		44,237	1,962,381
Mutuelles — Mutuals												
Aeterna-Vie, Mutuelle d'Assurance	614,195		600	557,997		6,696	437,730	455,073	29,206	8,556		2,110,053
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	934,582					512		22,069				957,163
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	759,024					584		52,815			70	812,493
L'Assurance-Vie Desjardins	1,543,032	29,235	6,753	810,420	111,928	70,645	225,503	605,175	388,480	29,000	33,198	3,853,369
Caisse de Retraite du Clergé	73,787			37,339		260		3,522			1,253	116,161
Caisse Nationale d'Économie	1,889,165		5,610	1,110,570		30,963	215,035	576,665	90,335		2,600	3,920,943
La Mutuelle des Employés Civils	145,986			429,333		9,060	20,980	77,506	48,010			730,875
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.	319,665			712,033		7,116	146,367	241,274	78,392	18,334	7,474	1,530,655
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)	942,012					370		235			2,156	944,773
La Survivance, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	240,600			335,529		15,435	189,360	216,213	25,374	2,787	185	1,025,483
Union du Commerce	36,402			142,539		4,889	44,687	67,183	11,202	3,000	2,162	312,064
L'Union-Vie, Cie Mutuelle d'Assurance	123,013			110,295		2,532	93,013	221,028	16,888	465	10,086	577,320
Total	13,145,702	2,280,788	25,458	14,435,154	202,413	709,111	4,536,280	7,800,020	1,483,695	314,670	776,694	45,709,985

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — ASSETS, DECEMBER 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) — Real estate (less encumbrances)	Prêts hypothécaires — Mortgage loans on real estate	Obligations (valeur inscrite) — Bonds and debentures (book value)	Actions — Stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Intérêts, dividendes et loyers échus et courus — Interest, dividends and rents due and accrued	Solde des agents et primes nettes à percevoir — Agents' balances and net premiums uncollected	Cotisations impayées sur billets de dépôt — Assessments due on premiums notes	Réassurance sur pertes déjà payées — Reinsurance on losses already paid	Autre — Other	Total de l'actif — Total assets	Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company			746,628	108,100	28,337	8,673	37,560			529	929,827		929,827
Bouclier-Canadien (Le) Cie d'Assurances Générales					105,000						105,000		105,000
Champlain (La), Cie d'Assurances Générales			24,877		41,136	324	5,395			7,020	78,752		78,752
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	168,050	187,010	504,284	19,235	220,327	8,120	266,124		34,100	19,974	1,427,224	28,454	1,398,770
Compagnie d'Assurance du Club Automibile de Québec		36,000	1,542,537	66,395	71,068	17,110	108,748			15,365	1,857,223	61,903	1,795,320
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal		44,000	170,470		48,988	2,178	115,652		47,805	10,625	439,718	22,072	417,646
Équitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales		29,950	1,851,320	82,000	1,115,706	20,602	681,830		286,790	20,584	4,088,782	257,990	3,830,792
Médicale (La), Compagnie d'Assurances Générales			74,980		67,420	1,064	33,176			34,825	211,465		211,465
Mont-Royal (La), Compagnie d'Assurances Générales		15,000	113,096		9,059	1,576	137,562			19,489	295,782	3,753	292,029
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	281,583	1,961	5,284,800	1,367,212	295,456	66,354	1,153,698		120,008	136,358	8,707,430	36,224	8,671,206
Société Nationale d'Assurances (La)			260,302	40,022	21,638	3,339	75,935		35,108	53	436,397	1,020	435,377
Société Provinciale d'Assurances Générales (La)			70,814		103,428	775	349,743		21,937	1,888	548,585	1,888	546,697
Sterling Insurance Company of Canada		20,000	114,172	16,500	35,125	2,067	40,685		37,672	75,000	341,221	1,378	339,843
Union Canadienne, Compagnie d'Assurances (L')		42,500	275,797	33,565	115,095	2,439	399,554		116,260	101,835	1,087,045	14,500	1,072,545
United Provinces Insurance Company		17,030	967,508	184,973	267,904	10,020	569,814		231,677	111,550	2,360,476	128,810	2,231,666
Zénith, Compagnie d'Assurances Générales (La)			753,393	157,765	30,142	9,326	478,014		6,010	87,453	1,522,103	24,503	1,497,600
MUTUELLES — MUTUALS													
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')			1,253,200		170,924	12,665		322	5,732	720	1,443,563		1,443,563
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')		197,000	3,595,116		489,748	23,840			21,637		4,327,341		4,327,341
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')			29,000		21,913	1,525		1,238		47,035	100,711		100,711
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)			1,641,692	38,809	266,644	14,667	481,352		257,850	13,968	2,714,982	32,917	2,682,065
Société Mutuelle d'Assurances Générales de L'U. C. C. (La)		378,600	1,826,564	143,077	206,414	22,810	574,759		32,543	26,329	3,211,096	17,950	3,193,146
Taxi Owners Reciprocal Insurance Associaton			13,032		3,853	96	247,082			1,643	265,706	10,342	255,364
TOTAL	449,633	969,051	21,113,582	2,257,653	3,735,325	229,570	5,756,683	1,560	1,255,129	732,243	36,500,429	643,704	35,856,725

Passif au 31 décembre 1958 — Liabilities, December 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve pour sinistres impayés — Reserve for unpaid losses	Réserve de primes non acquises — Reserve for unearned premiums	Réserve et solde de compte non garantis des réassureurs non licenciés — Reserve and unpaid losses under unlicensed reinsurance unsecured	Taxes et autres dépenses échues et courues — Taxes and other expenses due and accrued	Primes de réassurance dues — Reinsurance premiums due	Ristournes et soldes dus aux agents — Return premiums and balances due to agents	Réserve pour dépréciation et réserve contingente — Depreciation and contingency reserves	Autre — Other	Total du passif (à l'exclusion du capital-actions versé) — Total liabilities (excluding capital-stock paid in cash)	Surplus pour la protection des assurés — Surplus for the protection of policyholders	Capital-actions versé — Capital stock paid in cash
Fonds social — Joint stock	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company	456,185	66,042		21,710	17,118			42,330	603,385	326,442	310,885
Bouclier Canadien (Le), Cie d'Assurances Générales							2,653		2,653	102,347	105,000
Champlain (La), Cie d'Assurances Générales	6,495	21,525		1,433				615	30,068	48,684	50,000
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	366,851	686,838		27,428	84,516		32,038	73,599	1,271,270	127,500	60,000
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	594,926	425,007		39,164	1,396	2,645		4,316	1,067,454	727,866	156,150
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal	119,793	124,960	1,268	19,141	57,165				322,327	95,319	75,000
Équitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales	812,553	1,325,208	96,122	117,048	539,399				2,890,330	940,462	187,500
Médicale (La), Compagnie d'Assurances Générales	13,190	56,300		11,524	47,348				128,362	83,103	85,050
Mont-Royal (La), Compagnie d'Assurances Générales	20,987	151,417		5,662	7,752			398	186,216	105,813	116,988
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	2,199,016	3,411,280		208,060	317,959	10,818	402,246	13,478	6,562,857	2,108,349	500,000
Société Nationale d'Assurance (La)	25,782	171,210		8,399	49,068	441	16,496	116	271,512	163,865	150,000
Société Provinciale d'Assurances Générales (La)	59,142	11,143		6,528	89,360		211,718	25,000	402,891	143,806	85,000
Sterling Insurance Company of Canada	17,353	90,327		5,364	20,348	1,218		13,910	148,520	191,323	100,000
Union Canadienne, Compagnie d'Assurances (L')	96,366	260,180	113	12,283	279,203			367	648,512	424,033	500,000
United Provinces Insurance Company	489,754	625,545	3,300	51,318	228,320	9,713	6,000	55,935	1,469,885	761,781	500,000
Zénith, Compagnie d'Assurances Générales (La)	554,128	476,935		28,620	16,810			340,420	1,416,913	80,687	50,010
Mutuelles — Mutuals											
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')		120,659						527	121,186	1,322,377	
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	26,200	641,680					550,000		1,217,880	3,109,461	
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	31			10				2,030	2,071	98,640	
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	235,190	1,180,113	298,783	49,388	733,580	11,411	33,000	597	2,542,062	140,003	
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	1,357,038	1,544,586		78,252	73,975		50,000	17,466	3,121,317	71,829	
Taxi Owners Reciprocal Insurance Association	146,310	213,118			22,740				382,168	*126,804*	
Total	7,597,290	11,604,073	399,586	691,332	2,586,057	36,246	1,304,151	591,104	24,809,839	11,046,886	3,031,583

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES (*suite et fin*) — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES (*continued and concluded*)

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'ANNÉE 1958 — PROFIT AND LOSS ACCOUNT FOR THE YEAR 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Primes brutes souscrites — Gross premiums written	Primes de réassurance — Reinsurance premiums	Primes nettes souscrites — Net premiums written	Primes nettes acquises — Net premiums earned	Sinistres nets encourus — Net losses incurred	Frais nets d'ajustement — Net ajustement expenses	Commissions et autres frais — Commissions and other expenses	Montant net des sinistres, ajustements, commissions et autres frais — Net losses, commissions, adjustements and other expenses	Profits nets sur les opérations ou pertes (*) — Net underwriting profit or loss (*)
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company	668,542	17,117	651,425	635,854	577,525		101,674	679,199	* 43,345
†Bouclier Canadien (Le), Cie d'Assurances Générales									
Champlain (La) Cie d'Assurances Générales	34,199		34,199	12,675	7,140	22	7,230	14,392	* 1,717
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	3,271,320	1,946,895	1,324,425	1,241,275	730,923	78,838	479,256	1,289,017	* 47,742
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	1,173,108	57,292	1,115,816	1,016,955	524,943	93,335	324,642	942,920	74,035
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal	723,650	354,744	368,906	295,384	168,853	32,742	64,916	266,511	28,873
Équitable (L'), Compagnie d'Assurance Générales	4,090,037	407,347	3,682,690	2,984,504	1,726,657	266,895	1,293,711	3,287,263	* 302,759
Médicale (La), Compagnie d'Assurances Générales	292,014	144,930	147,084	90,784	40,040	7,121	46,566	93,727	* 2,943
Mont-Royal (La), Compagnie d'Assurances Générales	248,813	11,052	237,761	86,344	25,617	2,222	70,577	98,416	* 12,072
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	7,831,594	1,061,836	6,769,758	6,159,468	3,060,864	110,232	2,877,260	6,048,356	111,112
Société Nationale d'Assurances (La)	533,917	328,537	205,380	168,512	81,454	9,907	66,010	157,371	11,141
Société Provinciale d'Assurances Générales (La)	342,776	175,213	167,563	213,552	151,439	7,885	55,120	214,444	* 892
Sterling Insurance Company of Canada	255,027	135,985	119,042	103,680	55,084	4,658	47,644	107,386	* 3,706
Union Canadienne, Compagnie d'Assurances (L')	1,911,155	1,375,977	535,178	343,717	163,781	20,703	148,722	333,206	10,511
United Provinces Insurance Company	3,287,640	1,804,393	1,483,247	1,479,293	771,040	146,198	481,321	1,398,559	80,734
Zénith, Compagnie d'Assurances Générales (La)	952,928	35,014	917,914	1,079,955	550,711	115,547	428,057	1,094,315	* 14,360
MUTUELLES — MUTUALS									
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	260,042	209,754	50,288	50,288	48,642	737	22,640	72,019	* 21,731
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	701,635	447,015	254,620	254,620	38,900	3,446	40,951	83,297	171,323
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	59,479	42,263	17,216	17,216	6,230	812	4,294	11,336	5,880
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	3,785,294	2,253,637	1,531,657	1,252,232	749,771	66,215	509,139	1,325,125	* 72,893
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	4,314,155	528,286	3,785,869	3,380,580	2,150,171	163,327	1,255,695	3,569,193	* 188,613
Taxi Owners Reciprocal Insurance Association	674,277	71,368	602,909	491,888	323,894	94,646	172,790	591,330	* 99,442
TOTAL	35,411,602	11,408,655	24,002,947	21,358,776	11,953,679	1,225,488	8,498,215	21,677,382	* 318,606

† Commence ses opérations le 1er janvier 1959.— Starting business January 1st, 1959.

Compte de Profits et Pertes pour l'année 1958 — Profit and Loss account for the year 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Intérêts, dividendes et loyers acquis — Interest, dividends and rents earned	Mauvaises créances recouvrées — Bad debts recovered previously written off	Profits sur réalisation d'actif au grand livre — Profits on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Total	Pertes sur réalisation d'actif au grand livre — Loss on sale or maturity of ledger assets	Mauvaises créances radiées — Bad debts written off	Diminution d'actif au grand livre par ajustement — Decrease of ledger assets by adjustment	Autres — Other	Total	Excédant des autres revenus sur les autres dépenses — Excess of other revenue over other expenditure	Profits nets, toutes sources, ou pertes (*) pour l'année — Total net profit or loss (*) for the year
Fonds social — Joint stock	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Belair Insurance Company	41,275			8,557	49,832	350				350	49,482	6,137
Bouclier Canadien (Le), Cie d'Assurances Générales									2,653	2,653	*2,653*	* 2,653
Champlain (La), Cie d'Assurances Générales	404				404				1	1	403	* 1,314
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	38,130		1,806		39,936	847	322		2,884	4,053	35,883	* 11,859
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	64,748		6,619		71,367	915	17,215		34,001	52,131	19,236	93,271
Compagnie d'Assurance du Club des Automibilites de Montréal	7,015			1,284	8,299		4,762		3,092	7,854	445	29,318
Équitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales	71,457		767		72,224		979			979	71,245	* 231,514
Médicale (La), Compagnie d'Assurances Générales	3,082		51		3,133				28	28	3,105	162
Mont-Royal (La), Compagnie d'Assurances Générales	2,733				2,733		3,753		245	3,998	*1,265*	* 13,337
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances	256,581		45,932	36	302,549		404		27,512	27,916	274,633	385,745
Société Nationale d'Assurances (La)	10,014		230	15	10,259		645		610	1,255	9,004	20,145
Société Provinciale d'Assurances Générales (La)	2,670			7,072	9,742				6,499	6,499	3,243	2,351
Sterling Insurance Company of Canada	10,685				10,685	17				17	10,668	6,962
Union Canadienne, Compagnie d'Assurances (L')	15,536			47	15,583	10			22,495	22,505	*6,922*	3,589
United Provinces Insurance Company	46,890		5,061	3,485	55,436		1,773		12,189	13,962	41,474	122,208
Zénith, Compagnie d'Assurances Générales (La)	29,199			2,440	31,639		10,657			10,657	20,982	6,622
Mutuelles — Mutuals												
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	48,981		3,519		52,500						52,500	30,769
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	143,227				143,227	3,635				3,635	139,592	310,915
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	3,160			56	3,216						3,216	9,096
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	58,321		186		58,507		2,530			2,530	55,977	* 16,916
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	85,847			2,502	88,349						88,349	* 100,264
Taxi Owners Reciprocal Insurance Association	485			10,890	11,375						11,375	* 88,067
Total	940,440		64,171	36,384	1,040,995	5,774	43,040		112,209	161,023	879,972	561,366

TABLE III — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE COMTÉS — COUNTIES MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANIES

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — ASSETS, DECEMBER 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles — Real estate	Obligations et actions — Bonds, debentures and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Cotisations non perçus — Unpaid assessments	Autre — Other	Total	Billets de dépôt non cotisés — Unassessed deposit notes
	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic			5,517	520		6,037	66,861
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford			12,340	3,025	2,308	17,673	493,500
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue		11,000	29,376	635	83	41,094	971,458
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi		49,600	15,580	1,000	15,311	81,491	1,081,260
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska	17,252	19,781	6,383	6,522		49,938	861,697
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé			1,005	140		1,145	252,047
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet	15,038	30,000	34,182	818	454	80,492	1,397,805
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay			10,660	965		11,625	32,642
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois		22,447	5,213	2,205	421	30,286	97,193
Trois-Rivières et St-Maurice Compagnie d'Assurance contre le feu		9,971	42,927	127,735	83	180,716	266,565
TOTAL	32,290	142,799	163,183	143,565	18,660	500,497	5,521,028

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Sinistres impayés — Unpaid losses	Emprunts — Borrowed money	Cotisations non gagnées — Unearned assessments	Autre — Other	Total	Surplus ou (or) *déficit*	Assurance en vigueur — Insurance in force
	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic						6,037	1,622,460
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford	4,730			21	4,751	12,922	10,833,000
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue						41,094	6,864,751
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	9,187			233	9,420	72,071	20,674,482
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthbaska						49,938	21,703,467
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé		18,000			18,000	*16,855*	5,759,685
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet						80,492	28,622,600
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay						11,625	421,500
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois			16,132		16,132	14,154	4,636,005
Trois-Rivières et St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	15,665	30,000	56,061	63,003	164,729	15,987	7,762,867
TOTAL	29,582	48,000	72,193	63,257	213,032	287,465	108,900,817

Revenus et dépenses — Revenue and Expenditure

COMPAGNIES — COMPANIES	Solde au 31 déc. 1957 — Balance Dec. 31, 1957	Opérations 1958						Profits	Pertes — Losses	Solde au 31 déc. 1958 — Balance Dec. 31, 1958
		Revenus — Revenue			Dépenses — Expenditure					
		Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres — Claims	Autres — Other	Total			
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic	4,455	7,869	367	8,236	5,218	1,436	6,654	1,582	.....	6,037
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du District de Bedford	13,306	43,997	862	44,859	32,050	13,193	45,243	.....	384	12,922
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue	30,782	30,028	1,878	31,906	16,933	4,660	21,593	10,313	.....	41,095
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	82,063	67,715	7,021	74,736	63,617	21,111	84,728	.....	9,992	72,071
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska	47,292	81,403	1,809	83,212	62,363	18,203	80,566	2,646	.....	49,938
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé	*15,973*	20,484	124	20,608	18,385	3,105	21,490	.....	882	*16,855*
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet	94,813	131,860	7,824	139,684	106,028	47,977	154,005	.....	14,321	80,492
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay	9,670	2,756	382	3,138	130	1,053	1,183	1,955	.....	11,625
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois	16,213	15,096	1,145	16,241	12,995	5,305	18,300	.....	2,059	14,154
Trois-Rivières et St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	7,908	57,470	23,607	81,077	41,005	31,993	72,998	8,079	.....	15,987
Total	290,529	458,678	45,019	503,697	358,724	148,036	506,760	24,575	27,638	287,466

TABLE IV — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
1	Auckland	1,438	350		1,788			
2	Bonaventure	13,777			13,777			
3	Clifton, Partie Est	1,078			1,078			
4	Contrecœur	1,121	204		1,325			
5	*Hereford							
6	Lambton	4,162	821		4,983			
7	Louis Jolliet	913	52		965			
8	Newport	624			624			
9	*N.-D.-Auxiliatrice-de-Buckland							
10	N.-D.-de-Bon-Secours (Rouville)	1,499	227		1,726			
11	N.-D.-de-Stanbridge	2,919	28		2,947		10	10
12	N.-D.-du-Mont-Carmel (St-Jean)	5,324			5,324			
13	Rivière-Ouelle	5,044	41		5,085		2	2
14	St-Alexandre (Iberville)	3,061	197		3,258			
15	St-Anselme	3,514	121		3,635			
16	St-Antoine-sur-Richelieu	11			11		15	15
17	St-Athanase-de-Debleury	74	1,180		1,254		1,100	1,100
18	St-Augustin-de-Desmaures	41	1,149		1,190		500	500
19	St-Barnabé	4	3		7			
20	St-Bernard, Partie Sud	38			38			
21	Ste-Brigide	33	772		805		458	458
22	Ste-Catherine-de-Hatley	8,745	259		9,004		403	403
23	Ste-Claire-de-Joliette	7,471	4		7,475			
24	St-Denis-de-la-Bouteillerie	4,620	28		4,648			
25	St-Edouard-de-Frampton	10,932	48		10,980			
26	St-Edouard-de-Gentilly	2,228	609		2,837			
27	*Ste-Edwidge-de-Clifton							
28	St-Eustache	413	820		1,233			
29	St-Fortunat-de-Wolfestown	11,654			11,654			
30	St-Gérard (Wolfe)	10,826			10,826			
31	Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin	20,847	250		21,097			
32	St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir	336	22		358			
33	Ste-Hénédine	3,022			3,022			
34	St-Hyacinthe-le-Confesseur							
35	St-Jacques-le-Mineur	3			3			
36	St-Jean-Baptiste-de-Rouville						104	104
37	St-Jérôme, Rivière-du-Nord	4			4	80		80
38	St-Joseph-de-Maskinongé						57	57
39	St-Joseph-de-Soulanges	3,609	980		4,589		1,800	1,800
40	St-Jude-de-St-Ours	258	278		536			
41	St-Justin	174			174			
42	Ste-Justine-de-Newton	1,219	80		1,299	900		900
43	St-Lazare	3,666	68		3,734			
44	Ste-Marguerite-de-Joliette	8,427	18		8,445			
45	Ste-Marie-de-la-Beauce	13,355	42		13,397			
46	Ste-Marthe	511			511			
47	St-Mathias	585			585			
48	St-Odilon-de-Cranbourne	2,117			2,117			
49	St-Philémon	7,040	93		7,133			
50	St-Pierre-du-Lac	11,179	449		11,628		580	580
51	St-Polycarpe	1,440			1,440			
52	St-Prosper	227	85		312			
53	Ste-Rose-de-Watford	7,471	44		7,515			
54	Ste-Sabine (Missisquoi)	70	37		107			
55	St-Sébastien (Frontenac)	1,030			1,030		17	17
56	St-Sébastien (Iberville)	476			476			
57	St-Siméon (Bonaventure)	4,276	301		4,577			
58	St-Télesphore	326	57		383			
59	Ste-Théodosie-Calixa Lavallée	55			55			
60	St-Thomas-d'Aquin	1,423	671		2,094		73	73
61	Ste-Ursule	24			24		230	230
62	St-Valérien-de-Milton	157	696		853			
63	St-Vallier	1,786	4		1,790			
64	Ste-Victoire	21	39		60			
65	Varennes	664	201		865		100	100
66	Vaudreuil	1,130			1,130			
67	*Verchères							
68	Wotton	8,229	116		8,345			
	TOTAL	206,721	11,444		218,165	980	5,449	6,429

* Etats annuels non transmis.— Annual statements not filed.

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Nombre de membres — Number of members	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total			
$	$	$	$	$	$	$	$	$	
1,788	534	19	553		45	45	64	353,686	1
13,777	1,783	361	2,144	2,257	599	2,856	312	593,905	2
1,078	324	17	341	225	56	281	105	531,545	3
1,325	655	31	686	240	186	426	133	907,605	4
									5
4,983	2,726	74	2,800	250	818	1,068	162	745,350	6
965	767	62	829	1,217	215	1,432	122	376,605	7
624		423	423		80	80	155	703,990	8
									9
1,726	285	20	305	120		120	59	296,400	10
2,937	96	3	99	255	69	324	79	897,000	11
5,324	820	187	1,007		190	190	54	370,000	12
5,083	217	11	228	560	74	634	264	621,154	13
3,258	1,505	55	1,560		351	351	150	1,842,898	14
3,635	2,568	42	2,610	1,586	503	2,089	179	886,850	15
4		15	15	50	10	60	149	829,585	16
154	2,615	2,738	5,353	3,083	2,460	5,543	112	952,745	17
690	3,895	1,510	5,405	4,109	1,545	5,654	213	679,150	18
7	6		6	60	39	99	167	744,475	19
38							97	271,650	20
347	1,975	308	2,283	2,213	90	2,303	112	707,675	21
8,601	2,070	260	2,330	135	497	632	143	497,820	22
7,475	366	1,156	1,522	230	60	290	92	301,070	23
4,648	154	200	354	70	2	72	67	174,290	24
10,980	2,675	236	2,911	18	264	282	243	739,401	25
2,837	1,918	59	1,977	2,600	554	3,154	226	1,033,980	26
									27
1,233	7,434	104	7,538	8,255	878	9,133	292	3,015,461	28
11,654	1,747	268	2,015	228	137	365	105	388,300	29
10,826	781	355	1,136	179	86	265	52	259,350	30
21,097	1,948	520	2,468	70	353	423	252	698,675	31
358					10	10	123	636,500	32
3,022	80	46	126	41	50	91	222	743,325	33
							63	205,263	34
3					25	25	155	791,780	35
104		50	50	50	22	72	132	742,040	36
76		80	80	80		80	72	190,470	37
57		15	15	15		15	201	636,585	38
2,789	5,837	1,800	7,637	4,545	236	4,781	164	2,094,900	39
536	17		17		10	10	134	514,045	40
174					72	72	313	588,450	41
399	5,184	39	5,223	3,610	522	4,132	166	1,036,050	42
3,734	316	69	385	40	27	67	104	303,165	43
8,445	907	200	1,107		44	44	149	607,275	44
13,397	2,811	687	3,498	304	671	975	259	1,151,158	45
511				150		150	169	671,700	46
585		9	9		15	15	65	155,575	47
2,117	1,212	30	1,242	18	101	119	159	484,900	48
7,133	508	130	638	600	33	633	179	286,375	49
11,048	1,367	274	1,641	78	185	263	133	464,772	50
1,440	705	15	720	213	57	270	172	1,928,835	51
312	114	3	117		5	5	187	335,865	52
7,515	820	229	1,049	2,557	166	2,723	120	263,620	53
107	151		151	122	23	145	28	175,079	54
1,013		98	98	38	85	123	93	195,307	55
476	96	36	132		1,030	1,030	100	1,082,545	56
4,577							151	195,640	57
383	176	5	181	155	109	264	140	1,306,658	58
55	31	2	33		94	94	66	268,675	59
2,021	94	2	96				180	794,830	60
206		101	101		115	115	142	616,270	61
853	7,524	7,223	14,747	9,089	8,602	17,691	159	1,569,300	62
1,790	649	30	679	70	213	283	147	905,700	63
60	58		58	30	19	49	140	287,640	64
765	2,515		2,515	2,200	154	2,354	167	1,345,700	65
1,130		39	39	534		534	109	239,249	66
									67
8,345	4,134	117	4,251	576	802	1,378	170	1,011,525	68
211,736	75,170	20,363	95,533	53,125	23,658	76,783	9,393	45,247,381	

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayé — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
1	Belœil	516	269		785		40	40
2	Berthier (en bas)	297	45		342			
3	Boucherville	2,257	310		2,567		2,164	2,164
4	Cap-St-Ignace	5,831	220		6,051			
5	Charlesbourg	2,065	1,034	215	2,884	127	57	184
6	Château-Richer	15,291	323	76	15,538	217	64	281
7	Chicoutimi	14,305	5,337	161	19,481		620	620
8	Compton	216	87		303		5	5
9	Granby	19,026	59		19,085		150	150
10	Kingsey	11,025	230	230	11,025			
11	Lacadie	404	623		1,027	500		500
12	L'Annonciation	11,076			11,076	2,000		2,000
13	La Présentation	193	134		327	1,350	357	1,707
14	L'Assomption	1,187	213		1,400			
15	La Visitation-de-l'Ile-Dupas	4,113			4,113			
16	L'Épiphanie	1,057	160		1,217			
17	Low	3,875	132		4,007			
18	N.-D.-de-Bon-Secours (L'Islet)	4,914			4,914			
19	N.-D.-de-l'Ancienne-Lorette	180	2		182		600	600
20	N.-D.-d'Hébertville	2,880	119		2,999			
21	N.-D.-du-Mont-Carmel (Champlain)	517	35		552			
22	N.-D.-du-Très-St-Sacrement-de-Ferme-Neuve	11,083	216	216	11,083		1,167	1,167
23	Roxton	2,453	396		2,849			
24	Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce)	6,580			6,580		4	4
25	Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay)	1,903			1,903			
26	St-Agapit-de-Beaurivage	904	73		977		2	2
27	St-Aimé							
28	St-Alban	2,438			2,438	40	79	119
29	St-Alexandre (Kamouraska)	270	4		274			
30	St-Alexis-de-Matapédia	15,499	227	114	15,612		83	83
31	St-Alexis-de-Montcalm	3,654			3,654			
32	St-Ambroise-de-Kildare	2,618			2,618			
33	St-André-Avellin	43,238	751		43,989			
34	Saints-Anges	4,627	8		4,635			
35	Ste-Anne-de-Danville	3,228	439	427	3,240		378	378
36	Ste-Anne-de-la-Pérade	292	60		352			
37	Ste-Anne-de-la-Pocatière	12,099	722		12,821			
38	Ste-Anne-de-la-Rochelle	27,020	1,323	700	27,643			
39	Ste-Anne-des-Plaines	11,059	214	62	11,211			
40	Ste-Anne-de-Yamachiche	8,502	326		8,828			
41	St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre	25,653	4,771		30,424			
42	St-Augustin	2,532			2,532			
43	Ste-Barbe	401	18		419			
44	St-Barthélemi	364	124		488		1,550	1,550
45	St-Basile	3,961			3,961			
46	St-Benoit-Labre	3,685	5		3,690			
47	St-Bernard (Dorchester)	16,113	216		16,329			
48	St-Bernard-de-Beauchastel	21,968	39		22,007			
49	St-Blaise	80	887		967			
50	Ste-Brigitte-des-Saults	1,710	489		2,199			
51	*St-Bruno (Chambly)							
52	St-Bruno (Lac-St-Jean-Est)	2,980	81		3,061			
53	St-Camille (Compton)	1,056	1,921	243	2,734		3,201	3,201
54	St-Camille-de-Wolfe	6,443	378		6,821			
55	Ste-Cécile-de-Masham	7,716			7,716			
56	Ste-Cécile-du-Bic	12,129	643		12,772		1	1
57	St-Césaire	26,810	872	31	27,651			
58	St-Charles (St-Hyacinthe)	185	3		188			
59	St-Clément-de-Beauharnois	2,031	1,792		3,823	1,935		1,935
60	St-Clet	822			822			
61	St-Cœur-de-Marie	4,486	326	125	4,687		2	2
62	St-Côme-de-Kennebec	20,233			20,233			
63	St-Constant	102			102			
64	Ste-Croix (Lac-St-Jean-Est)	11,123	149		11,272		10	10
65	Ste-Croix (Lotbinière)	21,104	452		21,556			
66	St-Cuthbert	459	287		746			
67	St-Cyprien-de-Léry	998	149		1,147			
68	St-Cyrille-de-Normandin	18,716	391	272	18,835			
69	St-Damase	629			629			
70	St-David (Yamaska)	1,423			1,423	1,300		1,300
71	St-David-d'Escourt	1,968	834	540	2,262	200	1,800	2,000
72	St-Denis	355	120		475			
73	St-Dominique (Bagot)	554	4		558			
74	St-Dominique-de-Jonquière	32,011	2,585		34,596		23	23
75	St-Edmond-de-Coaticook	5,427	6		5,433			
76	St-Edouard-de-Napierville	310	108		418		25	25
77	Ste-Élisabeth	2,016	224		2,240		124	124

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts: Cotisations — Assessments	Recettes — Receipts: Autres — Other	Recettes — Receipts: Total	Déboursés — Disbursements: Sinistres payés — Losses paid	Déboursés — Disbursements: Autres — Other	Déboursés — Disbursements: Total	Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices — Number of policies	Assurance en vigueur — Insurance in force	
$	$	$	$	$	$	$	$		$	
745	1,327	4	1,331	1,000	48	1,048	52,715	136	878,595	1
342	2,352	751	3,103	2,080	731	2,811	155,766	609	3,115,330	2
403	1,387	95	1,482	125	409	534	36,020	82	740,693	3
6,051	2,269	112	2,381	2,000	296	2,296	50,507	389	1,096,375	4
2,700	10,917	726	11,643	5,327	4,852	10,179	176,302	725	2,443,101	5
15,257	3,633	2,033	5,666	5,093	1,597	6,690	55,809	338	1,320,375	6
18,861	19,629	222	19,851	18,970	2,937	21,907	232,342	900	5,228,845	7
298	2,359	51	2,410	2,930	640	3,570	23,274	164	612,750	8
18,935	17,195	381	17,576	9,518	6,371	15,889	333,915	625	3,931,800	9
11,025	2,945	293	3,238	473	829	1,302	25,836	152	547,980	10
527	4,117	2	4,119	4,040	71	4,111	41,263	141	860,525	11
9,076	7,204	781	7,985	12,500	1,416	13,916	55,481	624	1,624,180	12
1,380	28	.....	28	.....	.....	.....	68,512	209	856,400	13
1,400	2,264	.....	2,264	.....	1,116	1,116	13,115	260	449,400	14
4,113	464	66	530	280	97	377	9,183	88	302,490	15
1,217	519	13	532	.....	.....	.....	9,832	98	187,000	16
4,007	2,477	112	2,589	.....	364	364	21,652	169	483,500	17
4,914	1,991	59	2,050	117	149	266	45,796	260	995,450	18
418	2,836	605	3,441	3,533	423	3,956	25,280	240	561,550	19
2,999	3,834	105	3,939	8,015	776	8,791	40,483	262	992,050	20
552	410	6	416	285	204	489	18,441	115	409,810	21
9,916	2,319	280	2,599	150	682	832	26,301	210	703,830	22
2,849	2,822	241	3,063	2,295	444	2,739	43,821	134	876,432	23
6,576	2,693	133	2,826	3,493	588	4,081	33,533	192	721,150	24
1,903	554	30	584	.....	188	188	4,390	124	110,950	25
975	2,327	31	2,358	50	1,649	1,699	16,904	121	403,000	26
.....	3,004	.....	3,004	2,965	39	3,004	48,432	230	874,000	27
2,319	287	67	354	.....	.....	.....	4,900	46	69,000	28
274	49	169	218	2,000	208	2,208	65,862	528	1,479,900	29
15,529	1,800	352	2,152	85	1,132	1,217	30,082	188	390,925	30
3,654	2,436	34	2,470	.....	154	154	44,558	186	824,800	31
2,618	5,334	.....	5,334	1,415	1,622	3,037	86,187	456	1,831,665	32
43,989	8,027	1,192	9,219	3,785	1,713	5,498	120,148	705	2,002,470	33
4,635	250	150	400	.....	106	106	4,017	53	95,450	34
2,862	6,390	117	6,507	1,630	1,649	3,279	69,505	321	1,522,685	35
352	1,660	871	2,531	3,016	245	3,261	42,250	169	845,000	36
12,821	1,378	254	1,632	221	92	313	20,429	210	479,800	37
27,643	23,224	12,043	35,267	9,903	14,548	24,451	375,024	1,206	7,139,435	38
11,211	5,190	309	5,499	595	1,129	1,724	94,910	276	1,463,785	39
8,828	24,308	560	24,868	17,153	5,685	22,838	273,929	1,522	6,366,802	40
30,424	18,307	336	18,643	14,735	3,445	18,180	286,725	1,318	5,970,474	41
2,532	5,454	4,618	10,072	3,022	5,014	8,036	98,969	280	1,580,465	42
419	27	15	42	60	4	64	22,654	100	417,875	43
1,062	2,743	700	3,443	3,260	337	3,597	59,201	281	1,286,120	44
3,961	5,107	64	5,171	188	1,427	1,615	40,057	267	999,600	45
3,690	1,685	87	1,772	41	509	550	28,979	230	680,750	46
16,329	2,786	893	3,679	.....	678	678	53,518	324	1,139,775	47
22,007	5,567	877	6,444	1,726	1,349	3,075	63,983	475	1,533,775	48
967	5,186	557	5,743	4,300	2,099	6,399	35,252	159	587,545	49
2,199	446	28	474	.....	217	217	10,673	69	323,972	50
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	51
3,061	2,351	39	2,390	220	803	1,023	35,270	139	387,450	52
467	14,858	8,516	23,374	15,455	8,796	24,251	130,625	1,051	3,091,250	53
6,821	4,512	192	4,704	3,153	604	3,757	80,044	452	1,161,525	54
7,716	.....	2,155	2,155	4,344	563	4,907	47,260	306	945,200	55
12,771	19,686	4,989	24,675	25,847	7,510	33,357	439,268	3,340	9,280,691	56
27,651	5,404	695	6,099	353	766	1,119	543,373	1,443	9,324,888	57
188	1,930	211	2,141	2,275	233	2,508	39,362	137	492,030	58
1,888	1,589	15	1,604	20	134	154	26,887	150	566,625	59
822	1	.....	1	.....	69	69	39,047	154	804,290	60
4,685	3,730	2	3,732	2,737	1,010	3,747	31,862	163	773,700	61
20,233	5,672	687	6,359	3,611	1,218	4,829	52,288	397	1,159,200	62
102	600	.....	600	.....	506	506	32,028	157	533,800	63
11,262	2,322	366	2,688	2,097	1,220	3,317	104,312	318	1,093,000	64
21,556	17,883	1,042	18,925	8,950	9,983	18,933	245,438	1,246	6,071,540	65
746	1,000	107	1,107	536	755	1,291	66,846	434	1,498,100	66
1,147	3,604	34	3,638	1,825	815	2,640	54,186	248	1,275,600	67
18,835	9,007	469	9,476	3,949	857	4,806	132,129	790	3,000,750	68
629	.....	9	9	.....	64	64	57,178	237	1,046,445	69
123	.....	40	40	15	67	82	35,653	233	891,325	70
262	4,398	4,039	8,437	3,053	4,018	7,071	38,793	511	1,099,320	71
475	33	7	40	80	45	125	53,243	218	905,485	72
558	873	25	898	1,075	105	1,180	38,810	174	666,530	73
34,573	4,826	1,164	5,990	5,430	1,569	6,999	67,321	365	1,388,515	74
5,433	10,269	150	10,419	2,107	3,743	5,850	221,130	363	2,326,502	75
393	19	.....	19	.....	176	176	35,148	168	630,090	76
2,116	9,336	43	9,379	7,123	911	8,034	62,160	365	1,277,730	77

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (*suite*)

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
78	St-Elzéar	9,612			9,612			
79	St-Éphrem-de-Tring	20,919			20,919			
80	St-Ephrem-d'Upton	629	222		851		3,045	3,045
81	St-Esprit	353			353			
82	St-Étienne (Beauharnois)	73			73			
83*	St-Étienne-de-la-Malbaie							
84	St-Eugène-de-Grantham	883			883			
85	St-Eugène-de-L'Islet	2,638			2,638			
86	Ste-Famille-du-Cap-Santé	1,377			1,377			
87	St-Félicien	12,159	749	650	12,258		249	249
88	St-Félix-de-Valois		40		40		1	1
89	St-François (Beauce)	1,068	340	240	1,168			
90	St-François-de-Sales	3,542	36		3,578			
91	St-François-du-Lac	430	278		708		2,000	2,000
92	St-Frédéric-de-Beauce	4,758	139		4,897			
93	St-Gabriel-de-Brandon	6,189	38		6,227		150	150
94	Ste-Geneviève (Jacques-Cartier)	190	2,231	293	2,128		479	479
95	Ste-Geneviève-de-Berthier							
96	St-Georges-de-Beauce	1,243	54		1,297			
97	St-Georges-de-Clarenceville	1,250	36		1,286		6	6
98	St-Georges-de-Henryville	790	85		875			
99	St-Georges-de-Windsor	487	392		879			
100	St-Germain	227	378		605	450	6,053	6,503
101	St-Gervais	645	675	84	1,236		3,744	3,744
102	St-Guillaume-d'Upton	4,177			4,177			
103	Ste-Hélène (Bagot)	5			5		39	39
104	St-Henri-de-Lévis	2,120	255		2,375	4,570		4,570
105	St-Henri-de-Mascouche	35	41		76			
106	St-Hermas	33,297	4,849	206	37,940			
107	St-Herménégilde	10,381			10,381			
108	St-Hilaire	107	12		119			
109	St-Hilarion	17,751	110		17,861			
110	St-Honoré-de-Shenley	15,582	187		15,769	75	4	79
111	St-Hubert	598			598	5,850		5,850
112	St-Hugues	75			75		1,000	1,000
113	St-Hyacinthe	187			187			
114	St-Ignace-du-Côteau-du-Lac	11,139	43		11,182			
115	St-Isidore (Dorchester)	604	200		804			
116	St-Isidore (Laprairie)	318			318			
117	St-Isidore-d'Auckland	2,132	271		2,403			
118	St-Jacques-de-l'Achigan	446	903		1,349			
119	St-Jacques-de-Leeds	2,949	810		3,759			
120	St-Jacques-de-Parisville	869			869			
121	St-Jacques-le-Majeur	11,598	1,487		13,085	1,000	1,653	2,653
122	St-Janvier	1,595			1,595			
123	St-Jean (St-Jean)							
124	St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	22,457	89		22,546			
125	St-Jean-Baptiste-de-Nicolet	8,420	912	100	9,232			
126	St-Jean-Chrysostôme	1,651	4,307		5,958	25	1,535	1,560
127	St-Jean-de-Wickham	16,752			16,752			
128	St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso	2,220	64		2,284			
129	Ste-Jeanne-de-Neuville	5,317			5,317			
130	St-Jean-Port-Joli	8,523			8,523			
131	St-Jérôme (Lac-St-Jean-Est)	1,622	1,913		3,535			
132	St-Jérôme-de-Matane	660	7,382	1,405	6,637	700	8,201	8,901
133	St-Jérusalem-d'Argenteuil	1,111			1,111		25	25
134	St-Joseph-de-Beauce	3,453			3,453	1,000		1,000
135	St-Joseph-de-Godmanchester	1,418	4,566		5,984		13,000	13,000
136	St-Joseph-de-Lanoraie	171	11		182			
137	Ste-Julie (Verchères)	11,521			11,521			
138	St-Julien-de-Wolfestown	5,115			5,115			
139	Ste-Julienne	479	50		529		522	522
140	Ste-Justine (Dorchester)	18,227	5		18,232			
141	St-Lambert	3,755			3,755			
142	St-Léon-de-Standon	14,747	17		14,764			
143	St-Liboire	991	50		1,041			
144	St-Lin-des-Laurentides	10,896			10,896	6,060	128	6,188
145	St-Louis (Lévis)	14,216	722	411	14,527		27	27
146	St-Louis-de-Chambord	4,437			4,437		1	1
147	St-Louis-de-Gonzague	428			428			
148	St-Louis-de-l'Ile-aux-Coudres	10,281			10,281			
149	St-Louis-de-Lotbinière	44,710	10		44,720		9	9
150	St-Luc (Champlain)	805	167		972			
151	St-Luc (St-Jean)	29			29			
152	Ste-Luce-de-Disraéli	6,527			6,527			
153	Ste-Lucie-d'Albanel	13,209			13,209		96	96
154	Ste-Madeleine-de-Rigaud	8,694	230		8,924			

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (*continued*)

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices — Number of polices	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total				
$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	
9,612	1,387	253	1,640	400	157	557	18,965	138	462,520	78
20,919	4,355	992	5,347	3,491	562	4,053	65,366	285	1,452,550	79
2,794	4,574	3,000	7,574	6,725	271	6,996	43,227	168	800,400	80
353	14	11	25	.....	4	4	33,417	161	683,385	81
73	.....	2	2	.....	.....	.....	48,198	210	801,490	82
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	83
883	3,418	15	3,433	3,210	107	3,317	21,714	99	366,500	84
2,638	591	50	641	804	223	1,027	8,385	144	197,000	85
1,377	1,072	6	1,078	30	181	211	18,337	110	214,500	86
12,009	10,818	292	11,110	6,570	2,276	8,846	98,055	749	2,743,025	87
39	30	54	84	369	134	503	40,813	355	1,118,700	88
1,168	132	88	220	2,090	815	2,905	31,868	586	1,852,200	89
3,578	2,393	87	2,480	60	332	392	27,733	167	613,550	90
1,292	3,397	1,300	4,697	1,858	2,908	4,766	32,062	166	806,327	91
4,897	98	251	349	200	219	419	25,636	220	607,907	92
6,077	2,390	97	2,487	.....	298	298	21,178	159	588,300	93
1,649	1,882	6,028	7,910	2,200	6,353	8,553	53,256	194	1,109,500	94
.....	.....	6	6	.....	6	6	55,187	188	1,103,750	95
1,297	1,919	71	1,990	35	905	940	28,072	407	657,630	96
1,280	408	232	640	500	245	745	14,235	91	244,500	97
875	5,735	282	6,017	5,673	747	6,420	43,624	268	1,069,675	98
879	5,536	.....	5,536	3,706	1,348	5,054	81,593	187	1,165,575	99
5,898	1,237	6,602	7,839	9,055	748	9,803	173,746	1,184	3,650,350	100
2,508	11,465	3,515	14,980	11,829	3,099	14,928	289,135	1,242	6,052,753	101
4,177	5,720	158	5,878	4,971	305	5,276	34 ,040	313	879,800	102
84	1,079	89	1,168	2,438	163	2,601	18,142	94	355,200	103
2,195	4,778	28	4,806	7,252	944	8,196	39,273	611	1,958,045	104
76	15	.....	15	.....	26	26	29,906	249	632,535	105
37,940	17,142	1,776	18,918	6,998	6,583	13,581	493,697	802	6,211,203	106
10,381	1,575	300	1,875	3,055	303	3,358	21,952	88	538,515	107
119	.....	3	3	.....	66	66	21,022	107	350,365	108
17,861	2,518	620	3,138	1,571	501	2,072	41,477	286	956,950	109
15,690	3,715	617	4,332	2,128	522	2,650	139,427	293	1,484,122	110
5,252	3,348	5	3,353	2,800	206	3,006	63,608	147	836,950	111
925	782	1,007	1,789	900	1,930	2,830	44,054	244	926,950	112
187	.....	.....	.....	.....	49	49	26,383	85	522,218	113
11,182	2,106	284	2,390	.....	213	213	11,372	261	857,250	114
804	3,405	173	3,578	3,862	193	4,055	81,403	604	1,739,675	115
318	.....	14	14	145	30	175	43,843	165	730,730	116
2,403	1,636	68	1,704	.....	274	274	18,811	118	367,600	117
1,349	4,313	3	4,316	5,894	253	6,147	47,906	240	1,144,800	118
3,759	965	175	1,140	2,000	354	2,354	20,607	133	433,850	119
869	722	30	752	1,100	62	1,162	13,833	95	361,175	120
10,432	9,149	1,708	10,857	9,853	2,446	12,299	144,738	1,018	2,482,342	121
1,595	1,582	11	1,593	.....	368	368	45,416	140	533,000	122
.....	.....	110	110	.....	110	110	31,202	121	520,045	123
22,546	16,667	2,677	19,344	15,178	4,034	19,212	401,828	2,921	8,984,750	124
9,232	3,647	227	3,874	5,424	1,965	7,389	29,315	262	750,310	125
4,398	1,991	86	2,077	216	652	868	74,874	278	819,473	126
16,752	5,492	597	6,089	440	1,156	1,596	96,627	429	1,608,665	127
2,284	3,492	38	3,530	1,641	543	2,184	30,176	254	839,920	128
5,317	.....	271	271	263	115	378	28,240	197	564,800	129
8,523	5,943	106	6,049	.....	634	634	90,230	691	2,026,200	130
3,535	1,461	303	1,764	2,688	467	3,155	24,783	119	344,160	131
2,264	20,376	9,122	29,498	20,471	10,502	30,973	181,813	1,304	4,370,900	132
1,086	1,878	457	2,335	1,636	463	2,099	39,521	253	857,100	133
2,453	472	746	1,218	2,600	997	3,597	82,827	527	1,763,300	134
7,016	7,282	1,741	9,023	6,299	1,522	7,821	49,377	399	1,456,545	135
182	215	6	221	180	55	235	9,979	74	202,825	136
11,521	1,717	299	2,016	40	116	156	18,887	99	430,802	137
5,115	3,338	87	3,425	1,350	324	1,674	31,845	279	834,625	138
7	4,767	514	5,281	4,945	88	5,033	98,950	430	1,985,700	139
18,232	1,970	431	2,401	87	580	667	29,975	187	637,784	140
3,755	6	407	413	306	244	550	23,813	404	556,850	141
14,764	1,290	407	1,697	719	220	939	21,773	187	486,800	142
1,041	1,407	4	1,411	1,017	120	1,137	47,717	278	819,495	143
4,708	2,586	105	2,691	2,535	931	3,466	58,320	357	1,504,675	144
14,500	4,266	421	4,687	2,778	629	3,407	72,936	462	1,657,100	145
4,436	1,564	288	1,852	5,910	394	6,304	19,868	80	336,950	146
428	.....	10	10	.....	.....	.....	50,388	261	932,725	147
10,281	676	409	1,085	7	199	206	11,132	126	293,575	148
44,711	9,733	1,131	10,864	179	1,085	1,264	152,159	553	3,698,824	149
972	1,112	501	1,613	433	590	1,023	17,689	177	406,945	150
29	133	11	144	.....	65	65	8,821	47	147,023	151
6,527	918	171	1,089	150	121	271	10,368	64	226,400	152
13,113	3,784	350	4,134	3,875	468	4,343	60,416	184	735,516	153
8,924	8,242	905	9,147	7,975	1,532	9,507	62,614	559	2,071,971	154

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (*fin*)

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
		$	$	$	$	$	$	$
155	St-Magloire	8,543	21		8,564			
156	St-Malachie (Dorchester)	28,648	17		28,665			
157	St-Malachie-d'Ormstown	143	362		505		3,625	3,625
158	St-Marc (Verchères)	78			78			
159	St-Marc-des-Carrières	14,860	423		15,283		67	67
160	Ste-Marie-de-Monnoir	847	38		885			
161	Ste-Marie-de-Sayabec	13,191	1,067	400	13,858		173	173
162	Ste-Marie-Madeleine	109	101		210		30	30
163	Ste-Marie-Salomé	7,928	265		8,193			
164	St-Martin (Beauce)	11,516	36		11,552			
165	Ste-Martine	3,422	16		3,438			
166	St-Maurice	2,919	2,316		5,235	3,500		3,500
167	St-Méthode-d'Adstock	11,163	160		11,323			
168	St-Michel (Bellechasse)	318	149		467			
169	St-Michel-Archange	130	97		227		253	253
170	St-Michel-d'Yamaska	8,586	1,010		9,596			
171	Ste-Monique	11,419			11,419			
172	St-Narcisse						125	125
173	St-Nazaire-d'Acton	124			124		32	32
174	St-Nérée	2,774	276		3,050			
175	St-Nicolas	10,321	218		10,539			
176	St-Octave-de-Métis	4,770	376		5,146			
177	St-Ours	306	580		886			
178	St-Pamphile	383			383			
179	St-Patrice-de-Beaurivage	11,081	383	80	11,384			
180	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	238			238			
181	St-Patrice-de-Sherrington	638	52		690			
182	St-Paul-de-Senneterre	3,687	1,406	704	4,389			
183	St-Philippe-de-Laprairie					45	754	799
184	Ste-Philomène	537	24		561			
185	St-Pie	2,453	2,511		4,964			
186	St-Pierre-Baptiste	71,422	2,744	2,114	72,052			
187	St-Pierre-de-Broughton	16,206			16,206			
188	St-Pierre-de-Durham	9,509			9,509			
189	St-Pierre-de-la-Patrie	8,159	172		8,331			
190	St-Pierre, Ile d'Orléans	7,052			7,052			
191	St-Pierre-les-Becquets	27,236	187	132	27,291			
192	St-Raphaël	123	69		192			
193	St-Raymond	1,871	365		2,236			
194	St-Rémi	388			388		105	105
195	St-Robert	8			8		150	150
196	St-Roch-de-l'Achigan	719	167		886		676	676
197	St-Roch-des-Aulnaies	3,773			3,773			
198	St-Roch-d'Orford	7,869	45	45	7,869			
199	Ste-Rosalie	2,292			2,292			
200	Ste-Rose (Laval)	1,989	2,153		4,142			
201	Ste-Rose-du-Dégelé	32,359	138	13	32,484		428	428
202	St-Samuel	23,019			23,019			
203	Ste-Scholastique	6,569	194		6,763		103	103
204	St-Séverin	1,672			1,672			
205	St-Simon	171	86		257		2,203	2,203
206	St-Stanislas (Champlain)	93	1,037	80	1,050		742	742
207	St-Stanislas-de-Kostka	262			262			
208	St-Sylvestre	2,932			2,932			
209	Ste-Thècle	6,022	260		6,282		54	54
210	St-Théodore-d'Acton	646	183		829			
211	*Ste-Thérèse-de-Blainville							
212	St-Thomas-de-Montmagny	241			241			
213	St-Thuribe	934			934			
214	St-Tite	835	381		1,216		5	5
215	St-Ubald	7,278	2		7,280			
216	St-Urbain-Premier	822			822	26		26
217	St-Valentin	517			517			
218	St-Victor-de-Tring	8,856	206		9,062		130	130
219	St-Zacharie	11,240	388		11,628			
220	St-Zéphirin-de-Courval	174	2,005		2,179		1,600	1,600
221	St-Zotique	2,464	58		2,522		5,076	5,076
222	Shawville	1,444	409	250	1,603		6,888	6,888
223	Spaulding & Ditchfield	45,505	317		45,822	1,500		1,500
224	Stoke	3,397			3,397			
225	Très-Saint-Cœur-de-Marie	13,109	19		13,128			
226	Weedon	2,583	6		2,589			
227	Windsor	2,292	141		2,433			
	TOTAL	1,440,698	90,957	10,619	1,521,036	32,470	77,692	110,162

* États annuels non transmis.— Annual Statements not filed.

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE *(concluded)*

Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt — Unassessed blance of premium notes	Nombre de polices — Number of policies	Assurance en vigueur — Insurance in force	
	Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres payés — Losses paid	Autres — Other	Total				
$	$	$	$	$	$				$	
8,564	1,500	165	1,665	1,785	94	1,879	15,055	122	438,380	155
28,665	2,692	1,303	3,995	1,862	1,190	3,052	50,441	325	1,156,800	156
3,120	5,015	8,231	13,246	7,863	5,586	13,449	96,369	400	1,606,150	157
78	.....	2	2	.....	18	18	21,881	111	464,100	158
15,216	4,359	438	4,797	144	1,708	1,852	36,585	338	1,031,200	159
885	9	29	38	20	23	43	62,202	226	1,036,704	160
13,685	5,240	1,144	6,384	990	1,925	2,915	53,433	592	1,291,600	161
180	.....	3	3	.....	.....	.....	40,975	186	682,925	162
8,193	2,652	176	2,828	320	730	1,050	50,630	197	722,525	163
11,552	1,216	268	1,484	732	557	1,289	27,115	133	304,875	164
3,438	5,989	2,020	8,009	3,000	2,320	5,320	55,465	283	1,024,430	165
1,735	6,204	200	6,404	3,615	135	3,750	28,419	256	1,362,850	166
11,323	1,339	517	1,856	4,150	285	4,435	24,783	203	584,350	167
467	3,055	13	3,068	2,807	658	3,465	31,924	228	1,012,950	168
26	117	28	145	.....	457	457	36,782	181	645,725	169
9,596	3,017	164	3,181	1,685	344	2,029	67,896	371	1,378,285	170
11,419	3,658	123	3,781	229	499	728	72,947	224	1,201,204	171
125	.....	127	127	25	102	127	17,432	203	395,720	172
92	.....	9	9	25	50	75	62,752	153	1,045,875	173
3,050	2,664	278	2,942	2,598	683	3,281	49,277	374	1,081,500	174
10,539	1,643	254	1,897	44	315	359	24,303	171	486,025	175
5,146	3,229	93	3,322	2,020	644	2,664	68,215	382	1,360,500	176
886	3,520	386	3,906	750	3,520	4,270	95,198	261	991,500	177
383	2,363	2	2,365	1,110	1,054	2,164	24,040	516	585,740	178
11,384	4,182	293	4,425	4,065	660	4,725	62,790	318	1,418,325	179
238	.....	157	157	40	203	243	126,336	585	2,618,640	180
690	5,048	942	5,990	4,500	1,388	5,888	61,526	350	1,057,150	181
4,389	3,856	153	4,009	2,878	1,824	4,702	13,831	167	453,400	182
799	.....	107	107	.....	139	139	73,059	255	1,461,190	183
561	15	15	30	.....	.....	.....	44,650	224	827,550	184
4,964	3,072	75	3,147	2,000	690	2,690	79,922	456	1,598,500	185
72,052	38,251	1,726	39,977	14,068	6,940	21,008	445,583	1,715	9,409,750	186
16,206	2,188	489	2,677	2,882	811	3,693	38,707	234	861,650	187
9,509	5,468	254	5,722	6,119	618	6,737	32,302	380	1,199,510	188
8,331	1,338	329	1,667	.....	80	80	27,232	152	503,575	189
7,052	632	194	826	132	131	263	8,504	92	210,800	190
27,291	14,031	260	14,291	10,941	3,132	14,073	160,050	1,105	3,729,850	191
192	1,757	25	1,782	1,355	320	1,675	28,298	219	622,700	192
2,236	5,113	236	5,349	6,240	1,051	7,291	59,156	593	1,381,100	193
283	.....	.....	.....	.....	97	97	53,926	234	898,775	194
142	913	150	1,063	1,190	169	1,359	31,491	154	615,060	195
210	2,617	8	2,625	1,670	686	2,356	60,305	261	969,500	196
3,773	1,753	78	1,831	35	166	201	38,846	283	875,850	197
7,869	7,708	247	7,955	6,922	1,710	8,632	76,426	564	2,099,665	198
2,292	4,594	255	4,849	2,200	588	2,788	78,055	138	812,950	199
4,142	7,718	3,512	11,230	6,870	4,607	11,477	133,916	390	2,538,950	200
32,056	5,498	1,148	6,646	1,275	1,031	2,306	39,945	505	1,093,727	201
23,019	8,904	884	9,788	3,475	959	4,434	105,268	641	2,601,960	202
6,660	5,110	503	5,613	1,076	1,053	2,129	120,294	647	2,448,575	203
1,672	.....	383	383	919	267	1,186	9,780	95	196,000	204
1,946	206	1,008	1,214	1,044	96	1,140	74,503	291	765,835	205
308	2,400	782	3,182	527	2,972	3,499	51,906	449	1,153,100	206
262	.....	8	8	89	.....	89	44,544	161	742,400	207
2,932	2,505	32	2,537	1,778	243	2,021	32,754	168	679,125	208
6,228	1,105	179	1,284	.....	121	121	17,764	136	389,300	209
829	5,597	3	5,600	3,950	1,335	5,285	74,869	261	1,247,830	210
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	211
241	.....	20	20	.....	163	163	85,332	585	1,706,649	212
934	375	20	395	452	190	642	63,650	303	1,363,500	213
1,211	8,127	83	8,210	7,320	956	8,276	53,997	321	1,294,875	214
7,280	1,530	162	1,692	84	531	615	12,689	109	286,100	215
796	865	14	879	450	160	610	44,337	203	738,950	216
517	.....	.....	.....	.....	.....	.....	19,867	98	331,120	217
8,932	2,957	146	3,103	2,030	32	2,062	42,511	271	1,035,000	218
11,628	2,767	433	3,200	2,737	637	3,374	50,667	374	932,408	219
579	278	1,600	1,878	1,660	232	1,892	47,403	100	513,045	220
2,554	2,676	628	3,304	887	2,658	3,545	40,993	136	872,210	221
5,285	8,330	8,942	17,272	8,955	7,396	16,351	240,112	2,503	5,237,830	222
44,322	8,399	1,777	10,176	640	1,065	1,705	81,158	484	2,085,530	223
3,397	916	79	995	795	335	1,130	15,592	108	117,122	224
13,128	1,162	252	1,414	.....	199	199	13,208	158	377,400	225
2,589	994	36	1,030	83	382	465	19,113	82	279,125	226
2,433	10,087	2,635	12,722	9,549	3,146	12,695	121,948	581	3,094,995	227
1,410,874	849,719	156,897	1,006,616	609,399	260,534	869,933	15,322,787	81,734	307,229,389	

TABLEAU VI — COMPAGNIES D'ASSURANCE FUNÉRAIRE — FUNERAL INSURANCE COMPANIES

Actif au 31 décembre 1958 — Assets, December 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) — Real estate (less encumbrances)	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Obligations et actions — Bonds and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Primes et comptes à recevoir — Premiums and accounts receivable	Inventaire des marchandises et des approvisionnements — Inventories of goods and supplies	Matériel roulant, décorations et accessoires — Rolling stock, accessories and équipment	Autre — Other	Total de l'actif — Total assets	Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
	$	$	$	$	$		$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, (Les)	213,989	62,253	20,500	*5,070*	88,228	8,383	136,960	20,349	545,592	6,844	538,748
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, (La)	54,938	2,765	58,451	34,259	16,510	11,712	78,752	506	257,893	16,621	241,272
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée (La)	398,795	.....	56,382	170,142	238,393	11,495	388,113	34,172	1,297,492	52,700	1,244,792
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	212,264	3,962	28,004	739	51,603	22,992	122,363	.....	441,927	.....	441,927
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Ltée, (La)	.....	4,000	29,150	14,052	9,609	4,515	66,883	13,829	142,038	1,952	140,086
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	157,417	.....	6,600	5,523	18,736	7,053	42,173	.....	237,502	100	237,402
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, (La)	523,277	.....	96,910	1,287	41,762	12,880	264,385	6,610	947,111	.....	947,111
TOTAL	1,560,680	72,980	295,997	220,932	464,841	79,030	1,099,629	75,466	3,869,555	78,217	3,791,338

Passif au 31 décembre 1958 — Liabilities, December 31, 1958

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve mathématique sur polices en vigueur — Actuarial reserve under policies in force	Réserve pour valeurs de rachat — Reserve for cash surrender values	Comptes à payer — Accounts payable	Emprunts et découverts aux banques — Borrowed money and bank overdrafts	Taxes et impôts — Taxes and fees	Frais funéraires payés d'avance — Funeral expenses paid in advance	Reserve pour dépréciation — Reserve for depreciation	Autre — Other	Total	Capital-actions versé — Capital stock paid in cash	Surplus ou *déficit* — Surplus or *deficit*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée (Les)	127,593	.....	52,350	67,377	300	8,885	128,007	32,757	417,269	55,600	65,879
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée (La)	99,705	18,960	6,595	.....	517	.....	74,655	3,494	203,926	50,000	*12,654*
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée (La)	496,656	25,775	62,209	.....	29,260	.....	267,698	38,502	920,100	27,000	297,692
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	80,013	4,846	12,003	34,928	1,681	234,428	72,645	.....	440,544	20,000	*18,617*
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Ltée (La)	28,840	6,474	989	.....	277	522	47,444	.....	84,546	86,000	*30,460*
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	24,269	.....	19,046	39,000	271	2,439	86,878	.....	171,903	27,400	38,099
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée (La)	624,647	25,912	41,910	55,500	12,957	26,269	207,440	.....	994,635	95,000	*142,524*
TOTAL	1,481,723	81,967	195,102	196,805	45,263	272,543	884,767	74,753	3,232,923	361,000	197,415

ÉTATS DES OPÉRATIONS, ASSURANCE — STATEMENT OF OPERATIONS, INSURANCE

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenu — Income				Dépenses — Expenditure							
	Primes — Premiums	Intérêts, dividendes et loyers — Interest, dividends and rents	Autre — Other	Diminution des réserves mathématiques et des valeurs de rachat — Decrease of acturial and of cash surrender value reserves	Réclamations en vertu des contrats souscrits — Claims under insurance contracts	Taxes sur primes et honoraires de permis — Taxes on premiums and licenses	Frais de perception — Cost of collection	Frais d'administration — Management expenses	Autre — Other	Augmentation des réserves mathématiques et des valeurs de rachat — Increase of acturial and cash surrender value reserves	Profits nets sur les opérations ou *pertes* — Net operating profit or *loss*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée (Les)	11,585	760	.....	1,587	7,129	300	1,560	5,980	50	.....	*1,087*
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée (La)	14,312	2,293	.....	.....	12,330	770	3,372	350	180	1,357	*1,754*
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée (La)	14,455	1,980	.....	.....	19,071	553	6,317	5,778	.....	82,511	*97,795*
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	15,058	2,677	.....	1,513	7,950	723	3,167	5,611	.....	697	*4,254*
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Ltée (La)	1,455	1,347	245	1,489	1,533	29	356	.....	.....	.....	2,618
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	468	.....	.....	.....	710	250	.....	695	.....	.....	*1,187*
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée (La)	25,861	19,811	.....	6,358	39,195	1,070	5,260	18,735	.....	.....	*12,230*
TOTAL	83,194	23,514	245	10,947	87,918	3,695	20,032	37,149	230	84,565	*115,689*

FRAIS FUNÉRAIRES — FUNERAL

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenu — Income		Dépenses — Expenditure								
	Ventes et frais funéraires — Sales and funeral	Autres — Other	Matériel roulant — Rolling stock	Louage de voitures — Renting of automobiles	Salons mortuaires — Funeral parlors	Décorations, accessoires et outillage — Decorations, accessories and equipment	Service général — General expenses	Frais d'administration — Management expenses	Charges fixes — Fixed charges	Autres — Other	Profit net sur les opérations ou *pertes* — Net operating profit or *loss*
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée (Les)	194,317	11,496	18,539	7,462	9,672	.....	47,198	62,418	34,545	24,791	1,188
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée (La)	71,782	320	11,157	7,755	13,292	.....	10,964	26,675	248	523	1,488
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée (La)	618,538	6,160	32,670	49,637	60,147	35,519	75,070	77,893	78,660	23,120	191,982
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	86,736	.....	29,649	2,515	.....	.....	25,720	13,181	8,724	2,769	4,178
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Ltée (La)	48,520	.....	3,146	.....	.....	.....	19,508	27,108	5,218	1,324	*7,784*
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	68,849	7,010	7,467	3,422	2,012	1,322	29,096	9,063	14,765	7,408	1,304
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée (La)	247,470	6,357	18,508	23,138	12,364	582	61,658	92,122	38,975	8,285	*1,805*
TOTAL	1,336,212	31,343	121,136	93,929	97,487	37,423	269,214	308,460	181,135	68,220	190,551

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS

ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — ASSETS, DECEMBER 31, 1958

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	ACTIF AU GRAND LIVRE — LEDGER ASSETS							ACTIF NON INSCRIT — NON LEDGER ASSETS			Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
	Immeubles — Real estate	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Prêts ou liens sur certificats — Loans or liens on certificates	Obligations et actions — Bonds and stocks	Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks	Autre — Other	Total	Intérêts, dividendes et loyers échus et courus — Interest, dividend and rents due and accrued	Primes et cotisations échues ou différées — Premiums and assessments due or deferred	Autre — Other		
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.				1,000	988		1,988					1,988
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital				45,495	10,015		55,510					55,510
Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec				251,294	6,491		257,785					257,785
Assoc. de Protection Mutuelle de a Province de Québec				388,015	45,542		433,557	4,198	29,000	4,501	4,501	466,755
Assoc. de Sec. Mut. des Employés de J. J. Joubert, Ltée				4,500	11,970		16,470	68				16,538
Assoc. de Sec. Mut. des Employés de l'Arsenal Fédéral				78,598	16,099		94,697	667				95,364
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame				21,500	5,017		26,517	145				26,662
Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux, Québec				135,975	4,610		140,585	1,447				142,032
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.					618		618		977			1,595
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Assoc.	5,880			31,238	4,052	27	41,197		413	345	90	41,865
Borden's Employees Mut. Benefit Assoc.					2,820		2,820					2,820
Caisse de Bienfaisance de l'Ordre Loyal des Moose de Qué.		14,000		44,630	761		57,869	535	13,797	2,733	2,733	72,201
Canada Packers (Montreal Employees) Mut. Ben. Assoc.				14,975	24,835		39,810	285				40,095
Canadian Hebrew Sick Benefit Assoc.				2,962	16,867		19,829		413	3,739	3,739	20,242
C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society				34,132	4,860		38,992	469				39,461
Canadian Railways Benefit Society					2,247		2,247					2,247
Canpack Mutual Benefit Association				5,000	4,369		9,369					9,369
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Assoc.					7,966		7,966					7,966
Caserta Mutual Aid Society				12,500	5,170		17,670	177				17,847
Daughters of England Benefit Society				8,950	8,000		16,950					16,950
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.				11,800	908		12,708		130			12,838
Fonds de Secours des Forestiers de la P. de Q.	15,050			58,679	3,451		77,180	494	250			77,924
Hebrew Protective Association				24,853	6,573	248	31,674					31,674
Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal	24,857	38,423		146,185	30,485		239,950		1,317	427	427	241,267
Hungarian Sick Benefit Association				1,500	4,745		6,245					6,245
Independent Hebrew Sick Assoc. of Montreal	10,800	9,600		5,000	11,253		36,653		295			36,948
I.O.O.F., Grand Lodge of Quebec	101,269	30,700		243,919	19,354		395,242	1,865	4,445			401,552
I.O.O.F., Montreal District		86,021			2,233		88,254			53,585	102,582	39,257

King Edward Benefit Association	34,818			17,456	10,873		63,147		1,702			64,849
King George Sick Benefit Association				4,956	4,058		9,014		533	34,198	34,198	9,547
Lithuanian Sons and Daughters Mut. Benefit Association		7,500		4,500	7,269		19,269					19,269
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association				4,500	5,078		9,578		382	2,640	2,640	9,960
Mutuelle Bond (La)				70,605	2,528		73,133	650	2,095			75,878
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes					3,716		3,716					3,716
Mutuelle des Sociétaires (La)				4,005	4,273	1,000	9,278					9,278
North End Walkimir Hebrew Benefit Association				1,292	10,408		11,700		612	789	789	12,312
Northern Electric Employees' Benefit Association				38,120	7,392		45,512	579	21			46,112
Order Sons of Italy in Canada		21,052		18,785	16,490	10,491	66,818	1,109				67,927
Porters Mutual Benefit Association				49,415	2,758		52,173					52,173
Prossedana Mutual Benefit Association					9,818		9,818					9,818
Quebec Hospital Service Association	32,721			9,012,263	674,431	924,659	10,644,074	78,374	130,282	239,323	11,191	11,080,862
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.				8,685	1,125		9,810	96				9,906
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	10,705			43,747	7,802		62,254		172			62,426
St. Lawrence Sugar Refineries Employees' Ben. Assoc.				3,000	1,161		4,161					4,161
Secours Mutuel du Facteur (Le)				6,000	6,970		12,970	90				13,060
Services de Santé du Québec (Les)				163,065	88,158	20,520	271,743	1,822	53,940			327,505
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est					1,585		1,585					1,585
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull				16,485	6,465		22,950	215		300		23,465
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal				106,010	6,535	619	113,164	889	4,524			118,577
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri"				25,000	2,685		27,685					27,685
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda		21,000			8,650		29,650					29,650
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec				7,300	1,196		8,496					8,496
Société St-Jean-Baptiste de Masson	3,650			4,475	2,890		11,015					11,015
Société St-Jean-Baptiste de Richmond				5,000	7,204		12,204					12,204
Steinberg's Employees, Mutual Benefit Assoc.				49,260	14,300		63,560					63,560
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund				44,074	10,613		54,687	178				54,865
Transportation Employees' Mortuary Benefit Society					1,730		1,730					1,730
Troy Sick and Dividing Society				2,000	1,450		3,450	15				3,465
Ukrainian Sick Benefit Society					19,770		19,770					19,770
Union St-Joseph à St-Roch-de-Québec		3,900	5,455	246,975	1,488		257,818	2,106	310			260,234
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport		68,265		43,908	13,590		125,763	849				126,612
U.S.M.C. Mutual Relief Association				4,290			4,290					4,290
Victoria Hebrew Sick Benefit Association				1,800	3,427		5,227					5,227
Yishitzer Young Men's Benefit Association				8,000	8,385		16,385		1,289			17,674
TOTAL	239,750	300,461	5,455	11,587,671	1,237,048	957,564	14,327,949	97,322	246,899	342,580	162,890	14,851,860

TABLE VII — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (*suite*) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (*continued*)

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1958 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1958

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	PASSIF PAR CAISSE DE BÉNÉFICES — LIABILITIES BY BENEFIT FUND						Dépenses échues et courues — Expenses due and accrued	Réserve spéciale ou contingente — Special or contingency reserves	Autre — Other	Total
	Mortuaire — Mortuary	Maladie-accident — Sickness-accident	Juvénile — Juvenile	Funéraire — Funeral	Autres bénéfices — Other funds	Total				
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.										
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital		679				679				679
Assoc. de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec										
Assoc. de Protection Mutuelle de la Province de Québec	6,000					6,000		1,886		7,886
Assoc. de Sec. Mut. des Employés de J. J. Joubert, Ltée.										
Assoc. de Sec. Mut. des Employés de l'Arsenal Fédéral										
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame								225		225
Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux, Québec										
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.										
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Assoc.	2,000					2,000	34			2,034
Borden's Employees' Mut. Benefit Assoc.										
Caisse de Bienfaisance de l'Ordre Loyal des Moose de Québec		2,370			375	2,745				2,745
Canada Packers (Montreal Employees) Mut. Ben. Assoc.	400	462				862				862
Canadian Hebrew Sick Benefit Assoc.										
C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society										
Canadian Railways Benefit Society										
Campack Mutual Benefit Association										
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Assoc.										
Caserta Mutual Aid Society							50			50
Daughters of England Benefit Society										
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	890	50				940	105			1,045
Fonds de Secours des Forestiers de la P. de Q.		217				217				217
Hebrew Protective Association										
Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal	11,447					11,447	15			11,462
Hungarien Sick Benefit Association										
Independent Hebrew Sick Assoc. of Montreal	1,000					1,000	300			1,300
I.O.O.F., Grand Lodge of Quebec		285		114	171	570	570			1,140
I.O.O.F., Montreal District										

King Edward Benefit Association	2,900					2,900	175			3,075
King George Sick Benefit Association	1,950					1,950	730			2,680
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association										
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association										
Mutuelle Bond (La)		167				167				167
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes										
Mutuelle des Secrétaires (La)										
North End Walkimir Hebrew Benefit Association	500					500	49			549
Northern Electric Employees' Benefit Association		836				836				836
Order Sons of Italy in Canada							868		8,493	9,361
Porters Mutual Benefit Association										
Prossedena Mutual Benefit Association										
Quebec Hospital Service Association		4,400,291				4,400,291	84,385	5,600,000	559,659	10,644,335
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.										
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	1,900				1,767	3,667	310			3,977
St. Lawrence Sugar Refineries Employees' Ben. Assoc.										
Secours Mutuel du Facteur (Le)										
Services de Santé du Québec (Les)		169,322				169,322			37,990	207,312
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est										
Société de Bienfaifance des Pompiers de Hull										
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal	3,000					3,000		1,208		4,208
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri"										
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda										
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec										
Société St-Jean-Baptiste de Masson										
Société St-Jean-Baptiste de Richmond										
Steinberg's Employees' Mutual Benefit Assoc.		1,477				1,477	3,000			4,477
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund							100			100
Transportation Employees' Mortuary Benefit Society								988		988
Troy Sick and Dividing Society										
Ukrainian Sick Benefit Society										
Union St-Joseph à St-Roch-de-Québec	1,383	40			4	1,427	40	209,700		211,167
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport										
U.S.M.C. Mutual Relief Association										
Victoria Hebrew Sick Benefit Association										
Yishitzer Young Men's Benefit Association	100	45		102	205	452	75			527
TOTAL	33,470	4,576,241		216	2,522	4,612,449	90,806	5,814,007	606,142	11,123,404

TABLE VII — SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS (*fin*) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (*concluded*)

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	Recettes — Receipts							Déboursés — Disbursements				
	Primes, cotisations, amendes, etc. — Premiums, assessments, dues, etc.	Intérêts, dividendes et loyer — Interest, dividends and rents	Profits sur réalisation d'actif au grand livre — Profits on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Transport d'une autre caisse — Transfer from other fund	Total	Réclamations, bénéfices et autres déboursés aux membres — Claims, benefits and other disbursements to members	Frais d'administration — Administration expenses	Pertes sur réalisation d'actif au grand livre — Loss on sale or maturity of ledger assets	Autres — Other	Transport à une autre caisse — Transfer to other fund	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Alcan Shawinigan Works Employees' Mut. Ben. Assoc.	19,993	169				20,162	24,827	192	118			25,137
Alumnae Mut. Ben. Assoc., Montreal General Hospital	11,245	1,551			822	13,618	10,412	822			822	12,056
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers de Québec	14,414	5,453		9,160	1,500	30,527	7,050	2,131			1,500	10,681
Assoc. de Protection Mut. de la Province de Québec	159,638	14,413		384		174,435	81,500	37,358				118,858
Assoc. de Sec. Mut. des Emp. de J. J. Joubert, Ltée	9,087	397		133		9,617	4,838	392		3,081		8,311
Assoc. de Sec. Mut. des Emp. de l'Arsenal Fédéral	13,730	2,932				16,662	11,080	888				11,968
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame	1,687	1,037		1,230		3,954	344	1,480				1,824
Assoc. Protectrice des Policiers Municipaux, Québec	4,370	5,670		3,223		13,263	4,900	961				5,861
Barwick & Sons Ltd Employees' Mut. Ben. Assoc.	6,708				250	6,958	5,583	123			250	5,956
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Assoc.	7,406	1,096	3,575	672	1,850	14,599	6,415	4,135		3,312	1,850	15,712
Borden's Employees' Mut. Benefit Assoc.	1,140	52				1,192	850	255				1,105
Caisse de Bienfaisance de l'Ordre Loyal des Moose de Q.	65,267	2,048				67,315	50,980	15,524	1,107			67,611
Canada Packers (Montreal Employees) Mut. Ben. Assoc.	38,223	932				39,155	35,083	110				35,193
Canadian Hebrew Sick Benefit Assoc.	1,927	442		2,273		4,642	975	1,269		1,925		4,169
C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society	19,503	955		23		20,481	20,107	1,240				21,347
Canadian Railways Benefit Society	25,884					25,884	28,228	2,029				30,257
Campack Mutual Benefit Association	22,772	150				22,922	22,510	297				22,807
Casacaladese Ladies Mutual Benefit Assoc.	777	210		258		1,245	583	332				915
Caserta Mutual Aid Society	3,826	432		455		4,713	2,327	1,030				3,357
Daughters of England Benefit Society	1,674	422		1,025		3,121	800	2,883				3,683
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	2,568	464		180		3,212	1,302	898		69		2,269
Fonds de Secours des Forestiers de la P. de Q.	4,843	2,477	118			7,438	3,150	2,846				5,996
Hebrew Protective Association	10,640	522		2,050		13,212	3,518	7,202				10,720
Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal	9,142	5,422	69,449	420		84,433	15,875	4,958		1,633		22,466
Hungarian Sick Benefit Association	2,959	180		289		3,428	2,335	1,113				3,448
Independent Hebrew Sick Assoc. of Montreal	2,442	870	4,863			8,175	2,142	2,012		1,095		5,249
I.O.O.F., Grand Lodge of Quebec	12,119	12,620	295	11,996	8,860	45,890	7,098	30,518	115	30	8,860	46,621
I.O.O.F., Montreal District	3,457	1,380		455		5,292	3,018	1,138				4,156
King Edward Benefit Association	21,560	820		347		22,727	11,997	3,672		2,568		18,237
King George Sick Benefit Association	10,839	380		3,625		14,844	10,803	2,128	250	10,000		23,181

Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Assoc.	3,432	815	.....	166	.....	4,413	3,045	894	.....	.....	.....	3,939
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association	3,481	262	.....	1,298	.....	5,041	867	2,552	.....	485	.....	3,904
Mutuelle Bond (La)	34,240	3,657	699	.....	.....	38,596	35,985	1,259	.....	.....	.....	37,244
Mutuelle de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel-Archange et annexes	3,015	66	.....	105	.....	3,186	1,822	215	.....	.....	.....	2,037
Mutuelle des Secrétaires	906	337	.....	28	.....	1,271	200	170	.....	.....	.....	370
North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association	5,018	303	.....	2,453	.....	7,774	1,865	2,142	.....	2,668	.....	6,675
Northern Electric Employees' Benefit Association	14,507	1,558	42	.....	.....	16,107	10,833	1,628	.....	46	.....	12,507
Order Sons of Italy in Canada	11,478	1,973	.....	5,687	.....	19,138	5,814	6,476	.....	2,114	.....	14,404
Porters Mutual Benefit Association	3,754	2,023	40	.....	.....	5,817	3,052	1,198	.....	.....	.....	4,250
Prossedana Mutual Benefit Association	2,710	245	.....	.....	.....	2,955	1,237	648	.....	.....	.....	1,885
Quebec Hospital Service Association	21,192,022	258,890	.....	96,404	.....	21,547,316	17,616,082	1,515,342	.....	20,861	.....	19,152,285
Railway Employees Co-operative Protection Assoc.	2,267	322	35	654	.....	3,278	2,400	975	.....	.....	.....	3,375
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Assoc.	13,598	1,157	.....	444	.....	15,199	6,322	5,650	.....	.....	.....	11,972
St. Lawrence Sugar Refineries Employees' Ben. Assoc.	6,571	110	.....	.....	400	7,081	4,938	1,000	.....	.....	400	6,338
Secours Mutuel du Facteur (Le)	5,314	302	91	.....	.....	5,707	3,604	993	.....	.....	.....	4,597
Services de Santé du Québec (Les)	2,652,675	10,455	.....	.....	80,000	2,743,130	2,311,666	283,370	.....	18,806	80,000	2,693,842
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est	39,613	.....	.....	.....	.....	39,613	37,815	3,641	.....	.....	.....	41,456
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull	547	835	.....	10	.....	1,392	106	253	.....	.....	.....	359
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal	42,873	3,714	.....	.....	.....	46,587	31,000	6,740	.....	10,802	.....	48,542
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri"	3,768	2,015	.....	.....	.....	5,783	1,907	1,138	.....	.....	.....	3,045
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda	4,750	1,618	.....	.....	3,985	10,353	1,257	1,313	.....	313	3,985	6,868
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec	5,782	284	.....	504	300	6,870	4,975	961	.....	1,000	300	7,236
Société St-Jean-Baptiste de Masson	500	197	.....	1,697	.....	2,394	940	1,735	.....	75	.....	2,750
Société St-Jean-Baptiste de Richmond	765	400	.....	9	.....	1,174	576	325	.....	.....	.....	901
Steinberg's Employees' Mutual Benefit Assoc.	65,712	1,645	200	3,005	6,387	76,949	53,392	3,450	.....	.....	6,387	63,229
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund	15,867	1,715	.....	70	.....	17,652	11,905	587	615	.....	.....	13,107
Transportation Employees' Mortuary Benefit Society	24,830	.....	.....	101	.....	24,931	23,788	1,606	.....	.....	.....	25,394
Troy Sick and Dividing Society	8,407	146	.....	632	.....	9,185	2,386	51	.....	6,310	.....	8,747
Ukrainian Sick Benefit Society	5,101	531	.....	.....	.....	5,632	5,267	643	.....	105	.....	6,015
Union St-Joseph à St-Roch-de-Québec	4,557	9,952	.....	310	.....	14,819	18,669	1,832	444	179	.....	21,124
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport	3,840	6,277	.....	.....	1,400	11,517	8,567	1,660	248	.....	1,400	11,875
U.S.M.C. Mutual Relief Association	694	93	.....	.....	2,900	3,687	3,450	100	.....	34	2,900	6,484
Victoria Hebrew Sick Benefit Association	2,320	114	.....	3,003	.....	5,437	1,230	2,982	.....	.....	.....	4,212
Yishitzer Young Men's Benefit Association	4,453	367	23	2,586	.....	7,429	1,001	2,878	.....	5,337	.....	9,216
TOTAL	24,699,207	375,874	79,430	157,364	108,654	25,420,529	20,598,593	1,986,343	2,897	92,848	108,654	22,789,335

Publié en conformité des dispositions de l'article 162 de la Loi des assurances de Québec, (S.R.Q. 1941).

Le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances. 51085-o

Published in accordance with section 162 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q., 1941).

The Minister of finances,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance. 51085-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance et les sociétés dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1959 et finissant le 30 juin 1960;

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFITE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following insurance companies and associations have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July, 1959 and ending on the 30th of June, 1960;

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959

Nom — Name

Abeille (L'), Compagnie Anonyme d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les accidents et les risques divers
Acadia Insurance Co., The
Adriatic Insurance Company
Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — Aeterna-Life Mutual Insurance Company
Aetna Casualty and Surety Co., The
Aetna Insurance Company
Aetna Life Insurance Company
Affiliated F M Insurance Co.
Agricultural Insurance Company
Albion Insurance Company of Canada, The
Alliance Assurance Company Limited
Alliance Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Alliance Mutual Life Insurance Company
Allstate Insurance Company
Alpina Insurance Company Ltd.
American Credit Indemnity Co. of New-York
American Equitable Assurance Co. of New-York
American Insurance Company, The
American Mutual Liability Insurance Company
American National Fire Ins. Co.
American Reciprocal Insurers
American Union Ins. Co. of New York
Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques
Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.
Arkwright Mutual Insurance Co.
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal — Montreal Firemen's Benefit Association
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal — Montreal Police Benevolent and Pension Society
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'
Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée, Les
Assurance-Vie Desjardins, L'
Assurance-Vie du St-Laurent (L') — St. Lawrence Life Assurance Company
Atlas Assurance Company Limited
Aviation and General Insurance Company, Limited

Baloise Marine Insurance Co. Ltd. The
Baltica Insurance Company Limited
Bankers and Shippers Ins. Co. of N. Y.
Bankers Life Company
Beacon Insurance Co., Limited
Beaver Insurance Company
Belair Insurance Company
Blackstone Mutual Insurance Co.
Boiler Inspection and Insurance Co. of Can., The
Boston Insurance Company
Boston Manufacturers Mutual Ins. Co.
Bouclier Canadien, Le, Compagnie d'Assurances Générales — Canadian Shield General Insurance Company, The
British America Assurance Company
British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The
British Aviation Insurance Co. Ltd., The
British Commonwealth Insurance Company Limited
British Crown Assurance Corporation Ltd., The
British Empire Assurance Co., The
British Law Insurance Co. Ltd. The
British Merchants' Ins. Co. Ltd.
British Northwestern Ins. Co.
British Oak Insurance Company, Ltd., The
British Traders' Insurance Company, Ltd.
Buffalo Insurance Company

Caisse de Retraite du Clergé, La
Caisse Nationale d'Économie
Caledonian Insurance Company
Calvert Fire Insurance Company
Cambrian Insurance C mpany, Limited, The
Camden Fire Insurance Association, The
Canada Accident and Fire Assurance Co., The
Canada Health and Accident Assurance Corporation
Canada Life Assurance Company, The
Canada Security Assurance Company
Canadian Commerce Insurance Co., The
Canadian Equity Insurance Company, The
Canadian Fire Insurance Company, The
Canadian General Insurance Company
Canadian Home Assurance Company
Canadian Indemnity Company, The
Canadian Mercantile Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La
Canadian National Insurance Co. The — Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La
Canadian Premier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La

Nom — Name

Canadian Provident, The — Prévoyants du Canada, Les (Vie)
Canadian Provincial Insurance Company, The — Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale, La
Canadian Reciprocal Insurers
Canadian Reinsurance Company
Canadian Shield General Insurance Company, The — Bouclier Canadien, Le, Compagnie d'Assurances Générales
Canadian Surety Company, The
Canadian Union Ins. Co., The — Union Canadienne (L') Compagnie d'Assurances
Car and General Ins. Corporation, Ltd.
Casualty Company of Canada, The
Central Mutual Ins. Co.
Century Insurance Company, Ltd., The
Champlain, La, Compagnie d'Assurances Générales — Champlain General Insurance Company, The
Christiania Almindelige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand — Storebrand Insurance Company Limited
Combined Insurance Company of America
Commerce General Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La
Commercial Life Assurance Company of Canada, The
Commercial Travelers Mutual Accident Association, The
Commercial Union Assurance Co. Ltd.
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La — Canadian Mercantile Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale, La — Canadian National Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance Canadienne Provinciale, La — Canadian Provincial Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie — Fire Insurance Company of Canada
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec, La — Quebec Automobile Club Ins. Co.
Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal, La — Montreal Automobilists' Club Insurance Company
Compagnie d'Assurances Élite, La — Elite Insurance Company
Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada — Fidelity Insurance Co. of Canada
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie Limitée, La
Compagnie d'Assurance Générale de Commerce, La — Commerce General Insurance Co., The
Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville, La — Missisquoi and Rouville Ins. Co., The
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés Lotbinière et Mégantic
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des Cultivateurs du district de Bedford — Mutual Fire lighting and windstorm Insurance Company of the farmers of the district of Bedford
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue, La
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi, La
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Arthabaska
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté de Maskinongé
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet
Compagnie d'Assurance Mut. des Beurreries, des Fromageries des Comtés Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay
Compagnie d'Assurance Provinces Unies, La — United Provinces Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke, La — Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The
Compagnie d'Assurance-Vie Canadian Premier, La — Canadian Premier Life Insurance Company
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec
Confederation Life Association
Connecticut Fire Insurance Co., The
Connecticut General Life Insurance Company
Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.
Continental Assurance Company
Continental Casualty Company
Continental Insurance Company, The
Continental Life Insurance Co., The
Contingency Insurance Company Limited, The
Cooperative Funeral Expense Society, The — Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée
Copenhagen Reinsurance Company Ltd., The
Cornhill Insurance Company, Limited,
Credit Life Insurance Company, The
Crown Life Insurance Company, The
Cuna Mutual Insurance Society

COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959 (*suite*)

COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959 (*continued*)

Nom — Name

Dominion Insurance Corporation, The
Dominion Life Assurance Co., The
Dominion of Canada General Ins. Co., The

Eagle Fire Company of New York, The
Eagle Star Insurance Company Limited
Eaton Life Assurance Co. The T.— T. Eaton Life Ass. Co., The
Economical Mutual Insurance Co., The
Elite Insurance Company — Compagnie d'Assurances Élite, La
Empire Life Insurance Company
Employers' Liability Assurance Corp'n, Ltd. The
Employers' Mutual Liability Insurance Company of Wisconsin
Employers' Reinsurance Corporation
English and American Insurance Company Limited
Equitable Fire and Marine Ins. Co.
Equitable, L', Compagnie d'Assurances Générales — Equitable General Insurance Company, The
Equitable Life Assurance Society of the United States, The
Equitable Life Insurance Co. of Canada, The
Essex and Suffolk Insurance Co., Ltd., The
Excelsior Life Insurance Company, The
Excess Insurance Company Limited

Federal Fire Insurance Co. of Canada
Federal Insurance Company
Federated Mutual Implement and Hardware Insurance Company
Fédération (La), Compagnie d'Assurance du Canada — Federation Insurance Co. of Canada
Fidelity and Casualty Co. of New-York, The
Fidelity Insurance Co. of Canada — Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York
Fire Insurance Company of Canada — Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie
Fireman's Fund Insurance Company
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.
Firemen's Mutual Insurance Company

General Accident Assurance Company of Canada, The
General Accident Fire and Life Assurance Corp., Ltd.
General Reinsurance Corporation
General Security Assurance Corporation of New York
General Security Insurance Co. of Canada — Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada
Glens Falls Insurance Company
Global General Insurance Company
Global Life Insurance Company
Global Reinsurance Company
Globe Indemnity Co. of Canada, The
Granite State Fire Insurance Company
Great American Insurance Company
Great Eastern Insurance Co. The
Great Lakes Reinsurance Co., The
Great-West Life Assurance Co., Ltd., The
Gresham Life Assurance Society, Limited
Guarantee Company of North America, The
Guardian Assurance Company, Limited
Guardian Insurance Co. of Canada, The
Guildhall Insurance Company Limited,

Halifax Insurance Company, The
Hanover Insurance Company, The
Hartford Accident and Indemnity Co.
Hartford Fire Insurance Company
Hartford Live Stock Insurance Co.
Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurances contre l'Incendie — Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd.
Holland Life Insurance Society Limited — Hollandsche Societeit Van Levensverzekeringen N.V.
Home Fire and Marine Ins. Co.
Home Insurance Company, The
Hudson Bay Insurance Company, The

Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The
Imperial Insurance Office
Imperial Life Ass. Co. of Canada
Indemnity Insurance Company of North America
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd., The
Industrial Life Insurance Company, The — Industrielle (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie
Industrial Mutual Insurance Co.
Insurance Company of North America
Insurance Corporation of Ireland Limited, The

Jersey Insurance Company of New York
John Hancock Mutual Life Insurance Company

Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie — Laurentian Life Assurance Company, The
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd., The

Nom — Name

Lawyers Title Insurance Corporation
Legal and General Ass. Society Ltd., The
Liberty Mutual Fire Insurance Company
Liberty Mutual Insurance Company
Licenses and General Insurance Company Limited, The
Liverpool and London and Globe Ins. Co. Ltd., The
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The
Lloyd's, Non-Marine Underwriters Members of
Local Government Guarantee Society, Ltd., The
Lombard Insurance Company Limited
London and County Insurance Co., Ltd.
London and Edinburgh Insurance Co. Ltd., The
London and Lancashire Guarantee and Accident Company of Canada, The
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.
London and Midland General Insurance Company — La London et Midland Compagnie d'Assurance Générale
London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd., The
London and Scottish Assurance Corp. Ltd.
London Assurance, The
London-Canada Insurance Company
London Guarantee and Accident Co., Ltd.
London Life Insurance Company
Loyal Protective Life Insurance Co.
Lumbermens Mutual Casualty Co.
Lumbermen's Underwriting Alliance

Manufacturers Life Insurance Co., The
Manufacturers Mutual Fire Insurance Company
Marine Insurance Company Limited, The
Maritime Insurance Company, Limited
Maritime Life Assurance Company, The
Maryland Casualty Company
Massachusetts Mutual Life Insurance Company
Médicale, (La), Compagnie d'Assurances Générales — Medical General Insurance Company, The
Médicale, (La) Compagnie d'Assurance sur la vie — Medical Life Assurance Company, The
Mercantile and General Reinsurance Company Limited, The
Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Ltd., The
Mercantile Insurance Company
Merchants and Manufacturers Ins. Co. of New York
Merchants Fire Assurance Corporation of New York
Merchants Fire Insurance Company
Merchants Marine Insurance Company Ltd., The
Merit Insurance Company
Metropolitan Casualty Insurance Co. of New York, The
Metropolitan Fire Assurance Company
Metropolitan Life Insurance Company
Ministers Life and Casualty Union, The
Minnesota Mutual Life Insurance Company, The
Missisquoi and Rouville Insurance Company, The — Comp. d'Ass. Missisquoi et Rouville, La
Monarch Life Assurance Company, The
Montreal Automobilists' Club Insurance Company — Compagnie d'Assurances du Club des Automobilistes de Montréal, La
Montreal Firemen's Benefit Association — Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal
Montreal Life Insurance Company
Montreal Police Benevolent and Pension Society — Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal
Mont-Royal, La, Compagnie d'Assurances Générales — Mount-Royal General Insurance Company, The
Motor Union Insurance Company Ltd., The
Motors Insurance Corporation
Munich Reinsurance Company
Mutual Benefit Health and Accident Association
Mutual Boiler and Machinery Insurance Company
Mutual Fire Ins. Co. of the County of Beauharnois
Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The
Mutual Life Assurance Company of Canada,
Mutual Life Insurance Company of New York, The
Mutuelle des Employés Civils, La, Cie Mutuelle d'Assurance-Vie
Mutuelle-Vie de l'U.C.C., La

National-Ben Franklin Insurance Company of Pittsburg, Pa.
Nationale (La), Compagnie d'Assurance Incendie et Risques divers — National Fire and Casualty Insurance Company The
National Fire Ins. Co. of Hartford
National Insurance Society — Société Nationale d'Assurances
National Life Ass. Co. of Canada, The
National Provincial Insurance Co. Ltd.
National Union Fire Ins. Co. of Pittsburg, Pa.
N.V. The Netherlands Insurance Company Est. 1845
Newfondland American Insurance Co., Ltd.
New Hampshire Fire Insurance Co.

TABLE VIII — COMPAGNIES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959 (*fin*)

TABLE VIII — COMPANIES LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959 (*concluded*)

Nom — Name

New India Ins. Co. Ltd. The
New York Fire Insurance Company
New York Life Insurance Company
New York Underwriters Ins. Co.
New Zealand Insurance Company Ltd., The
Niagara Fire Insurance Company
Non-Marine Underwriters Members of Lloyd's
Nordisk Reinsurance Company Limited, The
North American General Insurance Co., The
North American Life and Casualty Company
North American Life Assurance Co.
North American Reassurance Company
North American Reinsurance Corporation
North British and Mercantile Insurance Company Ltd.
Northern Assurance Company Ltd.
Northern Life Ass. Co. of Canada, The
North River Insurance Company, The
Northwestern National Ins. Co., of Milwaukee, Wisconsin
North West Fire Insurance Co., The
Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.
Norwich Union Life Insurance Society

Occidental Fire Insurance Co., The
Occidental Life Insurance Company of California
Ocean Accident and Guarantee Corporation Ltd., The
Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The
Old Colony Ins. Co.
Old Republic Insurance Company
Old Republic Life Insurance Company
Orion Insurance Company Limited, The

Pacific Coast Fire Insurance Co. The
Pacific Insurance Company of New York
"La Paix", Compagnie, Anonyme d'assurances à primes fixes contre les accidents, l'incendie, le vol et autres risques divers
"La Paix", Compagnie d'Assurances Générales du Canada — "La Paix", General Insurance Company of Canada
Palatine Insurance Company, Limited, The
Patriotic Assurance Company, Ltd. The
Paul Revere Life Insurance Company, The
Pearl Assurance Company Ltd.
Peerless Insurance Company
Perth Mutual Fire Insurance Co., The
Philadelphia Manufacturers Mutual Ins. Co.
Phœnix Assurance Company Limited
Phœnix Insurance Company, (Hartford, Conn.), The
Pilot Insurance Company
Planet Assurance Company Limited, The
Prévoyance, Compagnie d'assurances, La — Provident Assurance, Co., The
Prévoyants du Canada, Les — (Vie) The Canadian Provident
Prévoyants du Canada, Les — (Fonds de Pension)
Protection Mutual Insurance Co.
Protective Association of Canada, The
Providence, Compagnie d'Assurances contre l'Incendie, La
Providence Washington Insurance Co.
Provident Assurance Co. The — Prévoyance, Compagnie d'assurances, La
Provident Life and Accident Insurance Company
Provincial General Insurance Society — Société provinciale d'assurances générales, La
Provincial Insurance Company Limited
Prudential Assurance Co. Ltd., The
Prudential Ins. Co. of America, The

Quebec Automobile Club Insurance Company — Compagnie d'Assurance du club Automobile de Québec, La
Quebec Fire Assurance Company

Railway Passengers Assurance Company
Reinsurance Corporation Ltd., The
Reliance Insurance Company of Canada
Reliance Insurance Company "of Philadelphia"
Reliance Marine Insurance Company Limited, The
Royal Exchange Assurance, The
Royal Guardians, The
Royal Insurance Company, Limited
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The

St. Lawrence Life Assurance Company — Assurance-Vie du St-Laurent, L'
St. Paul Fire and Marine Ins. Co.
Sauvegarde, La
Scottish Canadian Assurance Corporation
Scottish Insurance Corporation Limited
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.

Nom — Name

Scottish Union and National Insurance Company, The
Sea Insurance Company, Limited, The
Sécurité, (La) Compagnie d'Assurances Générales du Canada — General Security Insurance Co. of Canada
Security Mutual Casualty Company
Security National Insurance Company
Service Fire Insurance Company of New York
Skandia Insurance Company Limited
Skandinavia Insurance Company Limited — Forikrings — Aktieselskabet "Skandinavia"
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée, — Cooperative Funeral Expense Society, The
Société d'Assurance des Caisses Populaires, La
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La
Société Nationale d'Assurances — National Insurance Society
Société provinciale d'assurances générales, La — Provincial General Insurance Society, The
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie
South British Insurance Co., Ltd., The
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The
Springfield Fire and Marine Ins. Co.
Standard Life Assurance Company, The
Standard Marine Insurance Company Limited
Stanstead and Sherbrooke Insurance Company, The — Compagnie d'Assurance Stanstead et Sherbrooke, La
State Assurance Company Limited, The
Sterling Insurance Company of Canada
Storebrand Insurance Company Limited — Christiania Almindelige Forsikrings — Aktieselskap Storebrand
Suisse (La), Compagnie, Anonyme d'Assurances Générales — Switzerland General Ins. Co. Ltd., The
Sun Insurance Office Limited
Sun Life Assurance Company of Canada
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie
Switzerland General Ins. Co. Ltd. — Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales

Taxi Owners Reciprocal Insurance Association
T. Eaton Life Assurance Co., The
Toronto General Insurance Company
Toronto Mutual Life Ins. Co.
Traders General Insurance Company
Transport Indemnity Company
Transportation Insurance Company
Travelers Indemnity Company, The
Travelers Insurance Company, The
Trois-Rivières & St-Maurice Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu
Truck Insurance Exchange

Union Assurance Society Limited
Union Canadienne (L') Compagnie d'Assurance — Canadian Union Insurance Company (The)
Union du Commerce — Union of Commerce
Union Insurance Society of Canton, Ltd.
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The
Union Mutual Life Insurance Company
Union Reinsurance Company
Union-Vie, (L'), Cie Mutuelle d'Assurance — Union Life Mutual Insurance Company, The
United Benefit Life Insurance Company
United British Insurance Company Limited
United Provinces Insurance Company, The — Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La
United States Fidelity and Guaranty Company
United States Fire Insurance Company
Unity Fire and General Insurance Company, The
Universal Reinsurance Company Limited

Veritas Insurance Company of Sweden, The
Victoria Insurance Company of Canada
Victory Insurance Company Limited, The

Wawanesa Mutual Insurance Co., The
Wellington Fire Insurance Company
Westchester Fire Insurance Company
Western Assurance Company, The
Westminster Fire Office, The
World Marine & General Insurance Company Limited, The

Yorkshire Insurance Company Ltd., The

Zénith (La) Compagnie d'Assurances Générales, — Zenith General Insurance Company
Zurich Ins. Co.

TABLE IX — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959

TABLE IX — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959

Nom — Name

Alcan Shawinigan Works Employers' Mutual Benefit Association, The
Alumnæ Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hospital Training School for Nurses
Association Canado-Américaine
Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec — Quebec Firemen's Benefit and Pension Association
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec
Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral — Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association
Association des Infirmières diplômées de l'Hôpital Notre-Dame
Association d'Hospitalisation du Québec — Quebec Hospital Service Association
Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec

Barwick & Son Limited Employees' Mutual Benefit Association, The
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, The
Benevolent Mortuary Association of Montreal — Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal
Bond Mutual (The) — Mutuelle Bond (La)
Borden's Employees' Mutual Benefit Society
Caisse de Bénéfices de l'Ordre des Moose de Québec
Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association
Canadian Hebrew Sick Benefit Association
Canadian Order of Foresters
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society
Canadian Railways Benefit Society
Canadian Woodmen of the World, The
Canpak Mutual Benefit Association
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society
Caserta Mutual Aid Society
Catholic Order of Foresters
Croation Fraternel Union of America

Daugters of England Benevolent Society
Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association — Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral
Dominion Commercial Travellers' Association
Dominion Hebrew Sick Benefit Association

Fonds de Secours Forestiers Catholiques de la province de Québec

Hebrew Protective Association, The
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal
Hungarian Sick Benefit Association

Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal
Independent Order of Foresters, The
Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal district

King Edward Benefit Association of Montreal
King George Sick Benefit Association
Knights of Columbus

Ladies' Catholic Benevolent Association, The
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Assoc. of Mtl.
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association
Maccabees, The
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal

Nom — Name

Mutuelle Bond (La) — Bond Mutual (The)
Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel-Archange et ses annexes (La)
Mutuelle des Secrétaires,

North End Walkimir Hebrew Siej Benefit Association of Mt
Northern Electric Employees Benevolent Association

Ordre, L' des Italo-Canadiens,— Order of Italo-Canadians, The
Order of United Commercial Travelers of America, The
Order Sons of Italy in Canada, The

Pension Fund Society of Canada Packers Ltd.
Porters Mutual Benefit Association
Prossedana Mutual Benefit Association

Quebec Firemen's Benefit and Pension Association — Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec
Quebec Health Services — Services de Santé du Québec, Les
Quebec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec

Railway Employees Cooperative Protection Association
Reliable Life Insurance Society, The
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association

St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society
Secours Mutuel du Facteur, Le
Services de Santé du Québec, Les — Quebec Health Services
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est
Société de Bienfance des Pompiers de Hull
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal — Benevolent Mortuary Association of Montreal
Société des Artisans, (La)
Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri"
Société de Secours Mutuels des Citoyens de Cassacalenda
Société l'Assomption
Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec
Société St-Jean-Baptiste de Masson
Société St-Jean-Baptiste de Richmond
Sons of England Benefit Society
Sons of Scotland Benevolent Association
Steinberg's Employees Mutual Benefit Association
Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada, The
Supreme Council of the Royal Arcanum

Toilet Laundries Social and Benevolent Fund
Transportation Employees' Morguary Benefit Society of Mtl.
Troy Sick and Dividing Society

Ukrainian National Association
Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal
Union du Canada Life Assurance Vie
Union St-Joseph à St-Roch de Québec
Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport
United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Assoc. of Canada

Victoria Hebrew Sick Benefit Association

Woman's Benefit Association
Women's Catholic Order of Foresters
Workmen's Circle, The

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association

TABLE X — SOCIÉTÉS CHARITABLES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959

TABLE X — CHARITABLE ASSOCIATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959

Nom — Name	Nom — Name
Anciens Combattants Français (Les)	Montreal Children's Library
Assistance Maternelle, Montréal	Montreal Day Nursery
Association Québécoise de la Goutte de Lait	Montreal Diet Dispensary
	Montreal Dispensary
Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal	Montreal Hebrew Old People and Sheltering Home
	Montreal Hebrew Orphans' Home
	Montreal Ladies Benevolent and Protestant Orphans Society
Canadian Christmas Tree League	Montreal Protestant Home
Catholic Benevolent Society of the county of Pontiac	Montreal Sailors' Institute
Catholic Sailors Club	Montreal Soldiers' Wives' League
Child Health Association of Montreal	Mount Sinai Sanatorium
Child Welfare Clinic of Sherbrooke	
Children's Service Centre	Oeuvre de la Protection des Jeunes Filles
Chinese Benevolent Society	
Chin Wing Chun Tong Association	Polish-Canadian Welfare Institute
Christian Homes for Children	
Church of England Female Orpham Asylum	Quebec Playground Association
Coaticook Masonic Association	Quebec Society for the Protection of Women and Children
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe	St. Andrew's Society of Montreal
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur	St. Andrew's Society of Quebec
	St. George's Society of Montreal
	St. George's Society of Quebec
Federation of Jewish Community Services of Montreal	Secrétariat de l'Enfance, Le
Friendly Home for Young Women	Social Service Council of Quebec City
	Société Amicale des Aveugles
Girls Cottage School	Société de Bienfinsance de Bonaventure
	Society for the Protection of Women and Children
Hellenic Ladies Benevolent Society	
Hebrew Consumptive Aid Association	Union National Française
Hebrew Ladies Relief Society of Montreal	
Hervey Institute	Welcome Hall Mission
Herzl Health Service Centre	Wong Wun Sun Association
Irish Protestant Benevolent Society	Yong Hebrew Malbish Arumim Association of Montreal
Lachine Benevolent Association	

TABLE XI — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959

TABLE XI — MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959

Nom — Name	Nom — Name
Auckland	St-Alexandre-d'Iberville
	St-Anselme
Bonaventure	St-Antoine-sur-Richelieu
	St-Athanase-de-DeBleury
Clifton (Partie Est-East Part)	St-Augustin-de-Desmaures
Contrecœur	St-Barnabé
	St-Bernard, (Partie Sud-South Part)
Lambton	Ste-Brigide
Louis-Joliette	Ste-Catherine-de-Hatley
	Ste-Claire-de-Joliette
Newport	St-Denis-de-la-Bouteillerie
Notre-Dame Auxiliatrice-de-Buckland	St-Édouard-de-Frampton
Notre-Dame-de-Bon-Secours, (Rouville)	St-Édouard-de-Gentilly
Notre-Dame-de-Stanbridge	St-Eustache
Notre-Dame-de-Mont-Carmel, (St-Jean)	St-Fortunat-de-Wolfestown
Rivière-Ouelle	St-Gérard
	Ste-Germaine-du-lac-Etchemin
	St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir
	Ste-Hénédine

COMPAGNIES D'ASSURANCE-MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959 (*fin*)

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959 (*concluded*)

Nom — Name	Nom — Name
St-Hyacinthe-le-Confesseur	Ste-Rose-de-Watford
St-Jacques-le-Mineur	Ste-Sabine, (Missisquoi)
St-Jean-Baptiste-de-Rouville	St-Sébastien, (Frontenac)
St-Jérôme, Rivière-du-Nord	St-Sébastien, (Iberville)
St-Joseph-de-Maskinongé	St-Siméon-de-Bonaventure
St-Joseph-de-Soulanges	St-Télesphore, (Soulanges)
St-Judes-de-St-Ours	Ste-Théodosie-Calixa-Lavallée
St-Justin	St-Thomas-d'Aquin
Ste-Justine-de-Newton	Ste-Ursule
St-Lazare	St-Valérien-de-Milton
Ste-Marguerite-de-Joliette	St-Vallier
Ste-Marie-de-la-Beauce	Ste-Victoire
Ste-Marthe	
St-Mathias	Varennes
St-Odilon-de-Cranbourne	Vaudreuil
St-Philémon	
St-Pierre-du-Lac	Wotton (Township)
St-Polycarpe	
St-Prosper	

TABLE XII — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959

TABLE XII — PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959

Nom — Name	Nom — Name
Belœil	Ste-Anne-d'Yamachiche
Berthier (en bas)	St-Antoine de la Baie du Febvre
Boucherville	St-Augustin (Deux-Montagnes)
Cap St-Ignace	Ste-Barbe
Charlesbourg	St-Barthélémi
Château-Richer	St-Basile
Chicoutimi	St-Benoît-Labre
Compton	St-Bernard, (Dorchester)
	St-Bernard-de-Beauchastel
Granby	St-Blaise
	Ste-Brigitte-des-Saults
Kingsey	St-Bruno, (Chambly)
	St-Bruno (Lac St-Jean)
Lacadie	
L'Annonciation	St-Camille-de-Cookshire
La Présentation	St-Camille-de-Wolfe
L'Assomption	Ste-Cécile-de-Masham
La Visitation-de-l'Ile-Dupas	Ste-Cécile-du-Bic
L'Épiphanie	St-Césaire
Low	St-Charles, (St-Hyacinthe)
	St-Clément-de-Beauharnois
Notre-Dame-de-Bon-Secours (L'Islet)	St-Clet
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette	St-Cœur-de-Marie
Notre-Dame d'Hébertville	St-Côme-de-Kennebec
Notre-Dame-du-Mont-Carmel, (Champlain)	St-Constant
Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement de Ferme-Neuve	Ste-Croix, (Lac St-Jean-Est)
	Ste-Croix (Lotbinière)
Roxton	St-Cuthbert
	St-Cyprien-de-Léry
Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce)	St-Cyrille-de-Normandin
Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay)	
	St-Damase
St-Agapit-de-Beaurivage	St-David (Yamaska)
St-Aimé	St-David-d'Escourt
St-Alban	St-Denis
St-Alexandre (Kamouraska)	St-Dominique-de-Bagot
St-Alexis-de-Matapédia	St-Dominique-de-Jonquière
St-Alexis-de-Montcalm	
St-Ambroise-de-Kildare	St-Edmond-de-Coaticook
St-André Avellin	St-Édouard-de-Napierville
Saints-Anges	Ste-Elizabeth
Ste-Anne-de-Danville	St-Elzéar
Ste-Anne-de-la-Pérade	St-Ephrem-de-Tring
Ste-Anne-de-la-Pocatière	St-Ephrem-d'Upton
Ste-Anne-des-Plaines	St-Esprit
Ste-Anne-de-La-Rochelle	St-Étienne, (Beauharnois)

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES SOUS PERMIS ET ENREGISTRÉES AU 1er JUILLET 1959 (*suite*)

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS LICENSED AND REGISTERED AS AT JULY 1st, 1959 (*continued*)

Nom — Name	Nom — Name
St-Étienne-de-la-Malbaie	St-Marc, (Verchères)
St-Eugène-de-Grantham	St-Marc-des-Carrières
St-Eugène-de-L'Islet	Ste-Marie-de-Monnoir
Ste-Famille-du-Cap-Santé	Ste-Marie-de-Sayabec
St-Félicien	Ste-Marie-Madeleine
St-Félix-de-Valois	Ste-Marie-Salomé
St-François, (Beauce)	St-Martin
St-François-de-Sales, (Portneuf)	Ste-Martine
St-François-du-Lac	St-Maurice
St-Frédéric-de-Beauce	St-Méthode-d'Adstock
St-Gabriel-de-Brandon	St-Michel, (Bellechasse)
Ste-Geneviève, (Jacques-Cartier)	St-Michel-Archange
Ste-Geneviève-de-Berthier	St-Michel-d'Yamaska
St-Georges-de-Beauce	Ste-Monique
St-Georges-de-Clarenceville	St-Narcisse
St-Georges-de-Henryville	St-Nazaire-d'Acton
St-Georges-de-Windsor	St-Nérée
St-Germain	St-Nicolas
St-Gervais	St-Octave-de-Métis
St-Guillaume d'Upton	St-Ours
Ste-Hélène-de-Bagot	St-Pamphile
St-Henri-de-Lévis	St-Patrice-de-Beaurivage
St-Henri-de-Mascouche	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup
St-Hermas	St-Patrice-de-Sherrington
St-Herménégilde	St-Paul-de-Senneterre
St-Hilaire, (Rouville)	St-Philippe-de-Laprairie
St-Hilarion	Ste-Philomène
St-Honoré-de-Shenley	St-Pie
St-Hughes	St-Pierre-Baptiste
St-Hyacinthe	St-Pierre-de-Broughton
St-Ignace-du-Côteau-du-Lac	St-Pierre-de-Durham
St-Isidore, (Dorchester)	St-Pierre-de-la-Patrie
St-Isidore, (d'Auckland)	St-Pierre, Ile d'Orléans
St-Isidore-de-Laprairie	St-Pierre-les-Becquets
St-Jacques-de-L'Achigan	St-Raphaël
St-Jacques-de-Leeds	St-Raymond
St-Jacques-de-Parisville	St-Rémi
St-Jacques-le-Majeur	St-Robert
St-Janvier	St-Roch-de-l'Achigan
St-Jean, (Comté de St-Jean)	St-Roch-des-Aulnaies
St-Jean-Baptiste-de-l'Ile-Verte	St-Roch d'Orford
St-Jean-Baptiste-de-Nicolet	Ste-Rosalie
St-Jean-Chrysostôme	Ste-Rose, (Laval)
St-Jean-de-Wickham	Ste-Rose-du-degelé
St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso	St-Samuel
Ste-Jeanne-de-Neuville	Ste-Scholastique
St-Jean-Port-Joli	St-Séverin
St-Jérôme, (Lac St-Jean-Est)	St-Simon
St-Jérôme-de-Matane	St-Stanislas (Champlain)
St-Jérusalem d'Argenteuil	St-Stanislas-de-Kostka
St-Joseph-de-Beauce	St-Sylvestre
St-Joseph-de-Godmanchester	Ste-Thècle
St-Joseph-de-Lanoraie	St-Théodore-d'Acton
Ste-Julie	St-Théophile-d'Ely
St-Julien-de-Wolfestown	St-Thomas-de-Montmagny
Ste-Julienne	St-Thuribe
Ste-Justine, (Dorchester)	St-Tite
St-Lambert	St-Ubald,
St-Léon-de-Standon	St-Urbain-Premier
St-Liboire	St-Valentin,
St-Lin-des-Laurentides	St-Victor-de-Tring
St-Louis, (Lévis)	St-Zacharie
St-Louis-de-Chambord	St-Zéphirin-de-Courval
St-Louis-de-Gonzague	St-Zotique
St-Louis-de-l'Ile-aux-Coudres	Shawville
St-Louis-de-Lotbinière	Splauding & Ditchfield
St-Luc-de-Champlain	Stoke
St-Luc-de-St-Jean	Très Saint-Cœur-de-Marie
Ste-Luce-de-Disraéli	Weedon
Ste-Lucie-d'Albanel	Windsor
Ste-Madeleine-de-Rigaud	
St-Magloire	
St-Malachie, (Dorchester)	
St-Malachie-d'Ormstown	

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941), le 1er juillet 1959.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

51085-o

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941), the 1st of July, 1959.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

51085-o

AVIS RELATIF AUX DÉPÔTS FAITS EN VERTU DE L'ARTICLE 94 DE LA LOI DES ASSURANCES DE QUÉBEC (S.R.Q. 1941)

Avis est donné par les présentes que le 1er juillet 1959, les compagnies d'assurance et les sociétés dont les noms suivent avaient auprès du Ministre des finances le dépôt dont le montant a été inscrit en regard de leur nom.

NOTICE CONCERNING THE DEPOSITS MADE PURSUANT TO SECTION 94 OF THE QUEBEC INSURANCE ACT (S.R.Q. 1941)

Notice is hereby given that on the 1st of July, 1959, the following insurance companies and associations have with the Minister of Finance the deposit the amount of which is shown opposite their name.

TABLE XVI — DÉPÔTS CHEZ LE MINISTRE DES FINANCES AU 1er JUILLET 1959

TABLE XVI — DEPOSITS WITH THE MINISTER OF FINANCE AS AT JULY 1st, 1959

COMPAGNIES D'ASSURANCE — INSURANCE COMPANIES	Dépôt — Deposit
Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance — Aeterna Life Mut. Ins. Co.	$ 50,000.00
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal	25,000.00
Assurances Funéraires Rousseau & Frère, Limitée (Les)	20,000.00
Assurance-Vie Desjardins (L')	100,000.00
Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Ass. Co.	30,000.00
Bâloise Marine Insurance Company, Limited	25,000.00
Belair Insurance Company	30,000.00
Bouclier Canadien, Le, Compagnie d'Assurances Générales — Canadian Shield General Insurance Company, The	25,000.00
Caisse de Retraite du Clergé, La	5,000.00
Caisse Nationale d'Economie	100,000.00
Canadian Reciprocal Insurers	25,000.00
Champlain, La, Compagnie d'Assurances Générales — Champlain General Insurance Company, The	25,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile (La) — Canadian Mercantile Ins. Co. (The)	25,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La) — Canadian National Insurance Co., (The)	61,000.00
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec (La) — Quebec Automobile Club Ins. Co.	25,000.00
Compagnie d'Assurance du Club des Automobiles de Montréal, (La)— Montreal Automobilists' Club Insurance Company	30,000.00
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La)	22,750.00
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La)	35,300.00
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale, (La) — National Protection Assurance Company, (The)	67,000.00
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet	10,000.00
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est	10,000.00
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La)	25,000.00
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	6,500.00
Empire Life Insurance Company	265,000.00
Equitable, L', Compagnie d'Assurances Générales — Equitable Generale Insurance Company, The	55,000.00
Global General Insurance Company	55,000.00
Global Life Insurance Company	50,000.00
Global Reinsurance Company	50,000.00
Guardian Insurance Company of Canada, (The)	22,000.00
Home Assurance Company of Canada (en liquidation — In liquidation)	45,000.00
Industrial Life Insurance Company (The) — Industrielle (L'), Comp. d'Ass. sur la vie	125,000.00
Jefferson Insurance Company of New York	27,000.00
Laurentienne (La), Compagnie d'assurance sur la vie.— Laurentian Life Assurance Company (The)	100,000.00
Lloyd's, Non-Marine, Underwriters — Members of	51,000.00
Médicale, (La) Compagnie d'Assurances Générales — Medical General Ins. Co., (The)	25,000.00
Médicale, (La) Compagnie d'Assurance sur la vie — Medical Life Ass. Co., (The)	25,000.00
Merchants Fire Insurance Company	54,000.00
Missisquoi and Rouville Insurance Company (The) — Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville (La)	46,000.00
Mont-Royal, La, Compagnie d'Assurances Générales — Mount-Royal General Insurance Company, The	30,000.00
Mutuelle des Employés Civils, (La), Cie Mutuelle d'Assurance-Vie	50,000.00
Mutuelle-Vie de l'U.C.C., (La)	50,000.00
Newfoundland American Insurance Company Limited	100,000.00
Perth Mutual Fire Insurance Company	80,000.00
Pilot Insurance Company	60,000.00
Prévoyance (La), Compagnie d'Assurances — Provident Ass. Co. (The)	55,000.00
Prévoyants du Canada (Les) — Canadian Provident (The)	55,000.00
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée (La) — Cooperative Funeral Expense Society, (The)	27,000.00
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	50,000.00
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., (La)	75,000.00
Société Nationale d'Assurances.— National Insurance Society	50,000.00
Société provinciale d'assurance générales (La).— Provincial General Insurance Society	10,000.00
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie	30,000.00
Stanstead and Sherbrooke Ins. Co.— Comp. d'Ass. Stanstead et Sherbrooke	54,000.00
Sterling Insurance Company of Canada	50,000.00
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie	100,000.00
Taxi Owners Reciprocal Insurance Association	15,000.00
Toronto General Insurance Company	25,000.00
Trois-Rivières & St-Maurice, Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu	10,000.00
Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.— Canadian Union Ins. Co. (The)	55,000.00
Union du Commerce.— Union of Commerce	50,000.00
United Provinces Insurance Company (The) — Comp. d'Ass. Province-Unies (La)	50,000.00
Zénith, La Compagnie d'Assurances Générales.— Zenith, General Insurance Company (The)	35,000.00

TABLE XVI — DÉPÔTS CHEZ LE MINISTRE DES FINANCES
AU 1er JUILLET 1959

TABLE XVI — DEPOSITS WITH THE MINISTER OF FINANCE
AS AT JULY 1st, 1959

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS

	Dépôt — Deposit
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec	30,000.00
Canadian Order of Foresters	20,000.00
Dominion Commercial Travellers' Association	5,000.00
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association (The)	5,000.00
Order Sons of Italy in Canada	5,000.00
Quebec Hospital Service Association — Association d'Hospitalisation du Québec	100,000.00
Reliable Life Insurance Society (The)	5,000.00
Services de Santé du Québec (Les)	10,000.00
Société l'Assomption	5,000. 0
Sons of England Benefit Society	5,000.00
Sons of Scotland Benevolent Association	5,000.00
Union du Canada Life Assurance Vie	20,000.00

Donné au bureau du Service des assurances conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1941), le 2 juillet 1959.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
51085-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941) on the 2nd of July, 1959.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
51085-o Superintendent of Insurance.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 679
Section "A"

Québec, le 14 juillet 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garages dans les régions de Roberval, St-Félicien et Dolbeau.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans les régions de Roberval, St-Félicien et Dolbeau, rendue obligatoire par le décret numéro 194 (B) du 19 mars 1959, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 194 (B), soit modifié comme suit:

Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article X:

"Les taux horaires ci-haut mentionnées sont majorés de $0.10 et les taux hebdomadaires de $4.90.

Les salaires actuellement payés, s'ils sont supérieurs aux taux minima ci-haut mentionnés, doivent aussi être majorés de $0.10 l'heure."

L. DÉSILETS,
51071-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 679
Part "A"

Quebec, July 14, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to garage employees in the regions of Roberval, St-Felicien and Dolbeau.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the regions of Roberval, St-Felicien and Dolbeau, rendered obligatory by the decree number 194 (B) of March 19, 1959, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 194 (B), be amended as follows:

The following sub-paragraphs are added to article X:

"The hourly rates above mentioned shall be increased by $0.10 and the weekly rates by $4.90.

Actual wages which are higher than the minimum rates above mentioned shall also be increased by $0.10 per hour."

L. DÉSILETS,
51071-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 679
Section "B"

Québec, le 14 juillet 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications au décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mai 1959;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret numéro 602, soit modifié comme suit:

1° Les parties contractantes de première part sont remplacées par les suivantes:

"Belœil Plumbing & Heating Limited, Bernard Boisselle, Bruno Chassé, F. X. Grenier, Raymond Perron, Hervé Comtois, Claude Cabana, Legendre Frères Enr., René Hogan, Arthur Comtois, Georges L'Heureux, L. P. Vézina, S. Royer Électrique, Jean Paul Comtois, G. Létourneau, Perreault Frères, René Handfield, Gérard Deslauriers, Antoine Bissonnette, Adrien Choquette, Marius Provost, André Trudeau, Choquette & Papineau, Canada Belge Enrg., Gérard Blain, J. Louis Voghel Ltée., Antonio Grenier, Réal Blain, Malo & Frères Const. Inc., Léo Jodoin, Louis Bois, Tracy Construction Inc., Léo Salvas, Albert Milette, Latraverse & Frères, Rosaire Rodier, Laurent Lemay, Roland Tremblay, Roméo Poudrier, Laurent Lebel, Aurèle Desrosiers, Côté Frère Élec., Enrg., Olivier Tremblay, Lessard & Lincourt Eng., Gratien Cournoyer, Léo Péloquin, Jacques Crépeau, Laurent St-Amant, M. Guérard Ltée, Adrien Charbonneau, Georges Étienne Pontbriand, Aldor Salvas, Sorel Tuile Enrg., Olitor Ménard, Joseph Bibeau & Fils, Wilfrid Pit Beaulieu Enrg., Albert Brouillard, Armand Cournoyer, Sorel Mill Builders Supply Ltd., Jean Marc Métivier, Jean Louis Charbonneau, Lalancette & Frère, Martin & Millette Enrg., Robert Parenteau, Roméo Bruneau, A. Coutu & Fils Enrg., Jean Parenteau, J. F. Bonin, L. Pigeon, Origène Labonté, Denis Ducharme, Gérard Lagimonière, Georges Scott, Jules Perreault, Construction Richelieu Enrg.";

2° Le paragraphe "*s*" suivant est ajouté à l'article I:

"*s*) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exécute pour fins commerciales, de ses propres mains, un travail faisant l'objet du décret, à forfait, à l'heure, par convention verbale, écrite ou autrement."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 679
Part "B"

Quebec, July 14, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the region of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Sorel, rendered obligatory by the decree number 602 of June 9, 1954 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 9, 1959;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 602, be amended as follows:

1. The contracting parties of the first part are replaced by the following:

"Belœil Plumbing & Heating Limited, Bernard Boisselle, Bruno Chassé, F. X. Grenier, Raymond Perron, Hervé Comtois, Claude Cabana, Legendre Frères Enr., René Hogan, Arthur Comtois, Georges L'Heureux, L. P. Vézina, S. Royer Électrique, Jean Paul Comtois, G. Létourneau, Perreault Frères, René Handfield, Gérard Deslauriers, Antoine Bissonnette, Adrien Choquette, Marius Provoist, André Trudeau, Choquette & Papineau, Canada Belge Enrg., Gérard Blain, J. Louis Voghel Ltée., Antonio Grenier, Réal Blain, Malo & Frères Const. Inc., Léo Jodoin, Louis Bois, Tracy Construction Inc., Léo Salvas, Albert Milette, Latraverse & Frères, Rosaire Rodier, Laurent Lemay, Roland Tremblay, Roméo Poudrier, Laurent Lebal, Aurèle Desrosiers, Côte Frère Élec., Enrg., Olivier Tremblay, Lessard & Lincourt Enrg., Gratien Cournoyer, Léo Péloquin, Jacques Crépeau, Laurent St-Amant, M. Guérard Ltée, Adrien Charbonneau, Georges Étienne Pontbriand, Aldor Salvas, Sorel Tuile Enrg., Olitor Ménard, Joseph Bibeau & Fils, Wilfrid Pit Beaulieu Enrg., Albert Brouillard, Armand Cournoyer, Sorel Mill Builders Supply Ltd., Jean Marc Métivier, Jean Louis Charbonneau, Lalancette & Frère, Martin & Millette Enrg., Robert Parenteau, Roméo Bruneau, A. Coutu & Fils Enrg., Jean Parenteau, J. F. Bonin, L. Pigeon, Origène Labonté, Denis Ducharme, Gérard Lagimonière, Georges Scott, Jules Perreault, Construction Richelieu Enrg."

2. The following paragraph "*s*" is added to article I:

"*s*) The word "artisan" means any person who executes, for commercial purposes, with his own hands, work regulated by the decree by the job, by the hour, through verbal or written agreement or otherwise."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima: a)* 1° Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

3. Paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages: a)* 1. The minimum rates of wages shall be the following for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II
Briqueteur, plâtrier, poseur de blocs de ciment, tailleur de granit et de pierre, maçon — Bricklayer, plastrer, cement block layer, granite and stone cutter and mason	$2.00	$1.90
Finisseur de ciment — Cement finisher	2.00	1.90
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.80	1.70
Charpentier-menuisier et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis — Carpenter-joiner and painter working for a door and widow manufacturer	1.30	1.20
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	1.60	1.50
Gréeur — Rigger	1.70	1.60
Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Truck driver, general transport and towing	1.50	1.40
Conducteur d'attelage — Horse driver	1.45	1.35
Conducteur de bélier mécanique et tracteur (Bulldozer) — Bulldozer and tractor operator	1.65	1.55
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand and asphalt	1.80	1.70
Électricien — Electrician:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.90	2.55
Compagnon — Journeyman	1.80	1.70
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	1.80	1.70
Forgeron en construction — Blacksmith (construction)	1.75	1.65
Gardien (72 heures par semaine) — Watchman (72 hours per week)	1.10	1.00
Journalier (ouvrier non-qualifié) — Common worker	1.45	1.35
Jointoyeur — Joint pointer	1.80	1.70
Mécanicien — Mechanic	1.65	1.55
Manœuvre — Labourer	1.55	1.45
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur — Engineman, stationary or portable steam engine	1.55	1.45
Mécanicien (millwright) — Millwright	1.80	1.70
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.80	1.70
Opérateur de vibrateur de ciment — Cement vibrator operator	1.65	1.55
Paysagiste — Landscape worker	1.45	1.35
Peintre et poseur de papier peint — Painter and paper hanger	1.70	1.60
Peintre-aspergeur — Sprayman	1.80	1.70
Peintre — Painter:		
Clochers d'églises — Church steeples	3.00	3.00
Travaux de peinture exécutés à plus de 40 pieds de hauteur — Painting done at a height exceeding 40 feet	1.90	1.90
Peintre de fer structural — Structural steel painter	2.05	2.05
Vitrier — Glazier	1.70	1.60
Plombier et mécanicien en tuyauterie — Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.90	2.55
Compagnon — Journeyman	1.80	1.70
Compagnon junior — Junior journeyman:		
1er semestre — 1st six months	1.65	1.55
2ème semestre — 2nd six months	1.75	1.65
Porteur d'eau — Water carrier	1.15	1.05
Porteur d'oiseau — Hod carrier	1.50	1.40
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic	1.80	1.70
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.65	1.55
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.70	1.60
Poseur de marbre — Marble layer	1.65	1.55
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.65	1.55
Poseur de tuile — Tile layer	1.70	1.60
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.65	1.55
Préposé aux malaxeurs à vapeur et à gazoline — Steam and gasoline mixer operator	1.55	1.45
Préposé aux grues à vapeur et à gazoline — Steam and gasoline crane operator	1.60	1.50
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.60	1.50
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator	1.55	1.45
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.85	1.75
Préposé aux pompes de tous genres — Pump operator	1.70	1.60
Poseur de liège (isolation) — Cork insulation layer	1.80	1.70
Sableur de planchers — Floor polisher	1.80	1.70
Soudeur — Welder	1.80	1.70
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder acetylene or electricity)	1.80	1.70
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker:		
Monteur — Erector	1.80	1.70
Aide — Helper	1.55	1.45

Métiers — Trades:	*par semaine per week* *Zones* *I*	*II*
Vérificateur de matériaux — Material checker	$65.00	$60.00
Pointer — Time keeper	65.00	60.00

2° *Augmentation additionnelles:* Dans les zones I et II; à compter du 1er mai 1960, les taux de salaires horaires précités seront augmentés de $0.15 et les taux hebdomadaires de $5.00"

4° Le paragraphe "*a*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Durée du travail: a*) 1° La durée régulière du travail est de neuf (9) heures par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., le vendredi entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et de quatre (4) heures le samedi entre 8.00 a.m. et midi, le tout formant une durée régulière hebdomadaire de quarante-huit (48) heures.

2° Toutefois, entre le 1er octobre et le 1er avril, après entente entre l'employeur et ses salariés et sur avis donné par écrit au Comité paritaire, la semaine régulière de travail de quarante-huit (48) heures peut être répartie en six (6) jours de huit(8) heures chacun, entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement.

3° Les salariés ont droit à une (1) heure pour prendre leur repas du midi.

4° Si un entrepreneur ou sous-entrepreneur établit d'autorité, sur un chantier déterminé, une semaine régulière hebdomadaire inférieure à 48 heures, il doit payer à ses salariés une compensation horaire leur assurant une rémunération hebdomadaire équivalent à celle qu'ils recevaient pour la semaine normale de travail établie dans le présent article. Toutefois, la présente clause ne s'applique pas aux mécaniciens d'ascenseurs; aux travailleurs et soudeurs en fer structural et aux monteurs de lignes de transmission; aux chaudronniers en construction, monteurs, ébardeurs et gréeurs s'y rapportant et aux mécaniciens de générateurs de vapeur."

5° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article VI:

"*d*) Si, après entente entre les parties, des employés doivent travailler de nuit entre 6.00 p.m. et 8.00 a.m., l'employeur doit payer une prime de nuit de dix cents ($0.10) l'heure. La durée soit quotidienne soit hebdomadaire du travail est celle prévue à l'article IV. Tout travail supplémentaire sera alors payé au taux et demi du salaire et de la prime."

6° Le pragraphe "*d*" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"*d*) Dans tous les métiers régis par le présent décret et requérant un apprentissage, l'employeur peut avoir à son emploi pas plus d'un (1) apprenti par compagnon pour les métiers d'électricien et de plombier et un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre pour les autres métiers."

7° Les paragraphes "*e*" et "*f*" de l'article VII sont remplacés par les suivants:

"*e*) 1° *Durée de l'apprentissage:* La durée complète de l'apprentissage dans les divers métiers est la suivante:

Métiers:	*Années*
Briqueteur	4
Charpentier, menuisier, mécanicien	4
Maçon	4
Ferblantier, poseur d'ardoise, asphalts et bardeaux	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier et décorateur	4

2. *Additional increases:* In zones I and II, from May 1, 1960, the hourly rates above mentioned shall be increased by $0.15 and the weekly rates by $5.00."

4. Paragraph "*a*" of article IV is replaced by the following:

"IV. *Duration of work: a*) 1. The standard duration of work shall be nine (9) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., on Friday between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and four (4) hours on Saturday between 8.00 a.m. and noon, making a standard weekly duration of forty-eight (48) hours.

2. However, for the period between October 1 and April 1, upon agreement between the employer and his employees and after notifying the Parity Committee in writing to that effect, the standard (48) hour work week may be divided into six (6) days of eight (8) hours each, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive."

3. Employees are entitled to one (1) hour for their noon meal.

4. Should a contractor or sub-contractor establish, on a job a work week shorter than the 48 hour week established by the present article, he shall pay his employees an hourly compensation that will assure them of the same take-home pay. However, the present provision does not apply to elevator mechanics, structural steel workers and welders and transmission lines linemen; to construction boilermakers, erectors, chippers and riggers in connection therewith and to steam generator mechanics."

5. The following paragraph is added to article VI:

"*d*) When, after agreement between the parties, employees must work between 6.00 p.m. and 8.00 a.m., the employer shall pay a night work premium of $0.10 per hour. The daily or weekly duration of work shall be as established in article IV. All overtime shall be paid time and one half computed on the wages and the premium."

6. Paragraph "*d*" of article VII is replaced by the following:

"*d*) For all trades governed by the present decree and requiring an apprenticeship, the employer shall be permitted not more than one (1) apprentice to each journeyman for the trades of electrician and plumber and one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof for the other trades."

7. Paragraphs "*e*" and "*f*" of article VII are replaced by the following:

"*e*) 1. *Period of apprenticeship:* The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Years*
Bricklayer	4
Carpenter, joiner and millwright	4
Mason	4
Sheet metal worker, slate, asphalt and shingle setter	4
Painter, sprayman, glazier, decorator	4

	Années
Couvreur-asphalte et gravier, finitions à membrane rapportée et à couverture à rouleaux	2
Couvreur, métal en feuille, amiante gaufrée, ardoise et tous autres genres, sauf les types compris dans la classification précédente	4
Poseur de tuiles et feuilles en linoléum, muroléum et caoutchouc, cireur, polisseur et poseur de tuiles de composition	2
Mécanicien de générateur de vapeur	4
Chaudronnier en construction	4
Finisseur de ciment	3
Poseur de lattes métalliques	3
Poseur de lattes (bois ou composition)	2
Poseur d'acier d'armature	1
Poseur de brûleur à l'huile	2
Fer structural	2

2° Toute personne qui a fréquenté une institution d'enseignement spécialisé visée par la Loi de l'enseignement spécialisé (chapitre 31 6-7 Elizabeth II, 1957-58) a droit, sans autres obligations que celles qui sont prescrites par ladite institution, d'obtenir du Comité paritaire un crédit d'apprentissage proportionné à la durée des études qu'elle a suivies et aux résultats qu'elle a obtenus dans cette institution.

f) Taux de salaires: Les taux de salaires payables aux apprentis sont les pourcentages suivants, calculés au cent ($0.01) près, des salaires minima payables aux ouvrier qualifiés dans leurs métiers:

Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:

1ère année	60%
2ème année	70%
3ème année	80%
4ème année	90%

Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

1ère année	50%
2ème année	70%
3ème année	85%

Pour les métiers de deux (2) années d'apprentissage:

1ère année	75%
2ème année	80%

Apprenti poseur d'acier d'armature:

1er semestre	80%
2ème semestre	90%

Apprenti mécanicien de brûleur à l'huile:

1ère année	55%
Mécanicien junior, 2ème année	67½%

Apprenti en fer structural:

1ère année	70%
2ème année	85%"

8° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "*b*" de l'article VIII pour les salariés permanents (préposés à l'entretien), sont remplacés par les suivants:

"Compagnons (ouvriers qualifiés):	*Par semaine*
Zone I	$60.00
Zone II	50.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés):	
Zone I	50.00
Zone II	45.00"

L. DÉSILETS,
51071-o Greffier du Conseil Exécutif.

	Years
Roofer — asphalt and gravel, built-up membrane and roll roofings	2
Roofer — sheet metal, corrugated asbestos, slate, and all other types, except the above	4
Linoleum, muroleum and rubber layer (tile and sheet), waxer and polisher, and composition tile layer	2
Steam generator mechanic	4
Construction boilermaker	4
Cement finisher	3
Metal lather	3
Lather, wood and composition	2
Reinforcing steel erector	1
Oil burner mechanic	2
Structural steel	2

2. Any person who has attended a specialized institution contemplated by the Specialized Schools Act (Chapter 31, 6-7 Elizabeth, 1957-58) shall, without any other obligations than those prescribed by the said institution, be given by the parity committee a credit of apprenticeship proportionate to the duration of the studies followed by him and to the results which he has obtained in such institution."

f) Wage rates: Wages payable to apprentices shall be calculated to the nearest cent as per the following percentages of the minimum wage rates payable to qualified workers in the respective trades:

For trades requiring four (4) years of apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

Steam generating mechanics and construction boilermakers:

1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	80%
4th year	90%

For trades requiring three (3) years of apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	70%
3rd year	85%

For trades requiring two (2) years of apprenticeship:

1st year	75%
2nd year	80%

Apprentices in the trade of reinforcing steel erectors:

1st six months	80%
2nd six months	90%

Apprentices in the trade of oil burner mechanics:

1st year	55%
Junior journeyman, 2nd year	67½%

Apprentice structural steel erector:

1st year	70%
2nd year	85%"

8. The wage rates mentioned in subsection "*b*" of section VIII for permanent maintenance men are replaced by the following:

"Journeyman (skilled worker):	*Per week*
Zone I	$60.00
Zone II	50.00
Labourer (common worker):	
Zone I	50.00
Zone II	45.00"

L. DÉSILETS,
51071-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 679
Section "C"

Québec, le 14 juillet 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié comme suit:

L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend l'Ile de Montréal, les cités de St-Lambert, de Longueuil, de Jacques-tier et de Laflèche et les villes de Montréal-Sud, Préville, LeMoyne, Greenfield Park et Boucherville."

L. DÉSILETS,
51071-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 679
Part "C"

Quebec, July 14, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS, the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposes amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

Article II is replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal and the cities of St. Lambert, Longueuil, Jacques-Cartier and Laflèche, and the towns of Montreal-Sud, Préville, LeMoyne, Greenfield Park and Boucherville."

L. DÉSILETS,
51071-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 679
Section "D"

Québec, le 14 juillet 1959.
Présent: Le Lieutenant gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de la ville de Saint-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1297 du 26 novembre 1953 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mai 1959;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 679
Part "D"

Quebec, July 14, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the commercial establishments of the town of Saint-Félicien and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Saint-Félicien and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1297 of November 26, 1953, as amended, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council to amend the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 23, 1959;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 1297, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*b*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*b*) La semaine régulière de travail est de cinquante heures et demie (50½) pour les salariés des deux sexes, réparties de la façon suivante:

1. De 8.30 a.m. à 5.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi.

2. De 8.30 a.m. à 9.00 p.m. le vendredi et la veille des fêtes chômées ainsi que les trois (3) jours ouvrables précédant Noël.

3. Tout salarié a droit à une heure et quinze minutes (1.15) pour le repas du midi, et les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure (1) pour le repas du soir."

2° Les mots "le Vendredi-Saint jusqu'après l'Office religieux" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "*a*" de l'article IV sont remplacés par les mots "les Jours Saints durant l'heure des Offices religieux."

3° Dans l'échelle de salaires de l'article VI, l'item suivant est ajouté après "Gérant de succursale":

	Homme	*Femme*
Chef de département....	$65.00	$43.50"

4° Les salaires de la catégorie ci-après mentionnée sont remplacés par les suivants:

	Homme	*Femme*
"Commis, couturière, caissier, caissière, aide-boucher et aide-livreur:		
1er semestre.....	$25.00	$22.00
2ème semestre.....	27.00	24.00
2ème année.....	32.00	27.00
3ème année.....	38.00	30.00
4ème année.....	43.00	34.00
5ème année.....	48.00"	

L. DÉSILETS,
51071-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said decree, No. 1297, be amended as follows:

1. Paragraph "*b*" of article III is replaced by the following:

"*b*) The standard work week consists of fifty hours and one half (50½) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

1. 8.30 a.m. to 5.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday.

2. 8.30 a.m. to 9.00 p.m. on Friday and holidays eves and the three (3) working days preceding Christmas.

3. Every employee is entitled to one hour and fifteen minutes (1.15) for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the employee in the evening."

2. The words "Good Friday until after the Service" mentioned in the second sub-paragraph of paragraph "*a*" of article IV are replaced by the words "during the services of the religious holidays of the Holy Week."

3. In the wage scale of article VI, the following item is added after the one reading "Branch manager":

	Male	*Female*
"Departmental manager.	$65.00	$43.50"

4. The wages for the following category are as follows:

	Male	*Female*
"Clerk, seamtress, cashier, butcher's helper and delivery man's helper:		
1st six months.....	$25.00	$22.00
2nd six months.....	27.00	24.00
2nd year.....	32.00	27.00
3rd year.....	38.00	30.00
4th year.....	43.00	34.00
5th year.....	48.00"	

L. DÉSILETS,
51071-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 696

Québec, le 15 juillet 1959.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des pêcheries et de la chasse.

CONCERNANT LE CHEVREUIL

ATTENDU QUE les conditions biologiques du chevreuil sont dans un état perpétuel de changement et qu'il importe d'en tenir compte pour les saisons de chasse;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

QU'il soit défendu de chasser le chevreuil dans la province, sauf dans les sections suivantes:

1° Dans la section-sud de Montréal, de même que dans les comtés de Vaudreuil-Soulanges, connus sous le nom de Zone A —, du dernier samedi d'octobre au quatrième dimanche de novembre inclusivement. Toutefois, la chasse

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 696

Quebec, July 15, 1959.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Fisheries and Game.

CONCERNING DEER

WHEREAS the biological conditions of Deer are in a perpetual state of change and that it is essential to bear this in mind during the hunting seasons;

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Fisheries and Game.

THAT it be forbidden to hunt Deer in the Province, save and except in the following sections:

1. In the southern section of Montreal, as well as in the counties of Vaudreuil-Soulanges, also known as Zone A—, from the last Saturday in October to the fourth Sunday in November inclusive. However, shooting with a rifle is for-

à la carabine est défendue dans les comtés de Vaudreuil-Soulanges; la femelle et les petits sont protégés dans cette zone;

2° Dans la section sud-est de Québec, connue sous le nom de Zone B —, du dernier samedi d'octobre au quatrième dimanche de novembre inclusivement;

3° Dans la section de Gaspé (Zone C),— du premier samedi d'octobre au quatrième dimanche de novembre inclusivement. De plus, sur les territoires des Réserves Horton et Joffre, opérées par le gouvernement de la province, pour une saison additionnelle au tir à l'arc seulement, durant les quatorze jours précédant le premier samedi d'octobre;

4° Dans la section sud-ouest de la province (Zone D),— du premier samedi d'octobre au troisième dimanche de novembre inclusivement, exception faite toutefois du territoire du club seigneurial où la saison s'étendra du premier samedi d'octobre au quatrième dimanche de novembre inclusivement. De plus dans le comté de Maskinongé, une saison additionnelle de chasse au chevreuil au tir à l'arc seulement sera accordée pour les sept jours précédant le premier samedi d'octobre;

5° Dans l'île d'Anticosti (Zone E),— du quinzième jour d'août d'une année su premier jour de février de l'année suivante.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 772, en date du 24 juillet 1958, concernant le chevreuil, soit abrogée;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2207, en date du 12 août 1935, concernant l'ouverture de la saison de chasse au chevreuil sur la Seigneurie de la Petite Nation, soit abrogé.

—

2. In the southeasterly section of Quebec, known as Zone B —, from the last Saturday in October to the fourth Sunday of November inclusively;

3. In the Gaspé section (Zone C),— from the first Saturday in October to the fourth Sunday in November inclusive. Moreover, in the territories of the Horton and Joffre Reserves, operated by the Provincial Government, for an additional season of shooting with the bow only, during the fourteen days prior to the first Saturday in October;

4. In the southwesterly section of the Province (Zone D),— from the first Saturday in October to the third Sunday in November inclusive, save and except however, on the territory of the Seigniory Club where the season shall extend from the first Saturday in October to the fourth Sunday in November inclusive. Moreover in the county of Maskinongé, an additional season of Deer hunting with bow only, shall be granted for the seven days prior to the first Saturday in October;

5. In the Island of Anticosti (Zone E),— from the fifteenth day of August of one year to the first day of February of the following year.

THAT that part of Order in Council number 772, dated July 24, 1958, concernant Deer, be repealed;

THAT Order in Council number 2207, dated August 12, 1935, concerning the Deer hunting season on the Petite Nation Seigniory, be repealed.

—

CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DU CHEVREUIL ET DE L'ORIGNAL

ATTENDU QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 720, en date du 18 juillet 1957, concernant le chevreuil et l'orignal, indiquait la procédure à suivre pour l'enregistrement des carcasses;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à certains changements dans le but d'exercer un meilleur contrôle de l'enregistrement des carcasses de chevreuils et d'orignaux tués dans la province.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

1° QUE toute personne qui aura tué un chevreuil ou un orignal devra, aussitôt l'animal abattu, détacher le coupon de possession ou de transport faisant partie intégrale du permis de chasse et apposer ledit coupon sur la carcasse; ledit permis ainsi altéré, devient nul;

2° QU'elle sera tenue de faire rapport à un garde-chasse, dans les quarante-huit heures après sa sortie de la forêt, de tout chevreuil ou orignal abattu et de remettre à l'officier ledit permis de chasse à l'orignal ou au chevreuil, ainsi altéré.

3° QUE ladite personne devra produire les cornes de tout orignal ou de tout chevreuil dans les zones où la femelle est protégée, ou, simplement sur demande de l'officier qui procède à l'enregistrement;

4° QU'après avoir procédé à l'enregistrement, un sceau spécial devra être apposé, suivant la façon déterminée par l'honorable Ministre de la

CONCERNING THE REGISTRATION OF DEER AND MOOSE

WHEREAS that part of Order in Council number 720, dated July 18, 1957, concerning Deer and Moose, indicated the procedure to be followed for the registration of carcasses;

WHEREAS it is deemed advisable to proceed with certain changes in order to exert a better control upon the registering of Deer and Moose carcasses killed in the Province.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Fisheries and Game:

1. THAT any person who shall have killed a Deer or Moose shall, as soon as the animal has been killed, detatch the ownership or transportation coupon constituting an essential part of the hunting permit and affix said coupon on the carcasse; the said permit thus altered, becomes void;

2. THAT such a person shall report to a gamewarden, within twenty-four hours of his leaving the forest, as to the Deer or Moose killed, and shall hand the said Moose or Deer hunting permit thus altered, to said officer.

3. THAT said person shall produce the horns of any Moose or Deer killed in the Zones where the female is protected, or, merely upon the request of the registry officer.

4. THAT after having proceded with the registration, a special seal shall be affixed, in the manner indicaced by the Honourable the Minister

chasse et des pêcheries, à la carcasse de l'animal abattu, par l'officier qui procédera à l'enregistrement.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 772, en date du 24 juillet 1958, concernant l'enregistrement du chevreuil et de l'orignal, soit abrogée.

—

CONCERNANT LA CHASSE À LA PERDRIX

ATTENDU QUE la gélinotte à queue aiguë est encore rare;

ATTENDU QUE la population de perdrix grise et de perdrix de savane se maintient à un niveau tel qu'une saison de chasse est justifiée;

ATTENDU QUE pour la bonne administration, il y a lieu d'effectuer certains changements dans la saison de chasse à la perdrix;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

QUE la chasse à la gélinotte à queue aiguë soit prohibé;

QU'il soit défendu de chasser la perdrix grise et la perdrix de savane ainsi que la perdrix hongroise, sauf du premier samedi d'octobre au quatrième dimanche de novembre, ces deux dates incluses, aux conditions suivantes: personne ne pourra tuer ou capturer plus de cinq (5) perdrix par jour; personne ne pourra avoir en sa possession plus que la prise légale de trois (3) jours; personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession après le six (6) janvier suivant la saison de chasse précédente.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 720, en date du 18 juillet 1957, concernant la chasse à la perdrix, soit abrogée;

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 772, en date du 24 juillet 1958, concernant la chasse à la perdrix hongroise, soit abrogé.

—

CONCERNANT LE LIÈVRE

ATTENDU QUE le lièvre est un animal cyclique et que la saison de chasse et la limite de prise doivent être réglées en conséquence;

VU le paragraphe quatre (4) de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des pêcheries et de la chasse:

QUE le début de la saison de chasse au lièvre coïncide avec celui de la saison de chasse à la perdrix grise et à la perdrix de savane;

QUE cette saison de chasse s'étende dans la région environnant Montréal, telle que spécifiée dans l'arrêté en conseil numéro 1063, en date du 23 octobre 1958, jusqu'au dernier jour de février de l'année suivante et que dans ladite région la prise journalière soit de cinq (5) lièvres par chasseur;

QUE dans le reste de la province cette saison de chasse au lièvre s'étende jusqu'au quinzième jour de février inclusivement de l'année suivante:

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 695, en date du 4 juillet 1956, concernant la chasse au lièvre, soit abrogée.

L. DÉSILETS,
51112-o Greffier du Conseil Exécutif.

—

of Game and Fisheries, to the carcass of the animal, by the officer carrying out the registration.

THAT that part of Order In Council number 772, dated July 24, 1958, concernant the registration of Deer and Moose, be repealed.

—

CONCERNING THE HUNTING OF PARTRIDGE

WHEREAS Sharp-tailed Grouse is still scarce;

WHEREAS the population of Birch or Spruce Partridge is keeping at such a level that a hunting season is justified;

WHEREAS in view of good management, it is deemed expedient that certain changes be made in the Patridge hunting season;

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Fisheries and Game:

THAT the hunting of Sharp-tailed Grouse be prohibitted;

THAT it be forbidden to hung Birch or Spruce Partridge as well as Hungarian Partridge, except from the first Saturday in October to the fourth Sunday in November, these two dates included, on the following conditions: no person shall kill or capture more than five (5) Partridge per day; no person shall have in his possession more that the legal capture of three (3) days; no person shall have Partridge in his possession after the sixth day (6) of January following the preceding hunting season.

THAT that part of Order in Council number 720, dated July 18, 1957, concerning the hunting of Partridge, be repealed;

THAT that part of Order in Council number 772 dated July 24, 1958, concerning the hunting of Hungarian Partridge, be repealed.

—

CONCERNING HARE

WHEREAS Hare is a cryclical animal and that the hunting season thereof and the capture limit should be regulated accordingly;

IN VIEW of paragraph four (4) of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the opening of the hunting season for Hare coincide with that of the Birch and Spruce Partridge hunting season;

THAT said hunting season be extended in the area surrounding Montreal, as specified in Order in Council number 1063, dated October 23, 1958, to the last day of February of the following year and that in the said area the daily capture be of five (5) Hare per huntsman;

THAT in the rest of the Province, the said hunting season for Hare be extended to the fifth day of February inclusive of the following year;

THAT that part of Order in Council number 695, dated July 4, 1956, concerning the hunting of Hare, be repealed.

L. DÉSILETS,
51112 Clerk of the Executive Council.

—

Avis divers

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que les soussignés Georges Tanguay, 3500, de la Montagne, Montréal, P.Q., courtier d'assurances; Paul Tanguay, 137, rue Putney, St-Lambert, P.Q., courtier d'assurances; Paul Galipeau, 1312, rue St-Viateur, Outremont, P.Q., courtier d'assurances; Maurice Tanguay, 125, rue Daigneault, Chambly, P.Q., courtier d'assurances; Henri Chartrand, 4458, rue Christophe-Colomb, Montréal, P.Q., administrateur; Cyrille Larue, 172, boulevard Quinn, Longueuil, P.Q., administrateur, Gérard Hébert, 2825, rue Beauclerk, Montréal, P.Q., comptable ont l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: contre les accidents d'automobiles. d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, responsabilité civile, navigation intérieure, transport, maritime océanique, contre le bris de glace (plate glass), contre la maladie, contre les défectuosités d'extincteurs automatiques, sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, les intempéries, ou tout autre genre d'assurance ou de réassurance, excepté l'assurance-vie.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de juin 1959.

Signature des requérants,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

Province de Québec

Ville de Baie d'Urfée

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Baie d'Urfée s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour lettres patentes amendant sa charte (1 George V (2ième session) chapitre 67, modifiée par 2-3 Elizabeth II, chapitre 111) sur les matières suivantes:

Changer l'orthographie de "Ville de Baie d'Urfée" à "Ville de Baie d'Urfé" et pour d'autres fins.

Donné à Baie d'Urfée, ce 9e jour de juillet mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
E. M. PILKEY.

51010-29-4-o

Miscellaneous Notices

Notice of Formation of an Insurance Company

Notice is hereby given that the undersigned Georges Tanguay, 3500 de la Montagne, Montreal, Que., insurance broker; Paul Tanguay, 137, Putney Street, St. Lambert, Que., insurance broker; Paul Galipeau, 1312, St. Viateur Street, Outremont, Que., insurance broker; Maurice Tanguay, 125, Daigneault Street, Chambly, Que., insurance broker; Henri Chartrand, 4458, Christophe-Colomb Street, Montreal, Que., administrator; Cyrille Larue, 172, Quinn Blvd., Longueuil, Que., administrator; Gérard Hébert, 2825, Beauclerk Street, Montreal, Que., accountant intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q., 1941), under the name of "The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: automobile accidents, aviation, burglary with or without forcible entry, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, public liability, inland marine, ocean marine, cargo, plate glass, sickness, sprinkler leakage, boilers, cyclones, tornadoes and all other classes of insurance or reinsurance, other than life.

Given at Montreal, this ninth day of June, 1959.

Signature of petitioners,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

Province of Quebec

Town of Baie d'Urfée

Public notice is hereby given that the town of Baie d'Urfée will apply to the Lieutenant-Governor in Council, to secure letters patent amending the charter of the town (1 George V (2nd session) chapter 67, as amended by 2-3 Elizabeth II, chapter 111) as follows:

To amend the spelling of the "Town of Baie d'Urfée" to the "Town of Baie d'Urfé" and for other purposes.

Given at Baie d'Urfée, this 9th day of July, one thousand nine hundred and fifty-nine.

E. M. PILKEY,
Secretary-Treasurer.

51010-29-4-o

Montréal — Province de Québec

L'ASSOCIATION DES CHIMISTES PROFESSIONELS DU QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de l'Association des Chimistes Professionels du Québec:

Charle R. Engel	Québec
Yves Gladu	St. Hyacinthe
Adolf Monsaroff	Montréal
Donald R. Muir	Montréal
Arthur J. Parent	Montréal
Glenn E. Rothwell	Montréal
Carl F. Rumscheidt	Pointe Claire
Georges Sobolewski	Québec

14 juillet 1959.

Le Registraire,
SANBORN S. WORTHEN,
51073-o P. CHEM.

Montreal — Province of Quebec

THE ASSOCIATION OF PROFESSIONAL CHEMISTS OF QUEBEC

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec:

Charles R. Engel	Quebec
Yves Gladu	St. Hyacinthe
Adolf Monsaroff	Montreal
Donald R. Muir	Montreal
Arthur J. Parent	Montreal
Glenn E. Rothwell	Montreal
Carl F. Rumscheidt	Pointe Claire
Georges Sobolewski	Quebec

July 14, 1959.

SANBORN S. WORTHEN,
P. CHEM,
51073-o Registrar.

VILLAGE DE ST-JÉRÔME
Comté de Lac St-Jean

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 82, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: C-9, 28, 43, 72, 73, 81, 94, 103, 119, 130.

Dénomination de $500.00: D-30, 66, 94, 124.

Lesdites obligations seront remboursables le premier septembre 1959, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
51074-o LAURENT PLOURDE.

VILLAGE OF ST-JÉRÔME
County of Lake St-John

Drawing of bonds

The following bonds, issued under by-law 82, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: C-9, 28, 43, 72, 73, 81, 94, 103, 119, 130.

Denomination of $500.00: D-30, 66, 94, 124.

The said bonds shall be redeemable on the first of September 1959, from which date they shall cease to bear interest.

LAURENT PLOURDE,
51074-o The Secretary-Treasurer.

(P.G. 10488-58)

QUEBEC INDUSTRIAL LEASEHOLDS LIMITED

Règlement dix-sept

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Quebec Industrial Leaseholds Limited" (ici nommée la "Compagnie", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de neuf à trois de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à celui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Je, R. L. Munro, un assistant-secrétaire de "Quebec Industrial Leaseholds Limited" certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable du règlement dix-sept décrété par le bureau de direction de "Quebec Industrial Leaseholds Limited" à une assemblée dudit bureau dûment convoquée et tenue le 5e jour de mai 1959, et que ledit règlement dix-sept a été approuvé, ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Quebec Industrial Leaseholds Limited" dûment convoquée et tenue le 5e jour de mai 1959.

Montréal, 5 mai 1959.

(Sceau) L'Assistant-secrétaire,
51075 R. L. MUNRO.

(A.G. 10488-58)

QUEBEC INDUSTRIAL LEASEHOLDS LIMITED

By-law seventeen

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Quebec Industrial Leaseholds Limited" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from nine to three so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, R. L. Munro, an Assistant-Secretary of "Quebec Industrial Leaseholds Limited" hereby certify the foregoing to be a true copy of by-law seventeen enacted by the board of directors of "Quebec Industrial Leaseholds Limited" at a meeting of the said board duly called and held on the 5th day of May, 1959 and that the said by-law seventeen was approved, ratified, sanctioned and confirmed at a special general meeting of the shareholders of "Quebec Industrial Leaseholds Limited" duly called and held on the 5th day of May, 1959.

Montreal, May 5th, 1959.

(Seal) R. L. MUNRO,
51075-o Assistant-Secretary.

(P.G. 11941-58)

DENVIN INC.

Règlement spécial "A"

"Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à quatre, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

Qu'il soit aussi résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui soient, par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce présent règlement, lequel sera connu comme "règlement spécial A".

Montréal, 28 mai 1959.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

51076 IRVING EKLOVE.

(P.G. 13219-58)

METCALFE CONSTRUCTION CO. LTD.

Règlement spécial "A"

"Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à quatre, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

Qu'il soit aussi résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui soient, par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce présent règlement, lequel sera connu comme "règlement spécial A".

Montréal, 28 mai 1959.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire.

51077 IRVING EKLOVE.

(P.G. 13487-59)

WARNER WEATHERMASTER SALES CORP.

Règlement N° 25

"Que cette compagnie diminue le nombre de ses directeurs de 6 à 4."

Je certifie que le précédent règlement N° 25 a été décrété comme l'un des règlements de "Warner Weathermaster Sales Corp.", à une assemblée de ses directeurs dûment tenue le 20 mai 1959 à laquelle tous les directeurs restants de la compagnie étaient présents et que de plus, ledit règlement a été ratifié et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Warner Weathermaster Sales Corp.", dûment tenue le 20 mai 1959 à laquelle ledit règlement a été approuvé par un vote d'au moins les deux-tiers des actionnaires qui y étaient représentés.

(Sceau) Le Secrétaire,

51078 LEWIS WARNER.

(Sec. P. 221-59)

AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que, par nouvelle procuration exécutée le 20 avril 1959, M. William Patrick Creagh, de chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, a été nommé agent principal dans la province de Québec de "Emery Air Freight Corporation", une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite pro-

(A.G. 11941-58)

DENVIN INC.

Special by-law "A"

"The number of directors of this company shall be increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

Be it also resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company, inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as "special by law A".

Montreal, May 28th, 1959.

Certified a true copy.

IRVING EKLOVE,

51076-o Secretary.

(A.G. 13219-58)

METCALFE CONSTRUCTION CO. LTD.

Special by-law "A"

"The number of directors of this company shall be increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

Be it also resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company, inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as "special by-law A".

Montreal, May 28th, 1959.

Certified a true copy.

IRVING EKLOVE,

51077-o Secretary.

(A.G. 13387-59)

WARNER WEATHERMASTER SALES CORP.

By-law No. 25

"That this company decrease its directors from 6 to 4 in number."

I hereby certify that the foregoing by-law No. 25 has been enacted as one of the by-laws of "Warner Weathermaster Sales Corp.", at a meeting of its directors duly held on May 20th, 1959 at which were present all the remaining directors of the company and that the said by-law was further ratified and approved by a special general meeting of the shareholders of "Warner Weathermaster Sales Corp.", duly held on May 20th, 1959 at which the said by-law was approved by a vote of at least two-thirds of the shareholders represented thereat.

Montreal, May 20th, 1959.

(Seal) LEWIS WARNER,

51078-o Secretary.

(P. Sec. 221-59)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on April 20th, 1959, Mr. William Patrick Creagh, of room 1700, 360 St. James Street West, in the city of Montreal, has been appointed Chief Agent in the Province of Quebec of "Every Air Freight Corporation", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in said Province, in the place and

vince, en lieu et place de M. R. G. Cavanagh, et que suivant ladite nouvelle procuration le bureau principal de ladite compagnie dans la province de Québec est encore établi au bureau de G. M. Patry Limited, édifice Timmins, Aéroport International de Montréal, à Dorval, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 21e jour de juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51106 RAYMOND DOUVILLE.

stead of Mr. R. G. Cavanagh, and that, according to the said new Power of Attorney, the principal office of the said Company in the Province of Quebec in still established at the office of G. M. Patry Limited, Timmins Building, Montreal International Airport, at Dorval, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51106-o Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Prenez avis que la Compagnie "Auberge Mont Condor Inc.", demandera au procureur général, la permissiond'abandonner sa charte.

Daté à Val-David, ce huitième jour de juillet 1959.

AUBERGE MONT CONDOR INC.,
Le Président,
51079-o J. A. DESCHAMPS.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Earl F. O'Mara & Company Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Qué., ce 14e jour de juillet 1959.

Le Secrétaire,
51080 T. P. MILLER, C.A.

MONTREAL FLOOR & WALL TILE CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 29e jour de juin 1959.

Le Secrétaire,
51081 J. RICHER.

STRATHCONA GARMENT MFG. CO.

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Strathcona Garment Mfg. Co.", donne par les présentes, avis qu'elle demandera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 14 juillet 1959.

Le Secrétaire,
CHARLES BACAL.

Les Procureurs de la requérantes,
Kaufman, Hoffman & Respitz,
465 rue St-Jean, chambre 507.
Montréal, P.Q. 51082

AVIS

Prenez avis que la Compagnie "Lasalle Textiles Inc." demandera au Procureur Général la permis-

Charters — Surrender of

Take notice that "Auberge Mont Condor Inc.", will request the Attorney General for permission to surrender its charter.

Dated at Val David, this 8th day of July 1959.

AUBERGE MONT CONDOR INC.,
J. A. DESCHAMPS,
51079-o President.

Notice is hereby given that "Earl F. O'Mara & Company Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office on the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Que. this 14th day of July 1959.

T. P. MILLER, C.A.,
51080-o Secretary.

MONTREAL FLOOR & WALL TILE CO. LTD.

Notice is hereby given that "Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 29th day of June, 1959.

J. RICHER,
51081-o Secretary.

STRATHCONA GARMENT MFG. CO.

Under the Quebec Companies' Act "Strathcona Garment Mfg. Co.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the Company.

Montreal, July 14th, 1959.

CHARLES BACAL,
Secretary.

Kaufman, Hoffman & Respitz,
Attorneys for Applicant,
465 St. John Street, Room 507,
Montreal, P.Q. 51082-o

NOTICE

Please take notice that "Lasalle Textiles Inc." will apply to the General Attorney for leave to

sion d'abadnonner sa charte.

Les Procureurs de LASALLE TEXTILES INC.,
51093-o PINARD & PINARD.

Canada — Province de Québec
District de Chicoutimi

Prenez avis que la compagnie "Les Produits du Jeune Commerce de Chicoutimi Ltée" demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
51105-o Me LUCIEN TREMBLAY.

surrender its charter and its cancellation after such date as he may deem fit to determine.

PINARD & PINARD,
51093-o Attorneys for LASALLE TEXTILES INC.

Canada — Province of Quebec
District of Chicoutimi

Take notice that the company "Les Produits du Jeune Commerce de Chicoutimi Ltée" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Me LUCIEN TREMBLAY,
51105 Attorney for the company.

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Armin Feldmann, marchand, Baruch Werzberger, ministre, Robert Monheit, manufacturier, Mayer Pollak, fourreur, Sandor Grunwald, boulanger, Moric Treitel, marchand, Abraham Edelstein, manufacturier de broderie, Simon Reichman, marchand, Salamon Werzberger, ministre du culte, Majse Zanger, ministre du culte, Sochlem Waldman, marchand, David Grunfeld, boucher, Ernst Kremer, peintre, More Schware, tailleur, Aron Gluck, pourvoyeur, Leib Goldstein, épicier, Alexander Gellis, rembourreur, Armin Schonfeld, retraité, Hers Monheit, marchand, Hers Lipsitz, agent de voyage, tous des cité et district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Community Holy Association of United Congregations", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissoires et autres instruments négociables sous la signature de ses ou autres qui peuvent être déterminée par son bureau de direction; conserver des régistres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des régistres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à iceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de toute autre corporation similaire ou autre institution de même nature, avec le consentement de ladite corporation ou institution.

Montréal, le 12 mars 1959.

Le Procureur de la requérante,
50976-28-4 LOUIS DINER C.R.

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Armin Feldmann, merchant, Baruch Werzberger, minister, Robert Monheit, manufacturer, Mayer Pollak, furrier, Sandor Grunwald, baker, Moric Treitel, merchant, Abraham Edelstein, embroidery manufacturer, Simon Reichman, merchant, Salamon Werzberger, minister, Majse Zanger, minister, Sochlem Waldman, merchant, David Grunfeld, butcher, Ernst Kremer, painter, More Schware, tailor, Aron Gluck, caterer, Leib Goldstein, grocer, Alexander Gellis, upholsterer, Armin Schonfeld, retired, Hers Monheit, merchant, Hers Lipsitz, travel agent, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Community Holy Association of United Congregations" with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetary or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof; and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of civil status to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a licence from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of any other similar corporation or other institution of a similar nature with the consent of the said corporation or institution.

Montreal, March 12, 1959.

LOUIS DINER, Q.C.,
50976-28-4-o Attorney for Petitioners.

Département des Affaires municipales

Le sousigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er juin 1959 par le conseil municipal du village de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 14 juillet 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de St-Joseph, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 14 juillet 1959.

Le ministre des Affaires municipales,

51088-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated June 1st, 1959, of the Municipal Council of the village of St-Joseph, county of St-Hyacinthe, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 14, 1959, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of St-Joseph, with the exception of those required in the *Quebec Officeial Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 14, 1959.

PAUL DOZOIS,

51088 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 1280-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Spaulding, dans le comté de Frontenac, en celui de Audet, même comté.

Québec, le 10 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51037-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 501-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Brandon, dans le comté de Berthier, les lots 135 à 142 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, même comté.

Québec, le 8 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51038-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 379-59.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Pascalis, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire des cantons Louvicourt, Vauquelin et Villebon, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Cet avis remplace celui du 18 juin 1959.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51039-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 465-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pincourt, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, même comté.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51040-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 154-55.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Barraute, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 42 à la limite est du canton La Corne, dans les rangs VII à X inclusivement dudit

Department of Education

No. 1280-58.

Application is made to change the name of the school municipality of Spaulding, in the county of Frontenac, into that of Audet, same county.

Quebec, July 10, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51037-29-2 Superintendent of Education.

No. 501-59.

Application is made to detach from the school municipality of St-Damien-de-Brandon, in the county of Berthier, lots 135 to 142 inclusively on the official cadaster for the parish of St-Gabriel-de-Brandon, to annex them to the school municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, same county.

Quebec, July 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51038-29-2 Superintendent of Education.

No. 379-59.

Application is made to annex to the school municipality of Pascalis, in the county of Abitibi-East, the territory of the townships of Louvicourt, Vauquelin and Villebon, which has not as yet been organized from an educational point of view.

This notice replaces that of June 18, 1959.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51039-29-2 Superintendent of Education.

No. 465-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Pincourt, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the town of Terrebonne, same county.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51040-29-2 Superintendent of Education.

No. 154-55.

Application is made to annex to the school municipality of Barraute, in the county of Abitibi-East, lots 42 to the east limit of the township of La Corne, in the ranges VII to X inclusively

canton, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 8 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51041-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 426-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de La Corne, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton La Corne, rangs I-II inclusivement. Du lot 1 au 10 inclusivement; rangs III à X inclusivement. Du lot 1 au lot 41 inclusivement.

La Motte, rang I, de la rive est de la rivière Harricana à la limite est du canton; rang II, de la rive est de la rivière Harricana et d'une ligne imaginaire ayant son point de départ au nord du lot 51 et obliquant jusqu'à la pointe sud du lot 46 du rang III; rangs III à VIII inclusivement, de la rive est de la rivière Harricana à la limite est du canton.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51042-29-2-0 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 427-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton Vassan, rang III, la partie nord des lots 29, 30, 31 à partir de la rivière Harricana; rang IV, les lots de la rive est de la rivière Harricana au lot 31 inclusively; rang V, de la rive est de la rivière Harricana au lot 36 inclusivement; rangs VI, VII, de la rive est de la rivière Harricana au lot 41 inclusivement; rang VIII, la partie nord de la rivière Harricana des lots 1 à 7 inclusive ment, les lots 8 à 14 inclusivement, les lots A-B-C-D-E, et du lot 15 au lot 41 inclusivement; rangs IX, X, du lot 1 au lot 41 inclusivement.

Canton Malartic, rang VIII, la partie nord de la rivière Harricana du lot 55, le lot 56 et la partie nord de la rivière Harricana des lots 57 à la limite est du canton; rangs IX, X, de la rive est de la rivière Harricana, du lac Malartic, à la limite est du canton.

Canton La Corne, rangs I, II, du lot 11 au lot 41 inclusivement.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51043-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 425-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de St-Edmond, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton Vassan, rang III, les lots suivants: 31 partie sud de la rivière Harricana à la limite est du canton; rang IV, lot 32 à la limite est du canton; rang V, lot 37 à la limite est du canton; rangs VI à X, lot 42 à la limite est du canton.

Canton Senneville, rangs III et IV, lot 1 à la rivière Harricana; rangs V, VI, lot 1 au lac Blouin; rang VII, lot 1 au lac Blouin et la partie nord des

of the said township, territory not as yet organized from an educational point of view.

Quebec, July 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51041-29-2 Superintendent of Education.

No. 426-59.

Application is made to rectify the limits of the school municipality of La Corne, in the county of Abitibi-East, in order that they may comprise, in future, the territory herebelow described, to wit:

La Corne township, ranges I-II inclusively. From lot 1 to 10 included; ranges III to X inclusively. From lot 1 to lot 41 inclusively.

La Motte, range I, from the east bank of the Harricana River to the east limit of the township; range II, from the east bank of the Harricana River and from an imaginary line having its starting point at the north of lot 51 and in an oblique line to the south point of lot 46 of range III; ranges III to VIII inclusively, from the east bank of the Harricana River to the East limit of the township.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51042-29-2 Superintendent of Education.

No. 427-59.

Application is made to correct the limits of the school municipality of St. Vincent-de-Paul, in the county of Abitibi-East, in order that they include hereafter the territory hereinunder described, to wit:

Township of Vassan, range III, the northerly part of lots 29, 30, 31 as from the Harricana River; range IV, lots from the easterly bank of the Harricana River to lot 31 inclusively; range V, from the easterly bank of the Harricana River to lot 36 inclusively; ranges VI, VII, from the easterly bank of the Harricana River to lot 41 inclusively; range VIII, the northerly part of the Harricana River, lots 1 to 7 inclusively; lots 8 to 14 inclusively; lots A-B-C-D-E, and lot 15 to lot 41 inclusively; ranges IX, X, from lot 1 to lot 41 inclusively.

Township of Malartic, range VIII, the northerly part of the Harricana River of lot 55, lot 56 of the northerly part of the Harricana River of lots 57 as far as the easterly limit of the township; ranges IX, X, from the easterly bank of the Harricana River, from Lake Malartic to the easterly limit of the township.

Township of La Corne, ranges I, II, from lot 11 to lot 41 inclusively.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51043-29-2 Superintendent of Education.

No. 425-59.

Application is made to correct the limits of the school municipality of St. Edmond, county of Abitibi-East, in order that they incude hereafter the territory hereinder described, to wit:

Township of Vassan, range III, the following lots: 31 south part of the Harricana River as far as the easterly limit of the township; range IV, lot 32 as far as the easterly limit of the township; range V, lot 37 as far as the easterly limit of the township; ranges VI to X, lot 42 as far as the easterly limit of the township.

Township of Senneville, ranges III and IV, lot 1 as far as the Harricana River, ranges V, VI, lot 1 to Lake Blouin; range VII, lot 1 to Lake Blouin

lots 17 à 21 inclusivement; rangs VIII, IX et X, les lots 1 à 10 inclusivement.

Canton La Corne, rangs I à VI, les lots 42 à la limite est du canton.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51044-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 545-59.

ERRATUM

CITÉ DE JONQUIÈRE ET CITÉ DE KÉNOGAMI

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 6 et 13 juillet 1959, concernant les municipalités scolaires de la paroisse de St-Dominique-de-Jonquière, cité de Jonquière et cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, il faudrait ajouter à la fin du dernier paragraphe, la phrase suivante: "Ainsi que les lots 7 à 42 inclusivement du rang I et 1 à 41 du rang II, du même canton."

Québec, le 16 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

51096-o O. J. DÉSAULNIERS.

and the northerly part of lots 17 to 21 inclusively; ranges VIII, IX, X, lots 1 to 10 inclusively.

Township of La Corne, ranges I to VI, lot 42 as far as the easterly limit of the township.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51044-29-2 Superintendent of Education.

No. 545-59.

ERRATUM

CITY OF JONQUIÈRE AND CITY OF KÉNOGAMI

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on July 6 and 13, 1959, concerning the school municipalities for the parish of St-Dominique-de-Jonquière, city of Jonquière, and city of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami, at the end of the last paragraph, the following phrase must be added: "As well as lots 7 to 42 inclusively of range I and 1 to 41 of range II, of the same township."

Quebec, July 16, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,

51096 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton d'Ascot (municipalité de cité de Sherbrooke), division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 18-A-239, 18-A-245 à 18-A-280 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 juillet 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

51072-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (municipalité de cité de Dorval), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 710 à 722 et une partie des lots 706 à 709, 1046, 1047 et 21 sont annulés et le lot 1067 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 juin 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

51072-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil (municipalité de cité de Jacques-Cartier), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 138-630-A est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 juin 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

51072-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of township of Ascot (municipality of city of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 18-A-239 18-A-245 to 18-A-280 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 8, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

51072-o Deputy-Minister.

Official cadastre of the parish of Lachine (municipality of city of Dorval), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 710 to 722 and a part of lots 706 to 709, 1046, 1047 and 21 are cancelled and lot 1067 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 5, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

51072-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil (municipality of city of Jacques-Cartier) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a part of lot 138-630-A has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 30, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

51072-o Deputy-Minister.

Département du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 679 du 14 juillet 1959 (section "J"), et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

Tenue du registre

Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 520-C du 27 mai 1959 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel

Conformément au paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 520-C du 27 mai 1959 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 1er de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Certificat de qualification

Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 520-C du 27 mai 1959 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le comité paritaire crée un bureau d'examinateurs composé de 4 membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examinateurs est de 2 membres.

Le comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas $2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et $1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

Department of Labour

Notice of approval of by-law

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by "Le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières" have been approved by Order in Council number 679 of July 14, 1959 (part "J"), an dadded to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this Parity Committee have been rendered obligatory:

Keeping of a register

Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 520, part "C", of May 27, 1959, as amended, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, including all other information that may be needed for the proper enforcement of the decree.

Monthly report

Pursuant to subjection "*h*" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 520, Part "C", of May 27, 1959, as amended, to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 1st, day of each month and shall-cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee."

Certificate of competency

Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the cerritficate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree number 520, Part "C", of May 27, 1959 as amended for all the employees governed by the said decree.

The Parity Committee forms a Board of Examiners formed of 4 members to determine the qualification of employees and issue said certificates. The quorum of the Board of Examiners is 2 members.

The committee may require as examination fees a sum not exceeding $2.00 for the examination of a qualified worker and $1.00 for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité Paritaire de la coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 520, section C, du 27 mai 1959, et dont le siège social est situé à Trois-Rivières, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 679 (H) du 14 juillet 1959.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of "Le Comité-Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", formed under decree number 520, Part C, of May 27, 1959, and whose corporate seat is in Trois-Rivières, have been approved by Order in Council number 679 (H) of July 14, 1959.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "H" (Industrie des Ascenseurs) du décret, numéro 309 (A) du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret;

L'article IX de la section "H" (Industrie des Ascenseurs) sera remplacé par le suivant:

"IX. *Taux de salaires:* Les taux minima des salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien	$2.98
Aide	2.09"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

NOTICE OF AMENDMENTS

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Part "H", (Elevator Industry) of the decree number 309 (A) of april 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree;

Article IX of Part "H" (Elevator Industry) will be replaced by the following:

"IX. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic	$2.98
Helper	2.09"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis par les présentes de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil numéro 643-B du 26 juin 1957, concernant des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

Les taux de salaires pour la région de Montréal, apparaissant à l'amendement numéro 3° dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided in article 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 643-B of June 26, 1957, concerning amendments to all the decrees governing the construction industry and trades in the province;

The rates of wages for the region of Montreal, as mentioned in amendment number 3 of the said Order will be replaced by the following:

	Méca-nicien	*Aide*
"*Région de Montréal:* comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec	$2.98	$2.09"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

	Me-chanic	*Helper*
"*Montreal region:* including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region	$2.98	$2.09"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément au dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiceries dans la cité de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "*b*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*b*) *Juridiction territoriale:* Le présent décret s'applique à la cité de Joliette et aux villes de l'Assomption et Repentigny et au territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites".

2° Le paragraphe "*a*" de l'artidle III sera remplacé par le suivant:

"III. *Heures de travail: a*) Dans la cité de Joliette, la ville de l'Assomption et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites, la semaine régulière de travail est de cinquante-et-une heures et demie (51½) réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Dans la ville de Repentigny et un rayon de trois (3) milles de ses limites, la semaine régulière de travail est de cinquante-deux (52) heures réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocery, butcher shop and restaruant-grocery employees in the city of Joliette, rendered obligatory by the decree No. 1336 of April 18, 1946 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "*b*" of article II will be replaced by the following:

"*b*) *Territorial jurisdiction:* The present decree applies to the city of Joliette and the towns of l'Assomption and Repentigny and to the territory comprised in a radius of three (3) miles around the limits thereof.".

2. Paragraph "*a*" of article III will be replaced by the following:

"III. *Hours of work: a*) In the city of Joliette, the town of l'Assomption and a radius of three (3) miles from their limits, the standard work week consists of fifty-one hours and a half (51½) distributed as follows:

On Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;

On Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

In the town of Repentigny and a radius of three (3) miles from its limits, the standard work week consists of fifty-two (52) hours distributed as follows:

On Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;

On Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

vra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret 520, section "C", du 27 mai 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 679 du 14 juillet 1959, section "I", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et les taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520, section "C", doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 520, section "C", doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une r´munération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520, section "C", est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520, section "C", doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, formed under decree number 520, Part "C", of May 27, 1959 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 679 of July 14, 1959, part "I" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends fron July 1, 1959, to July 1, 1960; such levy is laid in the following manner;

a) The professsional employers governed by the decree number 520, Part "C", shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the payroll (commission, bonuses, allocations paid to their employees governed by the said decree).

b) The artisans governed by the said decree, number 520, Part "C", shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of an average weekly wage rate of $80.00, Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree number 520, Part "C", is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) All employees governed by the said decree, number 520, Part "C", shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deductions from their wages.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The Committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport finfincier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 1er juillet 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1959 et le 1er juillet 1960.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 375.00
Salariés	375.00
Artisans	900.00
Honoraires d'examens	125.00
	$1,775.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 300.00
Inspecteur	300.00
Employés de bureau	150.00
Frais de déplacement	663.00
Bureau des examinateurs	60.00
Loyer et éclairage	37.00
Frais judiciaires et professionnels	30.00
Impression et papeterie	60.00
Poste, téléphone et télégrammes	55.00
Dépréciation, ameublement et agencement	20.00
Frais des délégués	70.00
Vérification des livres	25.00
Assurance fidéjussion	5.00
	$1,775.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité paritaire de l'Alimentation en Détail de Sherbrooke et Région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 679 du 14 juillet 1959, (section "F"), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1959 au 15 janvier 1960; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The assessments owed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts, and disbursements of "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", for the period between July 1, 1959 and July 1, 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1959, and July 1, 1960.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 375.00
Employees	375.00
Artisans	900.00
Examination fees	125.00
	$1,775.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 300.00
Inspector	300.00
Office employees	150.00
Travelling expenses	663.00
Board of examiners	60.00
Rent and lighting	37.00
Judicial and professional fees	30.00
Printing and stationery	60.00
Postage, téléphone and telegraph	55.00
Depreciation, furniture and fixtures	20.00
Expenses of delegates	70.00
Auditing	25.00
Guarantee bond	5.00
	$1,775.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), as amended, that the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, formed under decre number 20 of January 5, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 679 of July 14, 1959, (Part "F"), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 30, 1959, to January 15, 1960, such levy shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 20 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 20 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé par le comité à $20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 20 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, nu état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et région, pour la période comprise entre le 30 juin 1959 et le 15 janvier 1960.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1959 et le 15 janvier 1960.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,200.00
Salariés	1,200.00
Artisans	250.00
Recettes diverses	100.00
	$2,750.00

a) All professional employers governed by the said decree, number 20 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for all employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 20 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage rate fixed at $20.00 per week by the Committee.

c) All employees governed by the said decree, number 20 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee.

The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial opreations and file it with the Department of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, for the period between June 30, 1959 and January 15, 1960.

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL FOOF TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 30, 1959 and January 15, 1960.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,200.00
Employees	1,200.00
Artisans	250.00
Miscellaneous	100.00
	$2,750.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$ 800.00
Frais de déplacement:	
Inspection	555.00
Administration	100.00
Loyer du bureau	300.00
Frais légaux	50.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	100.00
Ameublement et accessoires de bureau	50.00
Vérification des livres	50.00
Assurances et frais de cautionnement	2.50
Frais de déplacement du président et des membres	75.00
Jetons de présence aux membres du Comité	200.00
Taxes d'affaires et autres	12.50
Publicité	155.00
Dépenses diverses et imprévues	300.00
	$2,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juillet 1959. 51071-o

Disbursements:

Wages:	
Secretary	$ 800.00
Travelling Expenses:	
Inspection	555.00
Administration	100.00
Office Rent	300.00
Legal Fees	50.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	100.00
Furniture and Fixtures	50.00
Auditing	50.00
Insurance and fidelity bond	2.50
Travelling expenses of president and members	75.00
Committee members attendance fees	200.00
Business and other taxes	12.50
Publicity	155.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	300.00
	$2,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1959. 51071-o

Examen du Barreau

Bar Examination

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Sylvestre	Jacques	20	3155, rue Girouard, Saint-Hyacinthe.

Sorel, ce 14 juillet, 1959.— Sorel, July 14th 1959.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL-A. PÉLOQUIN,
Secretary of the Bar of Richelieu.

51091-o

Nominations

Appointments

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plû à son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETUNRNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Charlevoix	Cloutier, Henri (1)	Gérant — Manager	La Malbaie.

(1) En remplacement de monsieur Samuel Warren, démissionnaire.— In the place of Mr. Samuel Warren, resigner.

Québec, le 20 juillet 1959.
Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.
51092-o

Quebec, July 20th, 1959.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.
51092-o

LISTE DES PRÉSIDENTS D'ÉLECTION

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou métier — Profession or calling	Adresse du bureau officiel — Address of official office
Labelle	Lafontaine, Henri	Protonotaire et greffier — Protonotary and clerk.	142, de la Madone, Mont-Laurier, P.Q.
Lac-Saint-Jean	Fleury, J.-Oswald	Chef-opérateur — Control-operator.	114, Highway Street, Isle Maligne, P.G.

Le présent avis est donné conformément à l'article 20, de la Loi électorale de Québec.

Québec, le 21 juillet 1959.

Le Président général des élections,

51092-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

LIST OF RETURNING-OFFICERS

The present notice is given in conformity with the article 20, of the Quebec Election Act.

Quebec, July 21st, 1959.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

51092-o Chief Returning-Officer.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A MM. Henri LaFontaine, protonotaire et greffier à Mont-Laurier, président d'élection du district électoral de Labelle, J.-Oswald Fleury, chef opérateur, président d'élection du district électoral de Lac-Saint-Jean.

SALUT.

PROCLAMATION

Nous vous ordonnons de faire faire, conformément à la Loi et après qu'avis du jour et du lieu en aura dûment été donné, l'élection, dans le district électoral de Labelle, pour remplacer M. Pierre Bohémier, décédé; dans le district de Lac-Saint-Jean, pour remplacer M. J.-Antonio Auger, démissionnaire; et de fixer la présentation des candidats à cette élection au mercredi, deuxième jour de septembre 1959 et le scrutin, s'il y a lieu, au mercredi, seizième jour de septembre 1959 et de faire à notre président général des élections, à Québec, aussitôt que possible et au plus tard mercredi, trentième jour de septembre 1959 un rapport lui faisant connaître le nom du candidat qui aura été élu.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le quinzième (15ème) jour de juillet, en l'an de grâce 1959, et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le Président général des élections,

51092-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To Messrs: Henri LaFontaine, protonotary and clerk at Mont-Laurier, returning-officer of the electoral district of Labelle, J.-Oswald Fleury, control-operator, returning-officer of the electoral district of Lac-Saint-Jean.

GREETING.

PROCLAMATION

We command you that, after notice of time and place of election being duly given, you do cause election to be made according to law, in the electoral district of Labelle, in order to replace Mr. Pierre Bohémier, deceased; in the electoral district of Lac-Saint-Jean in order to replace Mr. J.-Antonio Auger, resigner; and that you do cause the nomination of candidates for such election to be held on Wednesday, second day of September 1959, and polling, if necessary, on Wednesday, sixteenth day of September 1959, and as soon as possible and at the latest Wednesday, the thirtieth day of September 1959, report to our Chief Returning-Officer at Quebec, informing him of the name of the elected candidate.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused the Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth (15th) day of July, in the year of Our Lord 1959, and the eighth year of Our Reign.

By command,

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

51092-o Chief Returning-Officer.

Sièges sociaux

Daram Limited

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 17 avril 1959, et a établi son siège social à 5757 ave. Decelles, en les cité et district de Montréal, Québec.

Montréal, 17 avril 1959.

Le Président,
51083 A. APPEL.

American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd." constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 15e jour de février 1959, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à chambre 1700, Édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de mai 1959.

Le Président,
51089 JEAN DESJARDINS.

Canada — Province de Québec

Dans l'affaire de:
Breal Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu d'une résolution du bureau de direction de "Breal Construction Limitée", le 20 juin 1959, la compagnie "Breal Construction Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 septembre 1958, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 1833 de la rue Sherbrooke est à Montréal, dans le district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 6 juillet 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
51090-o DENIS-R. LANCTÔT.

Avis de changement de Bubeau Principal

Avis est donné que la Compagnie "Paradis & Morin Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1950 et ayant son bureau principal dans Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au munéro 8930 de la rue Tanguay, l'a transporté au numéro 232 de la rec St. Jacques Ouest.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14ième jour de juillet 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
51095-o Mme CLAUDE DAVID.

Head Offices

Daram Limited

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec on April 17th 1959, and has established its head office at 5757 Decelles Avenue, in the city and district of Montreal, Quebec.

Montreal, April 17th, 1959.

A. APPEL,
51083-o President.

American Continental Real Estate and Ivestment Company (Ameco), Ltd.

Notice is hereby given that "American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd.", incorporated in the province of Quebec by letters patent, granted under Lart I of the Quebec Companies' Act, on the 15th day of February, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 1700, The Royal Bank Building, 306 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1959.

JEAN DESJARDINS,
51089-o President.

Canada — Province of Quebec

In the matter of:
Breal Construction Limitée

Notice is hereby given that in virtue of a resolution of the board of directors of "Breal Construction Limitée", held the 20th of June 1959, the said company "Breal Construction Limitée", company incorporated by letters patent from September 5, 1958, and having it said office in the city of Montreal, district of Montreal, has established itsoffice at 1833 east Sherbrooke Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of July, 1959.

(Seal) DENIS-R. LANCTÔT,
51090-o Secretary.

Notice of Change in Head Office

Notice is given that the company "Paradis & Morin Ltée.", incorporated by letters patent dated March 4, 1950, and having its head office in Montreal, where it office has been situated at 8930 Tanguay Street to this date, has transferred it to number 232 St-James Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of July, 1959.

(Seal) Mrs. CLAUDE DAVID,
51095 Secretary.

Avis est donné que la compagnie "M. Desormiers & Fils Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies du Québec en date du 21ième jour de janvier 1959 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 8866 de la rue Clark.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14ième jour de juillet 1959.

51094-o M. DESORMIERS.

Notice is hereby given that the company "M. Desormiers & Fils Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, dated the 21st day of January, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 8866 Clark Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of July, 1959.

51094 M. DESORMIERS.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné André-A. Ross, secrétaire-trésorier, C. P. 454, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 18 août 1959, pour l'achat de $540,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 mai 1959 — Construction d'une école de garçons dans la paroisse St-Robert.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $540,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er août 1960	x	$42,500.00
1er août 1961	x	45,000.00
1er août 1962	x	47,500.00
1er août 1963	x	50,000.00
1er août 1964	x	52,500.00
1er août 1965	x	55,500.00
1er août 1966		12,000.00
1er août 1967		13,000.00
1er août 1968		13,500.00
1er août 1969		14,500.00
1er août 1970		15,000.00
1er août 1971		16,000.00
1er août 1972		17,000.00
1er août 1973		17,500.00
1er août 1974		18,500.00
1er août 1975		19,500.00
1er août 1976		21,000.00
1er août 1977		22,000.00
1er août 1978		23,000.00
1er août 1979		24,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $278,817.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de $46,469.60 et cinq versements de $46,469.58, de

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André-A. Ross, Secretary-Treasurer, P. O. B. 454, Rimouski, county of Rimouski, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, August 18, 1959, for the purchase of an issue of $540,000.00 of bonds for the school commissioners of the municipality of Rimouski, county of Rimouski, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payble semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 29, 1959 — Construction of a boys' school in the parish of St-Robert.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $540,000.00 — 20 years

Year		*Capital*
August 1st, 1960	x	$42,500.00
August 1st, 1961	x	45,000.00
August 1st, 1962	x	47,500.00
August 1st, 1963	x	50,000.00
August 1st, 1964	x	52,500.00
August 1st, 1965	x	55,500.00
August 1st, 1966		12,000.00
August 1st, 1967		13,000.00
August 1st, 1968		13,500.00
August 1st, 1969		14,500.00
August 1st, 1970		15,000.00
August 1st, 1971		16,000.00
August 1st, 1972		17,000.00
August 1st, 1973		17,500.00
August 1st, 1974		18,500.00
August 1st, 1975		19,500.00
August 1st, 1976		21,000.00
August 1st, 1977		22,000.00
August 1st, 1978		23,000.00
August 1st, 1979		24,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $278,817.50 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of $46,469.60 and five instalments of $46,469.58, from 1960 to

1960 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 18 août 1959 à 8.00 heures du soir, au bureau de la commission scolaire à l'école Secondaire Langevin, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 22 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ-A. ROSS.

Adresse postale: C.P. 454,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Téléphone: RAymond 3-4228. 51108-o

Province de Québec

VILLE DE ROSEMÈRE
(Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, William Thomas Aspell, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Rosemère, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, 10 août 1959, pour l'achat de $85,000.00 d'obligations de la ville de Rosemère dans le comté de Terrebonne datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° T-14 — Achat de terrain, construction d'un poste de pompiers, achat de l'équipement autres travaux et consolidation du déficit.

1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 18, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the school commission at the Secondary School, St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, county of Rimouski.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), July 22, 1959.

ANDRÉ-A. ROSS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 454,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Telephone: RAymond 3-4228. 51108

Province of Quebec

TOWN OF ROSEMÈRE
(Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned William Thomas Aspell, Secretary-Treasurer, Town Hall, Rosemère, county of Terrebonne, until 8.30 p.m., Monday, August 10th, 1959, for the purchase of an issue of $85,000.00 of bonds of the town of Rosemère in the county of Terrebonne dated August 1st, 1959 and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. T-14 — Purchase of land, construction of a fire hall, purchase of equipment, other works and consolidation of the deficit.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$85,000.00—10 ans

Année	*Capital*
1er août 1960	$8,500.00
1er août 1961	8,500.00
1er août 1962	8,500.00
1er août 1963	8,500.00
1er août 1964	8,500.00
1er aout 1965	8,500.00
1er aout 1966	8,500.00
1er août 1967	8,500.00
1er août 1968	8,500.00
1er août 1969	8,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rosemère, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, aussi bien qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas remboursables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue lundi, le 10 août 1959 à 8.30 heures p.m., à la salle de l'École St-Patrick, rue de l'Académie, Rosemère, comté de Terrebonne.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rosemère, (Comté de Terrebonne), ce 22 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM THOMAS ASPELL.

Hôtel de Ville, 186 rue Philip,
Rosemère, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: NAtional 5-2446. 51109

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $85,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
August 1st, 1960	$8,500.00
August 1st, 1961	8,500.00
August 1st, 1962	8,500.00
August 1st, 1963	8,500.00
August 1st, 1964	8,500.00
August 1st, 1965	8,500.00
August 1st, 1966	8,500.00
August 1st, 1967	8,500.00
August 1st, 1968	8,500.00
August 1st, 1969	8,500.00

The successful tenderer agress to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rosemère, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively; after which date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 10th, 1959, at 8.30 o'clock p.m., at St. Patrick's School Hall, Academy Street, Rosemère, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rosemère, (County of Terrebonne), this July 22, 1959.

WILLIAM THOMAS ASPELL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 186 Philip Street,
Rosemère, (Terrebonne), P.Q.,
Telephone: NAtional 5-2446. 51109-o

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Chas.-Ed. Desjardins, secrétaire-trésorier, 62 rue Blainville ouest, Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 11 août 1959, pour l'achat de $15,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année,

Province of Quebec

The school commissioners for the municipality of Sainte-Thérèse-West
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Chas.-Ed. Desjardins, secretary-treasurer, 62 Blainville St., West, Sainte-Thérèse, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, August 11, 1959, for the purchase of an issue of $15,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Sainte-Thérèse-West, county of Terrebonne, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable

payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 novembre 1958 — achat d'ameublement et dépenses supplémentaires encourues pour la construction de l'école Notre-Dame-de-Fatima.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $15,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1960	$ 500.00
1er août 1961	500.00
1er août 1962	500.00
1er août 1963	500.00
1er août 1964	500.00
1er août 1965	500.00
1er août 1966	500.00
1er août 1967	500.00
1er août 1968	500.00
1er août 1969	500.00
1er août 1970	1,000.00
1er août 1971	1,000.00
1er août 1972	1,000.00
1er août 1973	1,000.00
1er août 1974	1,000.00
1er août 1975	1,000.00
1er août 1976	1,000.00
1er août 1977	1,000.00
1er août 1978	1,000.00
1er août 1979	1,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 11 août 1959 à 8.00 heures du soir, à l'hôtel de ville, Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservant le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 11, 1958 — purchase of furniture and supplementary expenses incurred for the construction of the Notre-Dame-de-Fatima school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $15,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1960	$ 500.00
August 1st, 1961	500.00
August 1st, 1962	500.00
August 1st, 1963	500.00
August 1st, 1964	500.00
August 1st, 1965	500.00
August 1st, 1966	500.00
August 1st, 1967	500.00
August 1st, 1968	500.00
August 1st, 1969	500.00
August 1st, 1970	1,000.00
August 1st, 1971	1,000.00
August 1st, 1972	1,000.00
August 1st, 1973	1,000.00
August 1st, 1974	1,000.00
August 1st, 1975	1,000.00
August 1st, 1976	1,000.00
August 1st, 1977	1,000.00
August 1st, 1978	1,000.00
August 1st, 1979	1,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Thérèse, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 11, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Sainte-Thérèse, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Thérèse (Comté de Terrebonne), ce 22 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
CHAS.-ED. DESJARDINS.

62, rue Blainville ouest,
Sainte-Thérèse (Terrebonne), P.Q.
Tél.: TAlbot 3-3160. 51110-o

Province de Québec

VILLE DE WATERLOO
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Renaud, secrétaire-trésorier, C.P. 50, Waterloo, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi le 11 août 1959, pour l'achat de $187,500.00 d'obligations de la ville de Waterloo datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 241 — acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $187,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1960	$ 5,500.00
1er août 1961	6,000.00
1er août 1962	6,000.00
1er août 1963	6,500.00
1er août 1964	7,000.00
1er août 1965	7,500.00
1er août 1966	7,500.00
1er août 1967	8,000.00
1er août 1968	8,500.00
1er août 1969	9,000.00
1er août 1970	9,500.00
1er août 1971	9,500.00
1er août 1972	10,000.00
1er août 1973	10,500.00
1er août 1974	11,000.00
1er août 1975	12,000.00
1er août 1976	12,500.00
1er août 1977	13,000.00
1er août 1978	13,500.00
1er aout 1979	14,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou

Sainte-Thérèse (County of Terrebonne), July 22, 1959.

CHAS.-ED. DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

62 Blainville Street, West,
Sainte-Thérèse (Terrebonne), P.Q.
Tel.: TAlbot 3-3160. 51110

Province of Quebec

TOWN OF WATERLOO
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-A. Renaud, Secretary-Treasurer, P.O.B. 50, Waterloo, county of Shefford, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, August 11, 1959, for the purchase of an issue of $187,500.00 of bonds for the town of Waterloo dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 241 — acquisition of immoveables for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $187,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1960	$ 5,500.00
August 1st, 1961	6,000.00
August 1st, 1962	6,000.00
August 1st, 1963	6,500.00
August 1st, 1964	7,000.00
August 1st, 1965	7,500.00
August 1st, 1966	7,500.00
August 1st, 1967	8,000.00
August 1st, 1968	8,500.00
August 1st, 1969	9,000.00
August 1st, 1970	9,500.00
August 1st, 1971	9,500.00
August 1st, 1972	10,000.00
August 1st, 1973	10,500.00
August 1st, 1974	11,000.00
August 1st, 1975	12,000.00
August 1st, 1976	12,500.00
August 1st, 1977	13,000.00
August 1st, 1978	13,500.00
August 1st, 1979	14,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st,

avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 11 août 1959 à 8.00 heures du soir, en l'hôtel de ville, Waterloo, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo, (Comté de Shefford), ce 22 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. RENAUD.

Adresse postale: C.P. 50,
Waterloo, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 332. 51111-o

1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 11, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Waterloo, county of Shefford.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo, (County of Shefford), July 22, 1959.

J.-A. RENAUD,
Secretary-Treasurer.

Postal address: C.P. 50,
Waterloo, (Shefford), P.Q.
Telephone: 332. 51111

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 453 616. Dame Gilberte Chénier et vir, demanderesse vs Dame Aline Chénier et vir et Charles Édouard Chénier, défendeurs, et Alfred Gervais, mis en cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Jean St-Germain, le 15 juin 1959, dans une cause dans laquelle Dame Gilberte Chénier, ménagère, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Armand Villeneuve, plombier, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de co-légataire universelle à la succession de feue Dame Misael Bernier, et ledit Armand Villeneuve pour autoriser son épouse si besoin est, est demanderesse, et Dame Aline Chénier, épouse séparée de biens par contrat de mariage de René Messier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de légataire universelle de ladite succession, et ledit René Messier pour autoriser son épouse si besoin est, et Charles Édouard Chénier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de co-légataire universel à ladite succession, et al, sont défendeurs, et Alfred Gervais, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de ladite succession est mis en cause, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

A) Un lot de terre connu et désigné sous le N° mille trois cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot N° quatre cent sept (407-1398) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe:

B) Un emplacement situé sur la rue Delisle, dans le quartier Ste-Cunégonde de la cité de Montréal, connu et désigné sous le N° six cent quarante-deux (642) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ledit emplacement 30 pieds de front par 90 pieds de profondeur, mesure

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 453 616. Dame Gilberte Chénier et vir, plaintiff vs Dame Aline Chénier et vir and Charles Édouard Chénier, defendants, and Alfred Gervais, mis en cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Jean St-Germain, on the 15th day of June 1959, in a case in which Dame Gilberte Chénier, housewife, wife separated as to property by marriage contract of Armand Villeneuve, plumber, of the city and district of Montreal, personally as well as in his capacity as universal co-legatee to the estate of the late Dame Misael Bernier, and the said Armand Villeneuve to authorize his wife if need be, is plaintiff, and Dame Aline Chénier, wife separated as to property by marriage contract of René Messier, of the city and district of Montreal, in her capacity as universal legatee of the said estate, and the said René Messier to authorize his wife if need be, and Charles Édouard Chénier, of the city and district of Montreal, in his capacity as universal co-legatee to the said estate, et al, are defendants, and Alfred Gervais, of the city and district of Montreal, in his capacity as testamentary executor of the said estate, is mis en cause, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

A) "A lot of land known and designated under No. one thousand three hundred and ninety-eight of the subdivision of lot No. four hundred and seven (407-1398) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe;

B) An emplacement situated on Delisle Street in St. Cunégonde Ward of the city of Montreal, known and designated under number six hundred and forty-two (642) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said emplacement 30 feet in front by 90 feet in depth, English

anglaise et plus ou moins, avec maison et autres bâtisses y érigées et portant les Nos civiques 2668 à 2674 de ladite rue;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZE AOÛT 1959, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille cinq cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 2 juillet 1959.

Les procureurs des défendeurs,
50975-28-2-o BEAUPRÉ & TRUDEAU.

measure and more or less, with a house and other buildings thereon erected and bearing civic numbers 2668 to 2674 of the said street;"

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWELFTH day of AUGUST, 1959, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, July 2nd, 1959.

BEAUPRÉ & TRUDEAU,
50975-28-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel-de-Ville de la cité de la Pointe-aux-Trembles, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-neuf (1959), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 26 juin 1959, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF POINTE-AUX-TREMBLES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auxtion at the office of the council at the City Hall of the city of Pointe-aux-Trembles, on TUESDAY the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST nineteen hundred and fifty-nine (1959), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and School taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated the 26th of June, 1959, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions — Subdivisions
Archambault, Célina, épouse de-wife of François Bonneau.	205	132.
Charlebois, Fortunate, épouse de-wife of Raoul Dumas, Eugène Charlebois *et al.*	198	241.
Colosimo, George	175	476, 477, 478
Avec bâtisses y dessus érigées		With buildings thereon erected.
Labrie, Roger	205	942, 943.
Rémillard, Victor	198	95, 96.
Sansoucy, Albert	198	394, 395, 396.
Smith, Curtis	182	310.
Robitaille, Clément *et al*	212	26 pt.
La partie sud-est, de forme irrégulière, du lot connu et désigné sous le numéro vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro deux cent douze (pte 212-26)		The southeasterly part of irregular form of the lot known and designated under number twenty-six, official subdivision of original lot number two hundred

sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornée au nord-ouest par le lot originaire N° 236; au sud-est par le lot N° 212-25; au sud-ouest par partie du lot N° 212-27; au nord-est par le 55e avenue (lot N° 212-201); contenant en superficie, deux mille huit cent trente-deux pieds 2832′) carrés, plus ou moins, mesure anglaise.

and twelve (p. 212-26), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded northwesterly by the original lot No. 236; southeasterly by lot No. 212-25; southwesterly by part of lot No. 212-27; northeasterly by the 55th Avenue (lot No. 212-201); containing as area of two thousand eight hundred and thirty-two (2832′) square feet, more or less, English measure.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions Subdivisions
Déry, R. C.	211	322 pt.
La partie sud-est, de forme irrégulière, du lot connu et désigné sous le numéro trois cent vingt-deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent onze (pte 211-322) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-au-Trembles, bornée au nord-ouest par le lot originaire numéro 236, au sud-est par le lot N° 211-321, au nord-est par partie du lot N° 212-27 et au sud-ouest par la 54e avenue (lot N° 211-308); contenant en superficie deux mille trente-deux pieds (2032′) carrés, plus ou moins, mesure anglaise.		The southeasterly part of irregular form of the lot known and designated under number three hundred twenty-two, official subdivision of original lot number two hundred and eleven, (p. 211-322) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded northwesterly, by the original lot No. 236; southeasterly by lot No. 211-321; northeasterly by part of lot No. 212-27; southwesterly by the 54th avenue (lot No. 211-308); containing as area of two thousand and thirty-two (2032′) square feet, more or English measure.
Déry, R.C.	212	27 pt.
La partie sud-est, de forme irrégulière, du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro deux cent douze (pte 212-27), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornée au nord-ouest par le lot originaire N° 236; au sud-est par le lot No. 212-24; au sud-ouest par partie du lot N° 211-322; au nord-est par partie du lot No. 212-26; contenant en superficie six cent dix-neuf pieds (619′) carrés, plus ou moins, mesure anglaise. Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situées dans la cité de la Pointe-aux-Trembles. Ladite vente sera en outre faire avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.		The southeasterly part of irregular form of the lot known and designated under number twenty-seven, official subdivision of original lot number two hundred and twelve (p. 212-27), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded northwesterly by the original lot No. 236; southeasterly by lot No. 212-24; southwesterly by part of lot No. 211-322; northeasterly, by part of lot No. 212-26; containing as area of six hundred and nineteen 619′) square feet, more or less, English measure. The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the city of Pointe-aux-Trembles. The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Donné en la cité de la Pointe-aux-Trembles, ce vingtième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) PAUL A. TRUDEAU.

51099-30-2-o

Given at the city of Pointe-aux-Trembles, this twentieth day of July, nineteen hundred and fifty-nine.

(Signed) PAUL A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

51099-30-2-o

Province de Québec

CITÉ DE MONTRÉAL-NORD
(Comté de Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'hôtel de ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le DIX-NEUF AOÛT, mil neuf cent cinquante-neuf (1959) à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 2 juillet 1959, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, art. 550, tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec

CITY OF MONTREAL-NORTH
(County of Laval)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the council of the city of Montreal-North, on WEDNESDAY, the NINETEENTH (19th) of AUGUST, nineteen hundred and fifty-nine (1959) at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 2nd 1959, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions Subdivisions
Amlit Builders Supplies Ltd. Avec bâtisse dessus érigée.	5	6-1, 6-2, 6-3, 7. With building thereon erected.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions — Subdivisions
Mme-Mrs. Rubin Charbonneau	7	3.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
People Mutual Building Society	30	40.
John Fisher	30, 31	39, 109.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Patrick Trottier	38	955, 956.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Gérard Pigeon	38	1005, 1006.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Claude Ouimet	38	1049, 1050.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
J. L. O'Reilly	38	1101.
Irenée Bastien	48	23, 25.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
James McCartney	86, 90	202, 203, 475, 476.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
J. Marie Lépine	86	247, 248.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Sabastino Brunozzi	93	400, 401, 416, 417.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Laurendale Homes Ltd.	97	34.
Thomas Forrest	97	245, 256.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Three Stars Films Inc.	116	311, 312, 313.
Avec bâtisse dessus érigée.		With building thereon erected.
Sound Construction	116	347, 350.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la cité de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and situated in the city of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce vingt et unième (21e) jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-neuf (1959).

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, C.A.

51100-30-2-o

Given at the city of Montreal-North, this twenty-first (21st) day of July, nineteen hundred and fifty-nine (1959).

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

51100-30-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 8971. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs ROMUALD PAQUETTE, domicilié à Frélighsburg, comté de Missisquoi, Qué., défendeur.

"Une terre de cent vingt-six acres en superficie, plus ou moins, désignée par la moitié ouest du lot numéro trois cent quarante (½ O. 340) et par tout le lot numéro trois cent soixante-dix-neuf (379) du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Armand Est, comté de Missisquoi; avec toutes les bâtisses érigées sur ladite terre; ladite

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 8971. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, vs ROMUALD PAQUETTE, domiciled et Frélighsburg, county of Missisquoi, Que., devendant.

"A farm of one hundred and twenty-six acres in area, more or less, designated by the western half of lot number three hundred and forty (½ W. 340) and by the whole lot of number three hundred and seventy-nine (379) of the official cadaster of the said parish of St-Armand East, county of Missisquoi; with all the build-

moitié dudit lot 340 est bornée à l'est et au nord par le terrain de William Tait ou représentants, à l'ouest par ledit lot 379; et au sud par le terrain de Mary E. Harvey ou représentants."

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-François d'Assise de Frélighsburg, dans le comté de Missisquoi, district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué., ce 25 juin 1959. 50932-27-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 8062. J. U. LEVASSEUR & FILS LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Ste-Angèle de Laval, demandeurs, vs FERNANDO BRUNELLE, cultivateur résidant à West-Shefford, district de Bedford, défendeur.

"Les lots numéros 524, 525, 529, 683 et 684 du cadastre officiel de la partie est du canton de Farnham".

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-François-Xavier de West-Shefford, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué, ce 25 juin 1959. 50933-27-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour locale de Magistrat pour Sept-Iles
Comté de Saguenay

N° 7421. PHILIPPE TURGEON, demeurant et résidant à Sept-Iles, district de Saguenay, demandeur, vs EDGAR LABRIE demeurant à Shelter Bay, district de Saguenay, actuellement à Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

Un terrain situé au premier rang de Ste-Anne-des-Monts, ayant de est à ouest une largeur de 72.7 pieds à la ligne nord-ouest et de 75 pieds à celle sud-est par une profondeur de 54.9 pieds mesurée dans la ligne nord-est, avec bâtisses dessus construites, ledit terrain faisant partie du lot N° 26-A-2 du cadastre officiel du fief Ste-Anne-des-Monts, borné au nord-ouest, au sud-est et au nord-est par Charles-Édouard Pelletier, au sud-ouest par le vendeur Auguste Lemieux.

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière à Martre, MARDI le QUATRIÈME jour d'AOÛT, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Le 29 juin, 1959. 50956-27-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 37,142, 38,909. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE CAP-AU-RENARD, corps politique incorporé ayant un bureau d'affaires dans la municipalité de Cap-au-Renard, demandeur, vs ACHILLE VALLÉE, Cap-au-Renard, comté de Gaspé, défendeur.

---

ings thereon erected on the said farm; the said half of the said lot 340 is bounded on the East and on the north by the land of William Tait or representatives, on the west, by the said lot 379; and on the south, by the land of Mary E. Harvey or representatives."

To be sold in block, at the parochial church door of St-François d'Assise of Frelighsburg, in the county of Missisquoi, district of Bedford, on the NINETEENTH day of AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., June 25, 1959. 50932-27-2

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 8062. J. U. LEVASSEUR & FILS LTÉE, corporation legally incorporated having its head office at Ste-Angèle of Laval, plaintiffs, vs FERNANDO BRUNELLE, farmer, residing at West-Shefford, district of Bedford, defendant.

"Lots numbers 524, 525, 529, 683 and 684 of the official cadaster of the east part of the township of Farnham".

To be sold in block at the door of the parochial church of St-François-Xavier of West-Shefford, in the county of Shefford, district of Bedford, on the TWENTIETH day of AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, Que., June 25, 1959. 50933-27-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Local Magistrate's Court for Sept-Iles
County of Saguenay

No. 7421. PHILIPPE TURGEON, domiciled and residing at Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff vs EDGAR LABRIE, residing at Shelter Bay, district of Saguenay, presently at Ste. Anne-des-Monts, district of Gaspé, P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

A piece of land situated on range one of Ste. Anne-des-Monts, having from east a width of 72.7 feet at the northwesterly line and 75 feet at that of the southeast, by a depth of 54.9 feet measured within its northeasterly line, with buildings thereon erected, the said land forming part of lot No. 26-A-2 of the official cadastre of fief Ste. Anne-des-Monts, bounded northwesterly, southeasterly and northeasterly by Charles-Édouard Pelletier, southwesterly by the vendor Auguste Lemieux.

To be sold at the door of the Church of Rivière à Martre, TUESDAY the FOURTH day of AUGUST 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
June 29, 1959. 50956-27-2

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 37,142, 38,909. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF CAP-AU-RENARD, body politic and corporate having its business office in the municipality of Cap-au-Renard, plaintiff vs ACHILLE VALLÉE, Cap-au-Renard, county of Gaspé, defendant.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une terre étant partie du lot N° 22-B, 1er rang, canton Christie, bornée au nord au fleuve St-Laurent, à l'est par le N° 23-A, au sud au 2ième rang à l'ouest à Octave Vallée, contenant en superficie 69 acres, avec bâtisses dessus construites. A distraire un emplacement donné à Valmont Vallée, faisant partie dudit lot 22-B".

Pour être vendue à la porte de l'église de Rivière-à-Martre, MARDI le QUATRIÈME jour d'AOÛT, 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Le 29 juin, 1959. 50957-27-2-o

The property to be sold is the following:

"A farm being part of lot No. 22-B, range one, township Christie, bounded northerly by the St. Lawrence River, easterly by No. 23-A, southerly by range two, westerly by Octave Vallée, containing an area of 69 acres, with buildings thereon erected. Save and except an emplacement given to Valmont Vallée, forming part of said lot 22-B".

To be sold at the door of the Church of Rivière-à-Martre, TUESDAY the FOURTH day of AUGUST 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
June 29, 1959. 50957-27-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, Rimouski, N° 15,089. } AURÈLE & JOSEPH GAUDREAU, tous deux garagistes de Cap-Chat Est, district de Gaspé et y faisant affaires ensemble sous la raison sociale de "Gaudreau & Gaudreau, Enrg.", demandeurs, vs PIERRE AMIOT, de l'endroit appelé St-Octave de l'Avenir, district de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

Une maison d'habitation sise sur le lot N° 26 rang 9, canton Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Octave de l'Avenir, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT, 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 20 juillet 1959. 51101-30-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, Rimouski, No. 15,089. } AURÈLE & JOSEPH GAUDREAU, both garage-keepers of Cap-Chat East, district of Gaspé and carrying on business together under the style of "Gaudreau & Gaudreau, Enrg.", plaintiffs, vs PIERRE AMIOT, of the place called St-Octave de l'Avenir, district of Gaspé, defendant.

The property for sale is the following:

A dwelling house situated on lot No. 26, range 9, township Cap-Chat, county of Gaspé-North.

To be sold at the church door of St-Octave de l'Avenir, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, July the 20th, 1959. 51101-30-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 7621. } STANISLAS J. CHAGNON, employé civil, domicilié au numéro 27 Mountain, Aylmer, district de Hull, demandeur vs LOUIS GEORGES CORRIVEAU, autrefois de Hull-sud, district de Hull et de Shawinigan, district de Trois-Rivières, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

"Un emplacement portant le numéro 25 de la rue Wellington, Aylmer, connu et désigné comme étant le lot numéro 620 aux plan et livre de renvoi pour la ville d'Aylmer, mesurant 56 pieds de largeur sur la rue Notre-Dame, par 120 pieds de profondeur sur la rue Wellington, le tout plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Paul, dans la ville d'Aylmer, le SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT, 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 29 juin, 1959. 50954-27-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 7621. } STANISLAS J. CHAGNON, civil servant, domiciled at number 27 Mountain, Aylmer, district of Hull, plaintiff vs LOUIS GEORGES CORRIVEAU, formerly of Hull-South, district of Hull and Shawinigan, district of Trois Rivières, and now of unknown whereabouts, defendant.

"An emplacement bearing number 25 Wellington Street, Aylmer, known and designated as being lot number 620 of the plan and book of reference for the town of Aylmer, measuring 56 feet in width along Notre-Dame Street, by 120 feet in depth on Wellington Street, all of which more or less, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of St. Paul's Church, in the town of Aylmer, the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
This June 29, 1959. 50954-27-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12,009. } PAUL FRÉCHETTE, cultivateur de St-Norbert, district de Joliette, en sa qualité de tuteur à sa fille mineure Diane Fré-

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12,009. } PAUL FRÉCHETTE, farmer of St-Norbert, district of Joliette, in his quality of tutor to his daughter, a minor, Diane Fréchette,

chette, demandeur, vs DAME SARAH BACON-ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU et ÉMILIEN ROCHELEAU, tous trois de St-Norbert, district de Joliette, défendeurs.

1. Contre Émilien Rocheleau:

a) Une terre située en la paroisse de St-Norbert, au sud-ouest du Ruisseau Bonaventure connue et désignée aux plan et livre de renvoi, officiels de ladite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent cinquante-trois et trois cent cinquante-cinq (353-355) de la contenance de deux arpents et un quart de largeur sur une profondeur d'environ trente-huit arpents, plus ou moins, bornée: d'un bout au ruisseau Bonaventure, à l'autre bout aux terres de Ste-Elisabeth, d'un côté, aux numéros 354, 352, et de l'autre côté au numéro 356 avec les constructions dessus érigées.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, et composée:

1° De la partie nord-ouest du lot numéro quatre cent trente-quatre (Ptie n.-o. 434) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un demi arpent de largeur sur la profondeur dudit lot numéro 434 soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un bout vers le nord-est, au lot numéro 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest au lot numéro 421, d'un côté, vers le sud-est, au reste dudit lot 434 ci-après décrit, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au lot numéro 435;

2° De la partie sud-est du lot numéro quatre cent trente-cinq (Ptie s.-e. 435) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un arpent de largeur sur la profondeur dudit lot numéro 435, soit environ quatre arpents et huit perches, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, audit lot numéro 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux numéros 421 et 422 dudit cadastre, d'un côté, vers le sud-est, à la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro 434, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au résidu dudit lot numéro 435.

2. Contre Georges-Aimé Rocheleau:

a) Une terre située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent quarante-huit et trois cent quarante-neuf (348-349), avec les constructions dessus érigées, contenant environ soixante-treize arpents en superficie, de forme irrégulière; à distraire cependant dudit lot numéro trois cent quarante-neuf (349), la portion vendue à Louis Denis, par acte enrégistré au bureau d'enrégistrement de Berthier, sous le numéro 28,959, actuellement la propriété de M. Émile Ducharme.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-quatre (434 Ptie), sans bâtisse, contenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur dudit lot numéro 434, soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, au numéro 289, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux numéros 420-421, d'un côté, vers le sud-est au lot numéro 433, et de l'autre côté vers le nord-ouest, à la sortie dudit lot numéro 434, ci-dessus décrit.

3. Contre Émilien Rocheleau.

Le lot numéro 109*b* aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Norbert, mesurant

plaintiff, vs DAME SARAH BACON-ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU and ÉMILIEN ROCHELEAU, all three of St-Norbert, district of Joliette, defendants.

1. Against Émilien Rocheleau:

a) A fram situated in the parish of St-Norbert, on the southwest of the Bonaventure Brook, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Norbert, under lots numbers three hundred and fifty-three and three hundred and fifty-five (353-355) containing two arpents and one/quarter in width along a depth of approximately thirty-eight arpents, more or less, bounded: at one end by the Bonaventure Brook, at the other end by the farms of Ste Elisabeth, on one side, by numbers 354, 352 and on the other side, by number 356, with the buildings thereon erected.

b) A wooded farm situated in the said parish of St-Norbert, and composed:

1. From the northwest part of lot number four hundred and thirty-four (Pt. n.-w. 434) on the official plan and in the book of reference, without building, containing half an arpent in width by the depth of the said lot number 434, i.e. approximately thirteen arpents, thus bounded: at one end, on the northeast, by lot number 288, at the other end, on the southwest, by lot number 421, on one side, on the southeast, by the remainder of the said lot 434 hereinafter described, and on the other side, on the northwest, by lot number 435;

2. From the southeast part of lot number four hundred and thirty-five (Pt. s.-e. 435) in the above mentioned official plan and book of reference, without building, containing an arpent in width by the depth of the said lot number 435, i.e. approximately four arpents and eight rods, thus bounded: at one end, on the northeast, by the said lot number 288, at the other end, on the southwest, at numbers 421 and 422 of the said cadaster, on one side, on the southeast, by the part hereinabove described of the said lot number 434, and on the other side, on the northwest, by the residue of the said lot number 435.

2. Against Georges-Aimé Rocheleau:

a) A farm situated in the said parish of St-Norbert, known and designated on the said official plan and in the book of reference of the said parish of St-Norbert, under lot numbers three hundred and forty-eight and three hundred and forty-nine (348-349), with the buildings thereon erected, containing approximately seventy-three arpents in area, of irregular form; to withdraw, however, from the said lot number three hundred and forty-nine (349), the portion sold to Louis Denis, by registered deed at the registration office of Berthier, under number 28,959, presently the property of Mr. Émile Ducharme.

b) A wooded farm situated in the said parish of St-Norbert known and designated on the above mentioned official plan and in the book of reference as forming part of lot number four hundred and thirty-four (Pt. 434) without building, containing an arpent and one-half in width by the depth of the said lot number 434, i.e. approximately thirteen arpents, thus bounded: at one end, on the northeast, by number 289, at the other end, on the southwest, by numbers 420-421, on one side, on the southeast, by lot number 433, and on the other side, on the northwest, by the exit of the said lot number 434, hereinabove described.

3. Against Émilien Rocheleau.

Lot number 109*b* on the official plan and in the book of reference for the cadaster of St-

60 pieds à sa façade et 3/4 d'arpent à la profondeur compris entre le ruisseau à l'arrière et le chemin à l'avant un chemin de ligne sur un côté l'emplacement de Georges Laporte et représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert, comté de Berthier, le MERCREDI, VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 16 juillet 1959. 51087-30-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 14,614. { THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, un corps politique et corporatif, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, demanderesse et ÉDOUARD TROTTIER, travailleur d'usine, domicilié au chemin de la Petite Assomption, Repentigny, comté de l'Assomption, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Petite Assomption dans la paroisse de Repentigny, comté de l'Assomption, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-huit (128-202) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Repentigny.

Avec toutes les constructions dessus érigées.

Comme le tout subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances et avec tout l'actif et le passif, servitudes visuelles et occultes y attachées, sans exception d'aucune sorte de la part de l'emprunteur.

En conformité d'un jugement rendu en cette affaire, le 10 juillet 1959, l'officier procédant à la vente est tenu d'exiger de tout offrant ou enchérisseur, avant son offre ou son enchère, le dépôt, entre ses mains d'une somme d'au moins neuf cents dollars ($900.00)."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Repentigny, comté de l'Assomption, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 21 juillet 1959. 51107-30-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 454422. { WILLIAM VINCENT, demandeur, vs DAME GISÈLE LAFLAMME, *et vir*, défenderesse.

"Un emplacement ayant front sur la rue Church en la ville de Beaconsfield, connu et désigné comme étant la subdivision quatre-vingt-sept du lot originaire N° un (1-87) du plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Pointe-Claire, mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds en largeur et cent seize pieds (99-116) en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 597 Avenue Church."

Norbert, measuring 60 feet at the façade and 3/4 arpent in its depth comprised between the brook at the rear and the front road before the line-road on one side of the emplacement of Georges Laporte and representatives.

To be sold at the church door of the parish of St-Norbert, county of Berthier, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, July 16, 1959. 51087-30-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 14,614 { THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario, and its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff and ÉDOUARD TROTTIER, Mill-Hand, residing at Chemin de la Petite Assomption, Repentigny, county of l'Assomption, defendant.

As belonging to the defendant:

"An emplacement fronting on the Chemin de la Petite Assomption in the parish of Repentigny, county of l'Assomption, known and designated as being lot number two hundred and two of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-eight (128-202) of the official plan and book of reference of the parish of Repentigny.

With all building thereon erected.

As the whole now subsists, with all its rights, members and appurtenances and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto, without exception or reserve of any kind on the part of the Borrower.

In conformity with a judgment rendered in this matter on July 10, 1959, the officer proceeding to the sale is bound to exact from every bidder prior to his offer or bid, the deposit in his hands of an amount of at least nine hundred dollars ($900.00)."

To be sold at the parochial Church door of Repentigny, county of l'Assomption, THURSDAY the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, July 21, 1959. 51107-30-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 454422. { WILLIAM VINCENT, plaintiff, vs DAME GISÈLE LAFLAMME *et vir*, defendant.

"An emplacement fronting on Church Street in the town of Beaconsfield, known and designated as being subdivision eighty-seven of original lot No. one (1-87) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire, measuring ninety-nine feet in width and one hundred and sixteen feet (99-116) in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected bearing civic number 597 Church Avenue."

Pour être vendu, à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 21 juillet 1959. 51102-30-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 445224. { DAME BÉATRICE HENDERSON, veuve de feu John Cornthwaite, demanderesse vs DAME KATHLEEN RAYNER *et vir*, défenderesse.

"Une moitié indivise de ce certain emplacement dans la cité de Verdun, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision neuf cent soixante et huit du lot originaire quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4687-968) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant trente-six pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec la construction dessus érigée, portant les numéros civiques 1713 et 1715 avenue Leclair, dont le mur du côté est, est mitoyen.

Ensemble avec et sujette aux droits d'entretenir les portes, fenêtres, terrains et vérandas tels que présentement existants, tel qu'énoncé dans un acte de création de servitude passé devant W. M. Bourke, N.P., le treizième jour de mai 1948 déposé au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement pour la division de Montréal, sous le N° 735952.

Sujette aux servitudes affectant ladite propriété, concernant les droits de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada pour construire, agir, entretenir, réparer et remplacer ses lignes de transmission téléphoniques et télégraphiques et pôteaux, etc., le tout tel que plus amplement énoncé dans un acte d'entente entre "Crawford Park Development Corporation" et "La Compagnie de Téléphone Bell du Canada", passé devant W. M. Bourke N.P., le vingt et unième jour de novembre 1946, enregistré audit bureau d'enregistrement sous le N° 675 606.

Comme ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception."

Pour être vendu, à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 21 juillet 1959. 51103-30-2

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 506722. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., demanderesse vs ANDRÉ VIGNEAULT, défendeur.

Désignation de l'immeuble à saisir.

"Un emplacement comprenant un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-228), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, district de Chambly:

Avec la construction dessus érigée, portant le numéro civique 503 Troisième Avenue, Greenfield Est."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Hubert, comté de

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1959, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 21, 1959. 51102-30-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 445224. { DAME BÉATRICE HENDERSON, widow of the late John Cornthwaite, plaintiff vs DAME KATHLEEN RAYNER *et vir*, defendant.

"An undivided one half in that certain emplacement in the city of Verdun, district of Montreal, known and designated as subdivision nine hundred and sixty-eight of original lot four thousand six hundred and eighty-seven (4687-968) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring thirty-six feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less. With the building thereon erected bearing the civic numbers 1713 and 1715 Leclair Avenue, whereof the Easterly wall is mitoyen.

Together with and subject to the right to maintain doors, windows, leandings and galleries as at present constructed as set forth in a deed of creation of servitude passed before W. M. Bourke, N.P., on the thirteenth day of May, 1948, registered in the registry office for the registration division of Montreal under No. 735952.

Subject to the servitudes affecting the said property as regards the rights of the Bell Telephone Company of Canada to construct, operate, maintain, repair and replace its telephone and telegraph lines and poles, etc., the whole as more fully seth forth in deed of agreement between "Crawford Park Development Corporation" and "The Bell Telephone Company of Canada" passed before W. M. Bourke, N.P., on the twenty-first day of November 1946, registered in the said registry office under No. 675 606.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1959 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 21, 1959. 51103-30-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 506722. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., plaintiff; vs ANDRÉ VIGNEAULT, defendant.

Description of the immoveable to be seized.

"An emplacement comprising a lot of land known and designated under lot number two hundred and twenty-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-228), of the official plan book of reference of the parish of Saint-Hubert, district of Chambly:

With building thereon erected bearing civic number 503 Third Avenue, East Greenfield."

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Hubert, county of Chambly,

Chambly, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, 21 juillet 1959. 51104-30-2

the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 21, 1959. 51104-30-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 21,619. LIONEL JEAN, cultivateur, de la paroisse de St-Nil district de Rimouski, demandeur vs ULDÉRIC SOUCY de la paroisse de St-Nil, district de Rimouski, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impences sur la ½ N.O. des lots dix (10) et onze (11), d'une superficie totale de 102 acres et tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur ladite ½ N.O. desdits lots 10 et 11 de la paroisse de St-Nil, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Nil, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 juin 1959. 50955-27-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 21,619. LIONEL JEAN, farmer, of the parish of St. Nil, district of Rimouski, plaintiff vs ULDÉRIC SOUCY of the parish of St. Nil, district of Rimouski, defendant.

The pre-emption rights, clearing, improvements and upkeep on the N.W. ½ of lots ten (10) and eleven (11) of a total area of 102 acres and all the rights which the defendant has or may have on sait N.W. ½ of said lots 10 and 11, of the parish of St. Nil, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Church of the Parish of St. Nil, the FIFTH day AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, June 30, 1959. 50955-27-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 22,200. ADÉLARD & ZÉNON DESROSIERS, marchands de bois faisant affaires à Matane, sous les nom et raison sociale de "Desrosiers & Fils Enr." district de Rimouski. demandeurs vs ANTONIO BERNIER, domicilié à St-Rédempteur, Matane, district de Rimouski, défendeur & LÉON TREMBLAY, régistrateur pour la division d'enregistrement pour le comté de Matane, mis-en-cause.

La subdivision sept de la subdivision quarante-trois du lot numéro (90-43-7) et la subdivision quatorze de la subdivision vingt du lot numéro quatre-vingt-onze (91-20-14) du cadastre officiel revisé de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à charge d'une rente foncière à Gérard Bouffard;

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 20 juillet 1959. 51097-30-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 22,200. ADÉLARD & ZÉNON DESROSIERS, lumber merchants carrying on business at Matane, under the style and name of "Desrosiers & Fils Enr.", district of Rimouski, plaintiffs vs ANTONIO BERNIER, domiciled at St-Rédempteur, Matane, district of Rimouski, defendant, & LÉON TREMBLAY, registrar for the registration division for the county of Matane, mis-en-cause.

Subdivision seven of the subdivision forty-three of lot number ninety (90-43-7) and subdivision fourteen of subdivision twenty of lot number ninety-one (91-20-14) of the revised official cadaster for the parish of St-Jérôme de Matane, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, encumbered with ground rent to Gérard Bouffard;

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur de Matane, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, July 20, 1959. 51097-30-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 19475. JEAN-PAUL PERREAULT LTÉE, corporation légalement constituée, avec siège social au N° 146 rue Wellington Nord, à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Dame FERNANDE SAINE, épouse légale ment séparée de biens de Louis Malluk, autrefois résidant à Asbestos, district de St-François et maintenant résidant à C.P. 2375 Beyrouth, Liban, défenderesse, & LOUIS MALLUK, époux légallement séparé de biens de Dame Fernande

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 19475. JEAN-PAUL PERREAULT LTÉE, corporation legally constituted with corporate seat at No. 146 Wellington street north, at Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff vs Dame FERNANDE SAINE, wife legally separated as to property of Louis Malluk, formerly residing at Asbestos, district of St. Francis and now residing at C.P. 2375 Beyrouth, Liban, defendant, & LOUIS MALLUK, husband legally separated as to property of Dame Fernande Saine,

Saine demeurant dans un lieu inconnu, pour l'autorisation nécessaire à ladite dame, son épouse, aux fins des présentes, mis-en-cause.

Comme appartenant à ladite défenderesse:

"¼ indivis dans les propriétés immobilières suivantes qu'elle possède avec d'autres copropriétaires, à savoir ½ indivis à Dame Assad Kouri et un autre quart indivis à Gisèle Saine, dans les 2 lots vacants suivants: 5-121 et 5-122, au plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos, division d'enregistrement Richmond, ainsi que ¼ indivis sur les lots suivants avec bâtisses de 2 logements chacune, à savoir: 6-20-7, portant les numéros civiques 78 et 80, rue Panneton, à Asbestos et 6-20-8, portant les numéros civiques 82 et 84, rue Panneton, à Asbestos, au plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos, division d'enregistrement Richmond."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé, Asbestos, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 20 juillet 1959. 51098-30-2-o
[Première insertion, le 25 juillet 1959]

domiciled in an unknown place, for the necessary authorization to the said dame, his wife, for these presents, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant:

"Undivided ¼ in the following immovable properties that she possesses with other joint-proprietors to wit undivided ½ to Dame Assad Kouri, and an other undivided fourth to Gisèle Saine, in the 2 vacant following lots: 5-121 and 5-122, upon the official plan and book of reference for the village of Asbestos, registry division Richmond, as well as undivided ¼ on the following lots with buildings of 2 tenements each, to wit: 6-20-7, bearing civic numbers 78 and 80, Penneton street, at Asbestos, and 6-20-8, bearing civic number 82 and 84, Panneton street, at Asbestos, upon the official plan and book of reference for the village of Asbestos, Richmond registry division."

To be sold at the door of the parochial church of St. Aimé, Asbestos, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1959 at TEN o'clock, in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 20th of July, 1959. 51098-30-2-o
[First insertion, the 25th of July, 1959]

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 487-59)

Avis est donné que "Comet A. G.", compagnie à fonds social constituée au Liechtenstein, a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le principal bureau d'affaires de ladite compagnie dans la province sera au N° 3005, Picquet Road, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle est M. Valfredo Segre, industriel, domicilié à l'adresse ci-haut mentionnée, à savoir: 3005, Picquet Road, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51070-o RAYMOND DOUVILLE.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 487-59)

Notice is hereby given that "Comet A. G.", a joint stock company incorporated at Liechtenstein, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The head office of the said company in the Province of Quebec shall be at No. 3005, Picquet Road, in the city and judicial district of Montreal.

Its principal agent for purposes of receiving notices in any suit and procedure carried against it is Mr. Valfredo Segre, industrialist, domiciled at the above mentioned address, to wit: 3005, Picquet Road, in the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on the twenty-second day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51070 Assistant Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 30

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

679-A — Employés de garages, régions de Roberval, St-Félicien et Dolbeau 2970
679-B — Construction, région de Sorel 2971
679-C — Barbier, coiffeur, région de Montréal 2975
679-D — Établissements commerciaux ville de St-Félicien 2975
696 — Concernant certains actes administratifs du Département des Pêcheries et de la Chasse 2976

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2917

AVIS DIVERS:

Baie d'Urfée, (Modification de charte) 2979
Denvin Inc. (Directeurs) 2981

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

ORDERS IN COUNCIL:

679-A — Garage employees, regions of Roberval, St-Félicien and Dolbeau 2970
679-B — Construction, region of Sorel 2971
679-C — Barbering and hairdressing, region of Montreal 2975
679-D — Commercial establishments, town of St-Félicien 2975
696 — Concerning various administrative agreements of the Department of Fisheries and Game 2976

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2917

MISCELLANEOUS NOTICES:

Baie d'Urfée, (Charter amendment) 2979
Denvin Inc. (Directors) 2981

Emery Air Freight Corporation (Nouvel agent) ... 2981
La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company (Requête) ... 2979
L'Association des Chimistres Professionels du Québec (Nouveaux membres) ... 2980
Metcalfe Construction Co. Ltd (Directeurs) ... 2981
Quebec Industrial Leaseholds Limited (Directeurs) ... 2980
St-Jérôme, village (Rachat d'obligations) ... 2980
Warner Weathermaster Sales Corp. (Directeurs) ... 2981

CHARTES — ABANDON DE:

Auberge Mont Condor Inc. ... 2982
Earl F. O'Mara & Company Limited ... 2982
Lasalle Textile Inc. ... 2982
Les Produits du Jeune Commerce de Chicoutimi Ltée ... 2983
Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd. ... 2982
Strathcona Garment Mfg. Co. ... 2982

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Comet A. G. ... 3011

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Community Holy Association of United Congregations ... 2983

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Joseph, village ... 2984

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Audet ... 2984
Barraute ... 2984
Jonquière cité, Kénogami cité (Erratum) ... 2986
La Corne ... 2985
Pascalis ... 2984
St-Edmond ... 2985
St-Gabriel-de-Brandon ... 2984
St-Vincent de Paul ... 2985
Terrebonne, ville ... 2984

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ascot, canton ... 2886
Lachine, paroisse ... 2986
St-Antoine de Longueuil, paroisse ... 2986

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Alimentation en Détail de Sherbrooke et région (Prélèvement) ... 2991
Ascenseurs, région de Montréal (Modification) ... 2988
Coiffure, Trois-Rivières, (Approbation) 2987
Coiffure, Trois-Rivières, (Approbation) 2988
Coiffure, Trois-Rivières, (Prélèvement) 2990
Construction, Province (Modification) 2988
Employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants, épiceries, cité de Joliette (Modification) ... 2989

Emery Air Freight Corporation (New Agent) ... 2981
The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurance Générales (Petition) ... 2979
The Association of Professional Chemists of Quebec (New Members) ... 2980
Metcalfe Construction Co. Ltd (Directors) ... 2981
Quebec Industrial Leaseholds Limited (Directors) ... 2980
St-Jérôme, village (Redemption of bonds) ... 2980
Warner Weathermaster Sales Corp. (Directors) ... 2981

CHARTERS — SURRENDER OF:

Auberge Mont Condor Inc. ... 2982
Earl F. O'Mara & Company Limited ... 2982
Lasalle Textiles Inc. ... 2982
Les Produits du Jeune Commerce de Chicoutimi Ltée ... 2983
Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd. ... 2982
Strathcona Garment Mfg. Co. ... 2982

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Comet A. C. ... 3011

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Community Holy Association of United Congregations ... 2983

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Joseph, village ... 2984

EDUCATION:
School Municipality of:

Audet ... 2984
Barraute ... 2984
Jonquière, city, Kénogami city (Erratum) ... 2986
La Corne ... 2985
Pascalis ... 2984
St-Edmond ... 2985
St-Gabriel-de-Brandon ... 2984
St-Vincent de Paul ... 2985
Terrebonne, town ... 2984

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ascot, township ... 2986
Lachine, parish ... 2986
St-Antoine de Longueuil, parish ... 2986

LABOUR:
Industry or Trades of:

Retail Food of Sherbrooke and Vicinety (Levy) ... 2991
Elevator, region of Montreal (Amendment) ... 2988
Coiffure, Trois-Rivières, (Approval) ... 2987
Coiffure, Trois-Rivières, (Approval) ... 2988
Coiffure, Trois-Rivières, (Levy) ... 2990
Construction, Province (Amendment) .. 2988
Grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees, city of Joliette (Amendment) ... 2989

EXAMEN DU BARREAU:

Richelieu, étude 2993

LETTRES PATENTES:

A. B. M. Enterprises Inc. 2918
Amethyst Investment Corp. 2919
Belœil Shipping Centre Ltd. 2919
Bissonnette & Gervais Inc. 2919
Candiac Equipment Company Limited. 2920
C. B. Development Inc. 2920
Daram Limited 2920
Delano Enterprises Corp. 2921
Devaux Automobile Inc. 2921
Duvernay Development Corp. 2921
Falcon Promotions Ltd. 2922
Faylin Enterprises Corp. 2922
Fortier Air Conditioning Inc. 2922
Fournisseur Municipal du Québec Inc. — Quebec Municipal Supplyer Inc. .. 2923
G. Joly Construction Inc. 2923
Glenmore Realty Inc. 2923
Ile Bizard Holding Corp. 2924
Imco Enterprise Ltd. 2924
Jewel Industrial Investment Corp. 2924
J. Ulysse St-Marie & Fils Inc. 2925
La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc.— Hull Sanitary Utilities Company Inc. 2925
Lama Corp. 2925
La Pâtisserie Andrée Inc. 2926
La Presqu'île Inc. 2926
Laval Claims Services Ltd. 2926
Les Placements I. G. McJelph Inc.— I. G. McJelph Investments Inc. 2927
L & M Realty Inc. 2927
Lorne Developments Inc. 2927
Luxfoam Corporation Limited 2928
Nastapo Company Inc. 2928
Opal Investment Corp. 2929
Pelletier Électrique Ltée 2929
Pierrefonds Investment Corp. 2929
Raymond Lépine Inc. 2929
Ronil Investment Corp. 2930
R. St-Louis Inc. 2930
Seal-Ko-Seal Inc. 2930
Seawood Investment Corp. 2931
Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd. 2931
Sixteen Forty Dorchester Limited 2932
Sofaer Developments Ltd. 2932
South Shore Holding Co. 2932
Sun Acceptance Corporation 2932
Thousand Island Housing Ltd. 2933
Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd. 2933
Wolfar Investment Co. Ltd. 2934
Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd. 2934
Zelko Fur Co. Ltd. 2934
Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd. 2935

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciale et des sociétés de secours mutuels provinciales au 31 décembre 1958 2935
The Connecticut Fire Insurance Company 2935

NOMINATIONS:

Divers 2993

BAR EXAMINATION:

Richelieu, study 2993

LETTERS PATENT:

A. B. M. Enterprises Inc. 2918
Amethyst Investment Corp. 2919
Belœil Shipping Centre Ltd. 2919
Bissonnette & Gervais Inc. 2919
Candiac Equipment Company Limited. 2920
C. B. Development Inc. 2920
Daram Limited 2920
Delano Enterprises Corp. 2921
Devaux Automobile Inc. 2921
Duvernay Development Corp. 2921
Falcon Promotions Ltd. 2922
Faylin Enterprises Corp. 2922
Fortier Air Conditioning Inc. 2922
Quebec Municipal Supplyer Inc.— Fournisseur Municipal du Québec Inc. 2923
G. Joly Construction Inc. 2923
Glenmore Realty Inc. 2923
Ile Bizard Holding Corp. 2924
Imco Enterprise Ltd. 2924
Jewel Industrial Investment Corp. 2924
J. Ulysse St-Marie & Fils Inc. 2925
Hull Sanitary Utilities Company Inc. — La Compagnie d'Utilités Sanitaires de Hull Inc. 2925
Lama Corp. 2925
La Pâtisserie Andrée Inc. 2926
La Presqu'île Inc. 2926
Laval Claims Services Ltd. 2926
I. G. MxJelph Investments Inc.— Les Placements I. G. McJelph Inc. 2927
L & M Realty Inc. 2927
Lorne Developments Inc. 2927
Luxfoam Corporation Limited 2928
Nastapo Company Inc. 2928
Opal Investment Corp. 2929
Pelletier Électrique Ltée 2929
Pierrefonds Investment Corp. 2929
Raymond Lépine Inc. 2929
Ronil Investment Corp. 2930
R. St-Louis Inc. 2930
Seal-Ko-Seal Inc. 2930
Seawood Investment Corp. 2931
Sept-Iles Plumbing & Heating Supply Ltd. 2931
Sixteen Forty Dorchester Limited 2932
Sofaer Developments Ltd. 2932
South Shore HoldingCo. 2932
Sun Acceptance Corporation 2932
Thousand Island Housing Ltd. 2933
Tovah Home and Mortgage Corporation Ltd. 2933
Wolfar Investment Co. Ltd. 2934
Zachron Home and Mortgage Corporation Ltd. 2934
Zelko Fur Co. Ltd. 2934
Zevule Home and Mortgage Corporation Ltd. 2935

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations on december 31, 1958 2935
The Connecticut Fire Insurance Company 2935

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 2993

PROCLAMATION:

Concernant la tenue d'élections partielles dans les comtés de Labelle et Lac-Saint-Jean 2994

SIÈGES SOCIAUX:

American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd 2995
Breal Construction Limitée 2995
Daram Limited 2995
M. Desormiers & Fils Inc. 2996
Paradis & Morin Ltée 2995

SOUMISSIONS:

Rimouski, comm. scolaire 2996
Rosemère, ville 2997
Ste-Thérèse-Ouest, comm. scol. 2998
Waterloo, ville 3000

VENTE PAR LICITATION:

Chenier *et vir* vs Chenier *et al* 3001

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Nord, ville 3003
Pointe-aux-Trembles, cité 3002

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

J. V. Levasseur & Fils vs Brunelle 3005
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Paquette 3004

GASPÉ:

Commissaires d'Écoles, Cap-au-Renard vs Vallée 3005
Gaudreau *et al* vs Amiot 3006
Turgeon vs Labrie 3005

HULL:

Chagnon vs Corriveau 3006

JOLIETTE:

Canada Life Assurance Company vs Trottier 3008
Fréchette vs Rocheleau *et al* 3006

MONTRÉAL:

Henderson vs Rayner *et vir* 3009
Interprovincial Building Credits Ltd vs Vigneault 3009
Vincent vs Laflamme *et vir* 3008

RIMOUSKI:

Desrosiers & Fils Enr. vs Bernier 3010
Jean vs Soucy 3010

SAINT-FRANCOIS:

Jean-Paul Perreault Ltée vs Saine 3010

PROCLAMATION:

Concerning the holding of by-elections in the electoral districts of Labelle and Lac-Saint-Jean 2994

HEAD OFFICES:

American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd 2995
Breal Construction Limitée 2995
Daram Limited 2995
M. Desormiers & Fils Inc. 2996
Paradis & Morin Ltée 2995

TENDERS:

Rimouski, School Comm. 2996
Rosemère, town 2997
Ste-Thérèse West, School Comm. 2998
Waterloo, town 3000

SALE BY LICITATION:

Chenier *et vir* vs Chenier *et al* 3001

SALES FOR TAXES:

Montreal North, town 3003
Pointe-aux-Trembles, city 3002

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

J. V. Levasseur & Fils vs Brunelle 3005
Quebec Farm Credit Bureau vs Paquette 3004

GASPÉ:

School commissioners, Cap-au-Renard vs Vallée 3005
Gaudreau *et al* vs Amiot 3006
Turgeon vs Labrie 3005

HULL:

Chagnon vs Corriveau 3006

JOLIETTE:

Canada Life Assurance Company vs Trottier 3008
Fréchette vs Rocheleau *et al* 3006

MONTREAL:

Henderson vs Rayner *et vir* 3009
Interprovincial Building Credits Ltd vs Vigneault 3009
Vincent vs Laflamme *et vir* 3008

RIMOUSKI:

Desrosiers & Fils Enr. vs Bernier 3010
Jean vs Soucy 3010

SAINT FRANCIS:

Jean-Paul Perreault Ltée vs Saine 3010

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.